



Ministère des Finances

Été 2017 – Sondage et groupes de discussion sur l'économie

Rapport final

24 novembre 2017

Préparé pour le ministère des Finances

Cabinet spécialisé en recherches : Le groupe-conseil Quorus Inc.

Date d'attribution du contrat : 14 juillet 2017

Date de livraison : 24 novembre 2017

Numéro du contrat : 60074-170589/001/CY

Numéro d'inscription de la ROP : 010-17

Point de contact au Ministère : por-rop@fin.gc.ca


This report is also available in English.

Attestation de neutralité politique

J'atteste, par les présentes, à titre de cadre dirigeant du groupe-conseil Quorus Inc., que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la [Politique sur les communications et l'image de marque](#) et la [Directive sur la gestion des communications – Annexe C](#).

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Rick Nadeau', is written over a light gray, textured rectangular background.

Rick Nadeau, président

Le groupe-conseil Quorus Inc.

Table des matières

Attestation de neutralité politique	2
Sommaire exécutif	5
Objectifs de la recherche	6
Sommaire des résultats – Groupes de discussion	6
Méthodologie – Groupes de discussion.....	11
Sommaire des résultats – Sondage.....	13
Méthodologie – Sondage.....	16
Executive Summary	19
Research Purpose and Objectives.....	20
Summary of Findings – Focus Group Phase.....	20
Methodology – Focus Group Phase.....	24
Summary of Findings – Survey Phase	26
Methodology – Survey Phase	29
Résultats détaillés	31
Résultats de recherche des groupes de discussion	32
Préoccupations générales et priorités	32
Situation financière personnelle.....	32
Direction du pays	34
Imposition	35
Niveau de vie.....	40
Le monde du travail de l'avenir	40
Résultats du sondage	43
Priorités du gouvernement du Canada.....	43
Évaluation de l'économie.....	50
Bien-être économique	50
Sécurité d'emploi	53

Confiance envers l'économie	54
Attentes envers l'économie	65
Logement	68
Accession à la propriété et hypothèque	68
Logement et taux d'intérêt	69
Le régime fiscal	73
Priorités du gouvernement du Canada	77
Contexte et méthodologie	86
Contexte et objectifs de la recherche	87
Méthodologie.....	87
Groupes de discussion	87
Sondage.....	90
Annexes	94
Focus Group Recruitment Screener.....	95
Questionnaire de recrutement	101
Focus Group Moderation Guide	108
Guide de discussion	118
Focus Group Participants Materials.....	128
Fiches pour les participants	131
Survey Questionnaire.....	134
Questionnaire du sondage téléphonique	145

Sommaire exécutif



Objectifs de la recherche

Le gouvernement du Canada a réalisé des investissements importants pour stimuler l'économie et s'est engagé à pratiquer une saine gestion des finances afin de soutenir ces investissements. Un récent exemple est le Budget 2017 qui vise à préserver l'équilibre entre le besoin d'investir de manière ciblée pour assurer la croissance économique et celui de préserver un faible niveau d'endettement du Canada pour les générations actuelles et futures.

Les nouveaux plans de développement économique et le climat d'incertitude économique à l'échelle planétaire nous exhortent à comprendre de quelle manière les Canadiens perçoivent les mesures prises par le gouvernement et la situation économique.

Par conséquent, le ministère des Finances a jugé nécessaire de mener une étude de marché primaire pour connaître les préoccupations et les perceptions des Canadiens envers l'état actuel de l'économie canadienne, les enjeux économiques émergents, leur sentiment de bien-être financier personnel et leurs attentes quant au rôle du gouvernement du Canada sur le plan de l'économie.

Les résultats de cette recherche permettront au gouvernement du Canada de mieux comprendre l'environnement public et de mieux communiquer ses plans d'action qui ont pour but d'améliorer le potentiel de croissance à long terme du Canada.

Sommaire des résultats – Groupes de discussion

Préoccupations générales et priorités

À la question « Qu'est-ce qui vous empêche de dormir la nuit », de nombreux participants ont exprimé leurs inquiétudes de ne pouvoir payer leurs dépenses courantes et toutes leurs factures à la fin du mois, et de la difficulté à joindre les deux bouts en raison du coût de la vie qui ne cesse d'augmenter. Même s'ils n'étaient pas immédiatement préoccupés par leur orientation financière personnelle, ils se sont dits inquiets de la direction prise par l'économie mondiale.

Situation financière personnelle

Durant la discussion sur la situation financière personnelle, de nombreux participants ont affirmé que leur situation s'était légèrement détériorée comparativement à il y a un an, principalement en raison de l'augmentation du coût de la vie. Les autres semblaient dire que leur situation ne s'était ni améliorée ni détériorée par rapport à il y a un an. La majorité des participants étaient d'avis que rien ne laissait présager que leur situation sera meilleure ou pire dans un an.

Plusieurs enjeux économiques ont été abordés :

- La capacité à épargner et la crainte de ne pas avoir suffisamment d'argent à la retraite ont été

mentionnés par quelques participants.

- Presque tous avaient entendu parler de la récente hausse des taux d'intérêt (hausse de 0,25 %), mais peu d'entre eux semblaient inquiets. Personne n'a modifié son style de vie à la suite de cette hausse des taux.
- Dans l'ensemble, les opinions concernant la récente hausse du dollar canadien étaient mitigées, mais la plupart des participants ont exprimé leur soulagement.
- Les participants étaient contrariés par le prix de l'essence ces jours-ci. Ils ont toutefois tiré une certaine consolation à l'idée que les prix ont déjà été plus élevés dans le passé.
- Même si la majorité s'est entendue pour dire que la hausse des prix des logements rend les maisons et les loyers sont de moins en moins abordables, très peu ont affirmé que cette tendance avait un impact défavorable sur leur situation personnelle.

Direction du pays

La plupart des participants avaient le sentiment que le pays est sur la bonne voie.

Les participants se sont entendus pour dire que le gouvernement fédéral a **bien fait ce qui suit** au cours de la dernière année :

- La direction, le ton du discours et le rôle du Canada sur la scène internationale lorsqu'il s'agit d'affirmer le caractère ouvert, inclusif et axé sur le développement communautaire de notre pays, et son attitude à l'égard des positions du gouvernement américain;
- L'accent et la ligne générale sur l'environnement, en particulier sur la scène internationale;
- L'immigration et les droits de la personne, notamment les mesures prises pour l'établissement des réfugiés.

Les participants se sont entendus pour dire que le gouvernement fédéral a **mal fait ce qui suit** au cours de la dernière année :

- Les déficits et les dépenses;
- Son manque d'effort vis-à-vis les Premières nations et sa mauvaise gestion dans le dossier des femmes et filles autochtones disparues et assassinées (FFADA), bien que certains admettent que le gouvernement a fait des pas importants dans la bonne direction;
- L'abandon de la réforme électorale;
- La légalisation de la marijuana;
- La prise en charge des personnes qui entrent au Canada à la frontière avec les États-Unis.

Imposition

Dans chaque groupe, ils étaient nombreux à réclamer des changements au système fiscal canadien. Les suggestions spontanées se sont limitées à quelques vastes mesures ou aux sentiments d'injustice, dont ceux-ci :

- Un sentiment généralisé de fardeau fiscal;
- L'impression que les grandes entreprises ne paient pas suffisamment d'impôts ou qu'elles ont accès à d'innombrables échappatoires fiscales;
- La frustration venant du fait que des Canadiens à revenu élevé utilisent des comptes à l'étranger et d'autres stratégies pour réduire, voire même éliminer complètement leur juste part des impôts;
- La complexité du code des impôts et du processus de production d'une déclaration de revenu;
- Le fardeau fiscal disproportionné qui repose sur la classe moyenne et l'incapacité de celle-ci à profiter ou à saisir des occasions de réduire ses impôts, comparativement aux Canadiens à revenu élevé.

Très peu avaient entendu parler des récentes mesures proposées pour la réforme du régime fiscal canadien.

La majorité des participants se sont entendus pour dire que « des personnes dans des circonstances semblables et ayant des revenus semblables devraient payer le même montant d'impôts ».

Les participants ont reçu une liste sur laquelle figuraient sept groupes. Les constatations furent les suivantes :

- Dans tous les groupes, les participants ont identifié les grandes entreprises et le « 1 % de Canadiens qui touchent les revenus les plus élevés » comme étant ceux qui devraient payer plus d'impôts, et les petites entreprises et les Canadiens à moyen revenu comme payant déjà leur juste part.
- De nombreux participants ont associé les petites entreprises aux petits commerces à caractère local et familial qui sont près des résidents du quartier.
- Presque tous les participants ont surestimé le seuil le plus bas d'admissibilité à la catégorie du « 1 % de Canadiens qui touchent les revenus les plus élevés ».
- Parmi les trois mesures que le gouvernement devrait envisager pour la réforme du système fiscal pour la tranche du « 1 % de Canadiens qui touchent les revenus les plus élevés », la majorité a choisi ceux-ci : « en faire davantage pour prévenir l'évasion fiscale » et « éliminer les échappatoires fiscales qui sont utilisées par les Canadiens les mieux nantis pour réduire leur montant d'impôt à payer ».

- Les participants ont eu de la difficulté à estimer la tranche de revenu qui définit le ménage à revenu moyen. Ils se sont entendus pour dire que si la définition est basée sur le revenu, il ne pouvait y avoir une seule définition pour tout le pays.

Deux mises en situation ont été présentées aux participants.

Mise en situation 1 : Les propriétaires de petites entreprises ont droit à une exemption fiscale sur les profits de la vente de leur entreprise : Presque tous les participants étaient d'accord pour dire que les propriétaires de petites entreprises devraient avoir droit à une exemption d'impôts sur les gains en capital découlant de la vente de leur entreprise, alors que les propriétaires de biens de placement ne devraient pas. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que les propriétaires de petites entreprises contribuent à notre économie en payant des taxes professionnelles, en soutenant la collectivité locale et en créant possiblement des emplois, alors que les biens de placement sont souvent considérés comme un placement « passif » qui ne profite à personne d'autre que son propriétaire.

Le propriétaire d'entreprise est considéré par la majorité comme prenant davantage de risques que le propriétaire d'un bien de placement.

Mise en situation 2 : Au Canada, les petites entreprises ont un taux d'imposition inférieur à celui des grandes entreprises, soit 10,5 % et 15 % respectivement : Presque tous les participants étaient d'avis que les petites entreprises devraient avoir un taux d'imposition plus bas que les grandes entreprises. Non seulement les participants étaient déjà prédisposés à dire que les grandes entreprises devraient payer plus d'impôts, mais ils ont également reconnu qu'il est difficile de démarrer une petite entreprise et que le faible taux d'imposition encourage non seulement l'entrepreneuriat, mais contribue également à la croissance de l'entreprise les premières années.

Autres mesures fiscales

Taxe sur les boissons sucrées : Un certain nombre de participants avaient entendu parler de la taxe sur les boissons sucrées et ont signifié leur accord, reconnaissant que l'obésité est un problème et que cette taxe pourrait réduire la pression exercée sur le système de santé au fil des ans. Ceux qui étaient moins favorables à l'idée n'étaient pas convaincus que la taxe découragerait la consommation et ont jugé qu'il s'agissait d'une plutôt d'une taxe déguisée.

Plusieurs étaient d'avis qu'en plus de la taxe, d'autres mesures, comme l'éducation en matière de santé, étaient nécessaires pour dissuader les Canadiens, en particulier les jeunes, de consommer des boissons sucrées. Selon certains, pour avoir un effet dissuasif, la taxe devait être suffisamment élevée pour que les consommateurs la remarquent.

Revenus générés par le cannabis : Dans chaque ville, les opinions sur la légalisation du cannabis étaient partagées. Peu importe leur avis sur le sujet, les participants étaient en grande partie d'accord avec l'idée d'utiliser les nouvelles recettes fiscales provenant de la vente du cannabis pour financer les programmes d'aide aux toxicomanes et de réadaptation, les programmes de santé mentale, l'éducation axée sur les

risques liés à la consommation du cannabis pour les jeunes dans les écoles, l'application des lois et les soins de santé en général.

Crédit canadien pour emploi : Personne n'avait entendu parler du Crédit canadien pour emploi. La mise en situation suivante a été présentée aux participants : *Si on modifiait ce crédit de sorte que les salariés à revenu élevé ne puissent plus le recevoir, mais que les salariés à faible revenu continuent de le recevoir et que le crédit soit plus élevé ?* La majorité s'est entendue pour dire que cette mesure rendrait le régime fiscal serait plus équitable.

Allocation des revenus générés par les nouvelles mesures fiscales : Les participants devaient classer en ordre de préférence les différentes façons dont le gouvernement pourrait répartir les nouveaux revenus parmi cinq catégories. Ceux-ci ont choisi « *allouer ces revenus aux soins de santé en effectuant des transferts aux provinces* » et « *Investir dans la formation ou le recyclage professionnels* ».

Niveau de vie

En règle générale, les participants ont conclu que la vie était plus simple il y a 25 ans, il n'y avait pas autant de factures à payer, le coût de la vie était plus abordable et la majorité des ménages s'en tiraient bien avec un seul véhicule et un seul salaire. De nombreux participants avaient le sentiment que la situation de la prochaine génération sera pire que la nôtre aujourd'hui, principalement en raison des logements qui seront de plus en plus inabordables, de l'incapacité à maintenir les salaires au même niveau que l'inflation et de l'instabilité accrue de l'emploi.

Le monde du travail de l'avenir

De nombreux participants ont reconnu que pour réussir dans l'économie du futur, les Canadiens devront faire preuve de plus en plus d'agilité et de souplesse. Ils devront également investir dans la formation continue et se préparer à avoir des carrières multiples plutôt que de travailler toute leur vie pour le même employeur. Ils ont également admis que l'automatisation et la technologie jouent un rôle de plus en plus important et que le succès de toute carrière dépend de la capacité à s'adapter et à se doter de nouveaux outils pour suivre cette évolution.

Parmi les quatre types de défis qu'un travailleur doit affronter, ce sont les compétences et la formation nécessaires pour les emplois du futur qui ont surtout retenu l'attention.

Les participants se sont entendus pour dire que le gouvernement du Canada a un rôle à jouer pour aider les Canadiens à s'adapter et à demeurer compétitifs sur le marché du travail de demain :

- En faisant le nécessaire pour que la formation soit plus accessible et plus abordable pour les Canadiens tout au long de leur vie, peu importe l'étape de vie.
- En investissant pour s'assurer que les curriculums et les programmes postsecondaires répondent aux besoins du monde de l'emploi.

Méthodologie – Groupes de discussion

La méthodologie de recherche consistait en dix groupes de discussion traditionnels réunis dans un local. Ces groupes étaient composés de Canadiens adultes de 18 ans et plus et les séances ont eu lieu dans cinq villes : Victoria (C.-B.), Edmonton (AB), North York (ON), Laval (QC) et Sudbury (ON). À chaque endroit, les groupes étaient composés de ménages à faible/moyen revenu et de ménages à revenu élevé :

- Un « revenu élevé » est défini comme quiconque ayant un revenu annuel personnel supérieur à 80 000 \$ ou toute personne dans un ménage avec des revenus multiples et un revenu annuel du ménage supérieur à 100 000 \$.
- Un « faible/moyen revenu » est défini comme quiconque ayant un revenu annuel personnel pouvant atteindre 80 000 \$ ou toute personne dans un ménage avec des revenus multiples et un revenu annuel du ménage inférieur à 100 000 \$.

Pour les séances à North York, les participants ont été recrutés exclusivement dans les secteurs de Markham, Vaughn, Richmond Hill et autres villes en banlieue de Toronto. Pour les séances à Laval, les participants étaient des résidents de Laval et de la Rive-Nord.

Le processus de recrutement visait à obtenir une bonne représentation hommes-femmes et un mélange d'âges et d'ethnicités. Pour cette étude, Quorus a adapté et traduit le questionnaire de recrutement et le guide du modérateur en tenant compte des spécifications fournies par le ministère des Finances.

L'étude comportait plusieurs autres paramètres :

- Quorus a recruté 10 participants pour avoir de 8 à 10 participants dans chaque groupe.
- Les participants ont reçu une prime de 75 \$ au terme de chaque séance.
- À l'étape du recrutement et au début de chaque séance, les participants ont été informés que la recherche était menée pour le compte du gouvernement du Canada, que les séances seraient enregistrées sur bande audiovisuelle et que des observateurs seraient présents.
- Toutes les séances ont eu lieu dans un local permettant à l'équipe du client d'observer les discussions, soit derrière un miroir d'observation ou sur un écran de télévision en circuit fermé dans un local adjacent à la salle de réunion où les groupes étaient réunis.
- Au total, 71 personnes ont participé aux discussions de groupe.

Les renseignements relatifs aux séances sont présentés ci-dessous :

Ville	Segment	Langue	Nombre de participants	Date et heure
Victoria, C.-B.	Revenu élevé	Anglais	4	15 août à 17 h 30
Victoria, C.-B.	Faible/moyen revenu	Anglais	8	15 août à 19 h 30
Edmonton, AB	Faible/moyen revenu	Anglais	8	17 août à 17 h 30
Edmonton, AB	Revenu élevé	Anglais	7	17 août à 19 h 30
North York, ON	Faible/moyen revenu	Anglais	8	18 août à 17 h 30
North York, ON	Revenu élevé	Anglais	6	18 août à 19 h 30
Laval, QC	Revenu élevé	Français	6	22 août à 12 h 30
Laval, QC	Faible/moyen revenu	Français	9	22 août à 14 h 30
Sudbury, ON	Faible/moyen revenu	Anglais	7	23 août à 17 h 30
Sudbury, ON	Revenu élevé	Anglais	8	23 août à 19 h 30

Toutes les séances étaient animées par Rick Nadeau, chercheur principal bilingue de Quorus, d'après la convention d'offre à commandes du gouvernement du Canada.

Mise en garde concernant la recherche qualitative

La recherche qualitative a pour but d'acquérir une compréhension et d'établir une orientation, plutôt que des mesures quantitativement extrapolables. Son objectif n'est pas de générer des « statistiques », mais de recueillir un éventail complet d'opinions sur un sujet donné, de comprendre le langage utilisé par les participants, de mesurer le degré de passion et d'engagement, et de miser sur le pouvoir du groupe pour inspirer des idées. Les participants sont encouragés à exprimer leurs opinions, peu importe qu'elles soient partagées ou non par le reste du groupe.

Étant donné la taille de l'échantillon, les méthodes de recrutement particulières utilisées et les objectifs de la recherche, il est clairement entendu que les travaux sous discussion sont de nature exploratoire. Les résultats ne doivent pas être extrapolés à une population plus vaste.

Plus précisément, il est inapproprié de suggérer ou de laisser entendre que quelques (ou plusieurs) vrais utilisateurs agiraient d'une certaine façon simplement parce que quelques (ou plusieurs) participants se sont comportés ainsi durant les séances. Ce type de projection relève exclusivement de la recherche quantitative.

Sommaire des résultats – Sondage

Priorités du gouvernement du Canada

Les répondants étaient invités à suggérer des enjeux sur lesquels le gouvernement du Canada devrait axer ses efforts. Environ un participant sur cinq (18 %) a mentionné l'économie et la création d'emplois ou la réduction du taux de chômage. Selon un participant sur dix environ, il faudrait prioriser les soins de santé (9 %), l'environnement (et les problèmes environnementaux en général), le changement climatique et le réchauffement planétaire (9 %), ainsi que l'immigration et les réfugiés (7 %).

Ayant pris connaissance de leurs suggestions de priorité absolue pour le gouvernement fédéral, nous avons demandé aux participants s'il y avait d'autres enjeux. Dix pour cent (10 %) des répondants ont mentionné l'économie et la création d'emplois ou la réduction du taux de chômage. Un pourcentage similaire (9 %) a mentionné les soins de santé et les hôpitaux, la criminalité et la sécurité nationale (9 %), l'immigration et les réfugiés (7 %).

Bien-être économique

Les participants ont utilisé une échelle de 1 (désastreux) à 10 (excellent) pour évaluer divers aspects du bien-être économique. Près de la moitié a donné une note de 7 à 10 pour ce qui est de la situation financière personnelle (51 %) et l'état actuel de l'économie canadienne (48 %). Près du tiers a donné une note positive à l'état de l'économie dans leur province ou territoire (36 %), à la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain (35 %) et à l'état actuel de l'économie américaine (30 %). Ils ont été plus nombreux à donner un score négatif au prix de l'essence (18 % de notes positives et 54 % de 1 à 4).

Sécurité d'emploi

À la question à savoir s'ils étaient préoccupés à l'idée qu'eux-mêmes ou un membre de leur ménage pourraient perdre leur emploi au cours des six prochains mois, et en utilisant une échelle de 1 à 10, près du quart des participants (24 %) se sont dits très préoccupés (note de 7 à 10), 11 % ont répondu qu'ils étaient assez préoccupés (note de 5 ou 6), et 58 % n'étaient pas préoccupés du tout.

Confiance envers l'économie

Nous avons demandé aux participants d'évaluer les sentiments que leur inspiraient certains énoncés au sujet de l'économie canadienne, sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie que l'énoncé leur donne un sentiment bien plus négatif de l'économie canadienne et 10, qu'il leur donne un bien meilleur sentiment.

- Plus de 6 participants sur 10 auraient un bon sentiment (note de 7 à 10) si de nouveaux emplois étaient créés (65 %) ou si le taux de chômage diminuait (63 %).

- Plus de la moitié des participants auraient un meilleur sentiment envers l'économie si la pauvreté diminuait (58 %), si la dette des ménages canadiens était moins élevée (56 %) ou si les Canadiens avaient plus d'argent à épargner pour la retraite (56 %).
- Près de la moitié des participants auraient un meilleur sentiment si la valeur du dollar canadien augmentait (54 %), si la croissance économique était plus rapide que celle de la dette (52 %) ou si les indices boursiers canadiens augmentaient (49 %).
- Moins de la moitié des participants auraient un meilleur sentiment si le déficit diminuait (46 %), si les revenus des ménages augmentaient au même rythme que l'inflation (46 %), ou si les taux d'intérêt étaient réduits (40 %).

La confiance envers l'économie n'est pas proportionnellement inversée lorsque des énoncés opposés sont présentés. Autrement dit, pour bon nombre des mises en situation présentées, les effets positifs d'un développement économique favorable sont inférieurs aux effets négatifs d'un développement économique défavorable. C'est le cas de la fluctuation du taux de pauvreté (74 % auraient un sentiment plus négatif si le taux de pauvreté augmentait, mais seulement 58 % auraient un meilleur sentiment si ce taux diminuait), de la dette des ménages (70 % versus 56 %), l'épargne pour la retraite (64 % versus 56 %), le ratio dette-PIB (66 % versus 52 %), le montant du déficit (59 % versus 46 %), les revenus des ménages qui suivent le rythme de l'inflation (66 % versus 52 %) et la fluctuation des taux d'intérêt (53 % versus 40 %).

Attentes économiques

Nous avons demandé aux participants comment ils entrevoyaient la performance de diverses économies au cours des six prochains mois, y compris leur situation financière personnelle. En règle générale, ils étaient optimistes face à l'économie nationale et leur situation financière personnelle, mais préoccupés par l'économie américaine et mondiale.

- Près d'un participant sur cinq s'attend à ce que l'économie canadienne s'améliore (38 %) et 18 % croient qu'elle ira en se détériorant au cours des six prochains mois.
- Un participant sur trois prévoit une amélioration de sa situation financière personnelle (33 %) et 9 % s'attendent à ce qu'elle se détériore.
- Environ le même pourcentage de participants (31 %) s'est dit optimiste à l'égard de l'économie de la province ou du territoire, alors que 23 % croient qu'elle se détériorera.
- Près d'un participant sur quatre est d'avis que les indices boursiers (26 %), l'économie américaine (26 %) et l'économie mondiale (23 %) iront en s'améliorant. Toutefois, le pessimisme est plus marqué à l'égard de l'économie américaine (42 % croient qu'elle se détériorera) et de l'économie mondiale (33 %).

Logement et taux d'intérêt

Les participants ont reçu une série d'énoncés au sujet des hypothèques et des taux d'intérêt et devaient indiquer dans quelle mesure ils étaient d'accord ou non avec chaque énoncé. La moitié des participants (51 %) étaient d'accord pour dire qu'ils pourraient facilement obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui, alors que près du tiers étaient en désaccord avec cet énoncé (32 %). De plus, la moitié des participants (49 %) n'étaient pas d'accord pour dire que la hausse des taux d'intérêt aura un effet favorable sur leur situation financière personnelle ; 21 % étaient d'accord avec cet énoncé et 27 % n'étaient ni d'accord ni en désaccord.

Les participants avec une hypothèque ont été divisés en trois groupes et un énoncé différent sur les taux d'intérêt leur a été présenté. Plus de trois propriétaires sur cinq possédant une hypothèque (63 %) étaient d'accord pour dire qu'ils n'auraient aucune difficulté à rembourser leur prêt hypothécaire si les taux d'intérêt augmentaient de 0,5 %. Dans le même ordre d'idées, 62 % étaient d'accord avec l'énoncé si les taux d'intérêt augmentaient de 1 %. D'autre part, les participants qui se sont fait proposer une augmentation des taux de 2 % n'étaient pas aussi nombreux à signifier leur accord et seulement 49 % d'entre eux étaient d'avis qu'ils n'auraient aucune difficulté à rembourser leur prêt hypothécaire dans ces conditions, et 32 % étaient carrément en désaccord.

Régime fiscal

Les participants étaient encouragés à parler ouvertement de ce qu'ils avaient entendu au sujet des mesures proposées par le gouvernement du Canada pour rendre le régime fiscal plus équitable. Plus de la moitié d'entre eux ont affirmé ne rien avoir entendu à ce sujet (54 %), 5 % ne savaient rien ou ont refusé de répondre et 6 % ont affirmé avoir entendu quelque chose, mais n'en savaient pas assez sur ces mesures pour les expliquer. Parmi ceux qui ont répondu, aucun thème ou enjeu particulier ne s'est particulièrement démarqué.

Priorités du gouvernement du Canada

Parmi les diverses initiatives qui leur ont été présentées, « créer des emplois » et « favoriser la croissance économique » ont obtenu la meilleure cote comme priorités éventuelles du gouvernement du Canada. Lorsque nous leur avons demandé quelle était la priorité que le gouvernement du Canada devrait accorder à chacune d'elles, 87 % des participants ont donné une note de 7 à 10 (sur une échelle de 1 à 10) à « créer des emplois » et 86 % à « favoriser la croissance économique au Canada ».

Parmi les autres priorités ayant obtenu une note élevée de la part des quarts des participants : exiger des Canadiens à revenu élevé qu'ils paient leur juste part d'impôts (76 %), investir dans l'infrastructure comme les routes et les transports publics (75 %), renforcer la classe moyenne (75 %), simplifier le code des

impôts (75 %) et rendre le Canada plus concurrentiel à l'échelle internationale (75 %). Près de trois participants sur quatre ont donné une note élevée à « supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les Canadiens les mieux nantis » (73 %) et « favoriser la croissance de la classe moyenne » (72 %).

Une minorité de participants a suggéré de supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les petites entreprises (35 %), diminuer les impôts des grandes entreprises (19 %), augmenter les impôts des petites entreprises (10 %) et augmenter les impôts des Canadiens (10 %).

Méthodologie – Sondage

Tous les travaux de recherche ont été menés conformément aux normes professionnelles établies par l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM) et aux normes en matière de recherche sur l'opinion publique du gouvernement du Canada.

Le sondage téléphonique a été réalisé à l'échelle nationale avec des Canadiens âgés de 18 ans et plus. L'échantillon était composé de numéros de téléphone sur fil traditionnel, avec un sous-segment de ménages avec téléphones sans fil seulement.

Quorus a conçu l'instrument de sondage en anglais et a collaboré avec le ministère des Finances pour peaufiner la version finale. Elle a par la suite traduit le document tel qu'approuvé par le client. Les versions finales et approuvées des questionnaires ont été programmées pour la collecte téléphonique des données assistée par ordinateur et le sondage a été enregistré dans le système national d'enregistrement des sondages de l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM).

Les participants avaient le choix de faire l'entrevue en anglais ou en français. Ils ont été informés des droits que leur confèrent la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi sur l'accès à l'information*.

D'une durée moyenne de 12 minutes, l'entrevue téléphonique comportait presque exclusivement des questions fermées. La collecte des données a eu lieu du 6 septembre au 1^{er} octobre 2017 et comportait un test préliminaire du questionnaire.

Au total, 2 000 entrevues ont été réalisées selon la technique de l'échantillonnage aléatoire stratifié. Le taux de réponse pour l'échantillon global était de 8 %.

Les résultats de la recherche peuvent être extrapolés à un plus vaste auditoire puisque la marge d'erreur pour un échantillon de cette taille est de +/- 2,2 %, 19 fois sur 20. Les marges d'erreur varient selon plusieurs facteurs. Par exemple, la marge d'erreur sera plus grande pour les sous-groupes avec échantillons de petite taille.

De la même manière, la marge d'erreur est généralement plus élevée pour les questions auxquelles 50 % des participants ont donné une réponse X et l'autre 50 %, une réponse Y. Normalement, la marge d'erreur diminue au fur et à mesure que le pourcentage pour une réponse donnée approche 0 % ou 100 %.

PROVINCE	DISTRIBUTION DE L'ÉCHANTILLON	MARGE D'ERREUR
Terre-Neuve-et-Labrador	75	+/- 11,3 %
Île-du-Prince-Édouard	75	+/- 11,3 %
Nouveau-Brunswick	100	+/- 9,8 %
Nouvelle-Écosse	100	+/- 9,8 %
Québec	400	+/- 4,9 %
Ontario	550	+/- 4,2 %
Manitoba/Nunavut	100	+/- 9,8 %
Saskatchewan	100	+/- 9,8 %
Alberta/T.-N.-O.	200	+/- 6,9 %
Colombie-Britannique/Yukon	300	+/- 5,7 %
TOTAL	2,000	+/- 2,2 %

Les données ont été pondérées par région, sexe, âge et milieu urbain ou rural pour obtenir un échantillon fidèle à la population canadienne d'après les données du dernier recensement.

Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.
Numéro du contrat : 60074-170589/001/CY
Date d'attribution du contrat : 15 juillet 2017
Valeur du contrat (TVH incluse) : 163 634,52 \$
Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec : por-rop@fin.gc.ca

Executive Summary



Research Purpose and Objectives

The Government of Canada has made important investments to grow the economy as well as commitments to sound fiscal management to support it. A recent example is the Budget 2017, balancing the need to make targeted investment to support economic growth, while preserving Canada's low-debt advantage for current and future generations.

New plans on developing the economy along with an uncertain global economy urge to understand how Canadians perceive the government actions, and the state of the economy.

Therefore, Finance Canada identified a need for primary market research to gain specific insights into Canadians' overall concerns and perceptions about the current state of the Canadian economy, emerging economic issues, their sense of personal economic well-being, and their expectations about the role of the Government of Canada in the economy.

The findings of this research will help the Government of Canada understand the public environment and better communicate its actions to enhance Canada's long-term growth potential.

Summary of Findings – Focus Group Phase

General Preoccupations and Priorities

When asked to identify “what keeps them up at night”, many were preoccupied with keeping up with every day expenses or all the bills at the end of the month and struggling with the climbing cost of living. If they were not immediately concerned with their personal economic direction, participants tended to express a concern with the direction in which the world is headed.

Focus on Personal Economic Situation

When the discussion focused exclusively on their personal economic situation, many felt that their situation had grown slightly more challenging compared to a year ago, especially because of the increase in the cost of living. Otherwise participants seemed to feel they are no better or worse off today compared to a year ago. Looking to the future, most felt that there was nothing that would suggest their personal economic situation would be better or worse a year out from now.

A series of economic issues were explored:

- The ability to save, including concerns about having enough for retirement, was raised by some participants.
- Nearly all participants were aware of the recent rise in interest rates (rates had recently increased by 0.25%) but few expressed any concern and nobody indicated having to change their lifestyle

because of this rate increase.

- Participants were generally ambivalent towards the recent rise in the value of the Canadian dollar. If anything, participants were inclined to feel better about this appreciation.
- Participants were annoyed with the price of gas these days, although they did get some consolation from the fact that prices had been higher in the past.
- While there was agreement around the increasingly unaffordable nature of homes and rents in their region, very few admitted that this trend was having a direct negative impact on them personally.

Direction of the Country

Most participants tended to feel that the country was headed in the right direction.

Participants felt the federal government has been **getting the following right** over the past year:

- direction, tone and role on the international stage in terms of affirming the open, community-building and inclusive nature of Canada, and taking the right tact regarding positions taken by the US;
- focus and general stance on the environment, especially on the international stage; and,
- immigration and human rights, in particular actions taken regarding refugee settlement.

Participants felt the federal government has been **getting the following wrong** over the past year:

- deficits and spending;
- not doing enough for First Nations, including better management of MMIW (although some admit that steps had been taken in the right direction);
- abandoning electoral reform;
- legalizing marijuana; and,
- taking care of who is crossing our border into Canada from the U.S.

Taxation

Many in each group felt that the tax system in Canada needs to change. Spontaneous suggestions tended to be limited to broad measures or feelings of inequity, among which the most common included:

- a general feeling of tax burden;
- a sense that large corporations are not paying enough, or have access to too many avenues for tax diversion;

- frustration related to the ability for high income Canadians to use offshore accounts and other strategies to reduce, if not completely eliminate, their share of taxes;
- the complexity of the tax code and of the process for completing one's tax return;
- the disproportionate burden of taxes on the middle-class and that group's inability to leverage or access opportunities to reduce their taxes compared to higher income Canadians.

Awareness of any recent ideas proposed to reform the tax system in Canada was extremely low.

There was strong agreement that "people in similar circumstances, earning similar incomes, should pay similar amounts of tax."

Participants were presented with a list of seven broad groups from which the following was discovered:

- Participants consistently flagged large corporations and the "top 1%" as the ones who should be paying more in taxes, and small corporations and middle-income earners as the ones already paying their fair share of taxes.
- When thinking about small corporations, participants tended to be reminded of local or family-owned small businesses that are close to the communities in which they are located.
- Participants almost always over-estimated the lower threshold to qualify to be part of the "top 1% of income earners."
- In terms of three avenues the government could consider when reforming the tax system for the top 1% of income earners, there was a strong preference for "doing more to prevent tax evasion" and "closing tax loopholes that are primarily used by the richest Canadians to reduce the taxes they pay" over "raising income tax rates."
- Participants had some difficulty estimating the income bracket that defined a middle-income household. There was some agreement that if the definition is income-based, there could not be a single definition for the entire country.

Two specific corporate tax scenarios were explored with participants.

Scenario 1: Small business owners have access to a tax exemption on the profit from selling their business: Nearly all participants agreed that the small business owner should have access to the tax exemption on the capital gains from selling the business whereas the investment property owner should not. Ultimately, many saw the small business owner as contributing to the economy, paying business taxes, supporting the local community and probably employing people whereas an investment property was more likely to be seen as a "passive" investment that benefits nobody else but the property owner.

The business owner was seen by most as taking on more risk than the investment property owner.

Scenario 2: Small businesses have a lower tax rate than large businesses in Canada – 10.5% and 15% respectively: Nearly all participants felt that small businesses should have a lower tax rate than larger ones. Not only are participants already predisposed to feeling that larger corporations should be paying more taxes, they also recognized that starting a small company is difficult and that a lower tax rate can not only encourage entrepreneurship but also help the company grow in the early years.

Other Tax Measures

Tax on Sugary Drinks: There was some awareness of a tax on sugary drinks and many were in favour of the idea, fully recognizing that there is obesity and that it could help alleviate pressure on the healthcare system over time. Those less in favour were not convinced that a tax would discourage consumption and were more likely to view the measure as a tax grab.

Many also agreed that, in addition to a tax, other measures, such as health education, were needed to dissuade Canadians, especially youth, from consuming sugary drinks. Some also felt that for such a tax to have a meaningful dissuasive effect, it would need to be high enough for consumers to notice.

Cannabis Revenues: Support for the legalization of cannabis was mixed in every city. Irrespective of their position on the issue, participants widely supported the idea of using new tax revenues from the sale of cannabis to fund drug or general addiction support/rehabilitation programs, mental health programs, education of youth in schools focused on the risks related to consuming cannabis, law enforcement, and healthcare in general.

Canada Employment Credit: There was no awareness of the Canada Employment Credit. Participants were presented with the following scenario: *what if higher income earners no longer received the credit but lower income earners would continue to receive it, and some could receive more?* Most participants generally tended to agree that this would make the tax system more fair.

Allocating New Tax Revenues: Participants were asked to rank in order of preference how they would like the government to allocate new revenue raised across five specific categories. Participants prioritized *providing the money to provinces through transfers that fund healthcare and investing in job skills training and retraining.*

Standard of Living

Generally, participants concluded that “life was simpler” 25 years ago - we didn’t have as many bills, that life was more affordable and that most households could still get by with one car and one income earner. Looking to the future, many participants tended to feel the next generation will have it worse than we do today, mostly because of the unaffordable nature of housing, the ongoing inability to keep salaries in line with inflation and the increasing instability in employment.

Workplace of the Future

Many participants recognized that to be successful in the economy of the future, Canadians will need to be increasingly nimble and flexible, they will need to invest in ongoing training and education and be prepared to live multiple careers instead of working for one company their entire life. Participants also recognized that automation and technology is playing a growing role and that a successful career will depend on their ability to adapt and retool in light of this evolution.

Across four specific types of challenges that the workforce may encounter moving forward, participants were most likely to be concerned with having the right skills and the right education for the jobs of tomorrow.

Participants agreed that the Government of Canada has a role to play in helping Canadians adapt and remain competitive in the workplace of tomorrow:

- Making it easier and more affordable for Canadians to train throughout their lifetime, irrespective of life stage.
- Investing in aligning curriculums and post-secondary programs with the needs of the marketplace.

Methodology – Focus Group Phase

The research methodology consisted of ten traditional, in-facility focus groups with Canadian adults at least 18 years old. These sessions were divided across five different locations across the country: Victoria, BC, Edmonton, AB, North York, ON, Laval, QC and Sudbury, ON. Sessions in each city were split between low income and high income households:

- “High income” was defined as anyone with a personal annual income of over \$80,000 or anyone in a household with multiple incomes with an annual household income of over \$100,000.
- “Low/middle” income was defined as anyone with a personal annual income of up to \$80,000 or anyone in a household with multiple incomes with an annual household income of under \$100,000.

For sessions in North York, participants were recruited exclusively from areas like Markham, Vaughn, Richmond Hill and other Toronto suburbs in the same zone. For sessions in Laval, participants were recruited exclusively from areas like Laval and other North Shore suburbs.

The recruitment process also sought a good representation of men and women and a mix of ethnicity and ages. Quorus adapted and translated the recruitment screener and the moderation guide for this study based on designs provided by Finance Canada

Other parameters of the study include:

- Quorus recruited 10 participants to achieve 8-10 participants per focus group;
- Recruited participants were offered an honorarium of \$75.00 at the end of the focus groups;

- At the recruitment stage and at the beginning of each focus group, participants were informed that the research is for the Government of Canada, that the sessions are audio/video taped and that there are observers.
- All focus groups were held in a facility that allowed the client team to observe the sessions, either behind a one-way mirror or via closed-circuit TV in a room adjacent to the meeting room where the focus groups took place.
- A total of 71 individuals participated in these focus groups.

The locations and dates of the sessions are presented in the grid below:

Location	Segment	Language	Number of Participants	Date and Time
Victoria, BC	High Income	English	4	August 15 @ 5:30 pm
Victoria, BC	Low / Middle Income	English	8	August 15 @ 7:30 pm
Edmonton, AB	Low / Middle Income	English	8	August 17 @ 5:30 pm
Edmonton, AB	High Income	English	7	August 17 @ 7:30 pm
North York, ON	Low / Middle Income	English	8	August 18 @ 5:30 pm
North York, ON	High Income	English	6	August 18 @ 7:30 pm
Laval, QC	High Income	French	6	August 22 @ 12:30 pm
Laval, QC	Low / Middle Income	French	9	August 22 @ 2:30 pm
Sudbury, ON	Low / Middle Income	English	7	August 23 @ 5:30 pm
Sudbury, ON	High Income	English	8	August 23 @ 7:30 pm

All focus groups were moderated by Rick Nadeau, one of Quorus' bilingual senior researchers on the Government of Canada Standing Offer.

Qualitative Research Disclaimer

Qualitative research seeks to develop insight and direction rather than quantitatively projectable measures. The purpose is not to generate "statistics" but to hear the full range of opinions on a topic, understand the language participants use, gauge degrees of passion and engagement and to leverage the power of the group to inspire ideas. Participants are encouraged to voice their opinions, irrespective of whether or not that view is shared by others.

Due to the sample size, the special recruitment methods used, and the study objectives themselves, it is clearly understood that the work under discussion is exploratory in nature. The findings are not, nor were they intended to be, projectable to a larger population.

Specifically, it is inappropriate to suggest or to infer that few (or many) real world users would behave in one way simply because few (or many) participants behaved in this way during the sessions. This kind of projection is strictly the prerogative of quantitative research.

Summary of Findings – Survey Phase

Priorities for the Government of Canada

Respondents were asked to openly suggest issues the Government of Canada should focus on most. The top priority suggested by nearly one fifth of Canadians (18%) is the economy and the creation of jobs or reduction of unemployment. Close to one tenth of respondents feel the priority should be health care (9%), the environment (including general environmental issues, climate change and global warming – 9%), or immigration and refugees (7%).

Once survey participants expressed their suggestions for a top priority for the federal government, they were asked if other issues should be addressed. The economy and creation of jobs or reduction of unemployment were mentioned by 10% of respondents, and nearly the same number referred to health care and hospitals (9%), crime and national security (9%), and immigration or refugees (7%).

Economic Wellbeing

Respondents used a scale from 1 (terrible) to 10 (excellent) to assess various aspects of economic wellbeing. Roughly half provided a rating from 7 to 10 when asked to rate the current state of their personal financial situation (51%), and the current state of the Canadian economy (48%). Roughly one third provided a positive rating for the current state of the economy in their province or territory (36%), the current value of the Canadian dollar relative to the U.S. dollar (35%), and the current state of the United States economy (30%). Respondents are more inclined to provide a negative rating when it comes to the price of gasoline for which 18% gave a positive rating compared to 54% who provided a rating of 1 to 4.

Job Security

Respondents were asked how concerned they were that they or someone else in their household may lose their job in the next six months, again, using a scale from 1 to 10. Nearly one quarter of respondents (24%) are very concerned (provided a rating between 7 and 10), 11% are somewhat concerned (ratings 5 or 6), while 58% are not very concerned.

Economic Confidence

Survey participants were asked to rate how different statements made them feel regarding the Canadian economy, using a scale from 1 to 10, where 1 meant it made them feel a lot worse, and 10 meant it made them feel a lot better.

- Over 6 in 10 respondents would feel good (i.e. gave ratings from 7 to 10) if new jobs are created (65%), or if unemployment decreases (63%).
- Over half of respondents would feel better about the economy if poverty were to decrease (58%), if Canadians had less household debt (56%), or if Canadians had more to save for retirement (56%).
- Roughly half would feel better about the economy if the Canadian dollar were to increase in value (54%), if the economy grew faster than Canada's debt (52%), or if the Canadian stock market were to increase in value (49%).
- Less than half of respondents would feel better if the deficit decreases (46%), if household incomes increase at par with inflation (46%), or if there was a decrease in interest rates (40%).

Sentiment or economic confidence is not proportionately reversed when the opposite of all these statements is presented. In other words, for many of the scenarios presented, the upside of a positive economic development is smaller than the downside of a negative economic development. This is the case when it comes to a shift in poverty (74% feel worse if poverty increases but only 58% feel better if it decreases), household debt (70% versus 56%), retirement savings (64% vs. 56%), debt to GDP ratio (66% vs. 52%), the size of the deficit (59% vs. 46%), household incomes keeping par with inflation (66% vs. 52%) and a shift in interest rates (53% vs. 40%).

Economic Expectations

Respondents were then asked how they expect various economies to perform over the next 6 months, including their own personal financial situation. Generally, respondents are optimistic when it comes to the domestic economy and their personal financial situation, but they are more concerned with the U.S. and the global economy.

- Nearly two fifths of Canadians say they expect the Canadian economy to improve (38%) while 18% expect it will worsen over the next 6 months.
- One third of respondents feel their personal financial situation will improve (33%) whereas 9% expect it to worsen.
- A similar proportion (31%) are optimistic about their province's or territory's economy whereas 23% believe it will worsen.
- Roughly one quarter believe the stock market (26%), the U.S. economy (26%) and the global economy (23%) will improve however pessimism is more common when it comes to the U.S. economy (42% believe it will worsen) and the global economy (33% believe it will worsen).

Housing and Interest Rates

Survey participants were presented with a series of statements related to mortgage and interest rates to rate their level of agreement with each of them. Half of participants (51%) agree it would be easy for them to get a mortgage today, while nearly one third disagree with this statement (32%). Additionally, half of participants (49%) disagree that their personal financial situation will benefit from increased interest rates, while 21% agree with this, and 27% feel neutral about it.

Respondents with a mortgage were divided into three samples, each presented with a different interest rate statement. More than three in five mortgage owners (63%) agree it would be easy to make mortgage payments if interest rates were to rise by 0.5%. Similarly, 62% agree with the scenario if interest rates were to rise 1%. The 2% interest rate increase breaks this pattern, as only 49% agree this increase would make mortgage payments easy to cover, while 32% outright disagree.

The Tax System

Respondents were asked to openly say what they had heard about the Government of Canada's proposed measures to make the tax system fairer. Over half of respondents indicated they have not heard anything in this regard (54%), another 5% did not know or refused to answer the question and 6% said they had heard something but did not know enough to provide an explanation. Among those who did provide a response, no single issue or theme rises above the rest in a noticeable way.

Priorities for the Government of Canada

When presented with a list of various initiatives, creating jobs and increasing economic growth were the two that attracted the most support as a possible priority for the Government of Canada. When respondents were asked specifically how much of a priority these two areas should be for the Government of Canada, 87% provided a rating of 7 to 10 (on a 1 to 10 priority scale) when it comes to "creating jobs" and 86% provided this sort of rating for "increasing economic growth in Canada."

Other priorities that were rated highly by at least three quarters of respondents include making the richest Canadians pay their fair share in taxes (76%), investing in infrastructure like roads and public transit (75%), strengthening the middle class (75%), making the tax code fairer (75%), and making Canada more competitive internationally (75%). Nearly 3 in 4 rated highly closing tax loopholes used by the richest Canadians (73%), or growing the middle class (72%).

Suggestions that were supported by a minority of respondents included closing tax loopholes used by small businesses (35%), lowering taxes on large businesses (19%), raising taxes on small businesses (10%), and raising taxes on individual Canadians (10%).

Methodology – Survey Phase

All research work was conducted in accordance with the professional standards established by the Marketing Research and Intelligence Association (MRIA), and the Government of Canada Public Opinion Research Standards.

The survey consisted of a national telephone survey with Canadians, 18 years of age and older. The sample consisted of traditional wireline telephone numbers and a sub-quota of cell-phone only households.

Quorus designed the survey instrument in English and collaborated with Finance Canada to finalize the survey instrument. Quorus translated the client-approved English version of the survey. The approved final questionnaires were programmed for computer-based telephone data collection, and the survey was registered with the Marketing Research and Intelligence Association's (MRIA) National Survey Registration System.

Respondents had the choice to complete the interview in English or French and were informed of their rights under the *Privacy and Access to Information Acts*.

The phone interview took on average 12 minutes to complete, and consisted of mostly closed-ended questions. Data collection occurred between September 6th and October 1st, 2017, including a pretest of the questionnaire.

A total of 2,000 interviews were completed using a stratified random sampling approach. The response rate for the overall sample was 8%.

The research findings can be extrapolated to the broader audience considering the margin of error associated with this sample size, +/- 2.2%, 19 times out of 20. The margins of error vary based on a variety of factors. For instance, results for sub-groups with smaller sample sizes will have a higher margin of error.

As well, the margin of error is typically highest for questions where 50% of respondents answered one way and 50% answered another way. The margin of error typically decreases as the percent for a particular response approaches 0% or 100%.

PROVINCE	SAMPLE DISTRIBUTION	MARGIN OF ERROR
Newfoundland and Labrador	75	+/- 11.3%
Prince Edward Island	75	+/- 11.3%
New Brunswick	100	+/- 9.8%
Nova Scotia	100	+/- 9.8%
Quebec	400	+/- 4.9%
Ontario	550	+/- 4.2%
Manitoba/Nunavut	100	+/- 9.8%
Saskatchewan	100	+/- 9.8%
Alberta/NWT	200	+/- 6.9%
British Columbia/Yukon	300	+/- 5.7%
TOTAL	2,000	+/- 2.2%

Data was weighted by region, gender, age and urban/rural split to ensure that the final distributions within the final sample mirror those of the Canadian population according to the latest Census data.

Supplier Name: Quorus Consulting Group Inc.
Contract number: 60074-170589/001/CY
Contract Award Date: July 14, 2017
Contract Amount (including HST): \$163,634.52
For more information, please contact Finance Canada at: por-rop@fin.gc.ca

Résultats détaillés



Résultats de recherche des groupes de discussion

Préoccupations générales et priorités

À la question « Qu'est-ce qui vous empêche de dormir la nuit », les réponses fournies par les participants étaient divisées en deux catégories :

- Bon nombre de participants étaient préoccupés par leur **situation financière personnelle**. Pour plusieurs, cela se traduit par la crainte de ne pas pouvoir payer les dépenses courantes ou toutes leurs factures à la fin du mois, et la difficulté à joindre les deux bouts en raison du coût de la vie qui ne cesse d'augmenter. Ces préoccupations étaient plus fréquentes chez les participants à faible et moyen revenu. La deuxième préoccupation concerne la stabilité et la sécurité d'emploi, également plus fréquente chez les participants à faible et moyen revenu.
- Même s'ils n'étaient pas immédiatement préoccupés par la direction de leur situation financière personnelle, les participants ont toutefois exprimé leurs inquiétudes face à la **direction prise par l'économie mondiale**. La majorité était surtout préoccupée par la situation aux États-Unis et les décisions prises par l'administration actuelle. Quelques participants ont affirmé que la tension entre les États-Unis et la Corée du Nord soulevait des inquiétudes. D'autres s'inquiétaient du racisme et de la politique de division qui font les manchettes partout dans le monde.

Situation financière personnelle

Durant la discussion sur la situation financière personnelle, de nombreux participants ont affirmé que leur situation s'était légèrement détériorée comparativement à il y a un an, principalement en raison de l'augmentation du coût de la vie. Dans quelques cas isolés, un événement particulier avait contribué à améliorer la situation financière personnelle des participants (p. ex., le renouvellement d'un contrat d'emploi, un enfant qui reçoit son diplôme universitaire, etc.) alors que d'autres événements avaient empiré la situation (p. ex., cosignature d'un prêt hypothécaire avec un des enfants). Les autres participants semblaient dire que leur situation ne s'était ni améliorée ni détériorée comparativement à il y a un an.

Le regard tourné vers l'avenir, la plupart avaient le sentiment que rien ne suggérait que leur situation financière personnelle serait meilleure ou pire dans un an d'ici. Ceux qui avaient l'impression qu'elle serait *pire* s'inquiétaient surtout du coût de la vie, en particulier les personnes à moyen revenu jouissant d'un emploi stable.

Lorsque nous leur avons demandé de réfléchir aux conditions de la prochaine génération de Canadiens, les participants ont émis des opinions variées, quoique généralement pessimistes. Ce sentiment s'explique en grande partie par une inquiétude concernant la disponibilité et la stabilité des emplois, le coût de la vie et le coût du logement. Ce sujet est repris plus en détail dans la section consacrée au niveau de vie, plus loin dans le présent rapport.

Plusieurs facteurs économiques ont été examinés pour évaluer le niveau de préoccupation des participants.

- La capacité d'épargne et les inquiétudes à savoir s'ils disposeront de l'argent nécessaire à la retraite ont été mentionnées par quelques participants. La capacité d'épargne représente un problème, en particulier pour les personnes à faible et moyen revenu. Certains ont fait valoir qu'il était déjà difficile de vivre d'un chèque de paye à l'autre, et que la notion d'épargne était compliquée, voire même impossible.
- Presque tous les participants étaient au courant de la récente hausse des taux d'intérêt (hausse de 0,25 %), mais peu étaient inquiets. Aucun n'a été dans l'obligation de modifier son style de vie en raison de cette hausse. Rien ne laisse présager qu'une hausse de 1 % des taux d'intérêt à court terme aurait un impact immédiat sur la plupart des participants, mais pour ceux qui en sentiraient les effets, ceux-ci seraient importants. Dans ce cas, ils pourraient survenir au moment de renégocier un prêt hypothécaire. De nombreux participants ont expliqué qu'ils avaient fermé leur hypothèque à un taux fixe ou qu'ils n'avaient pas d'hypothèque et que par conséquent, la hausse des taux d'intérêt n'avait aucun impact immédiat sur eux. Quelques-uns ont supposé, à tort, que cette hausse se traduirait également par une hausse des taux d'intérêt sur les cartes de crédit et qu'ils auraient plus de difficulté à rembourser leurs soldes.
- La récente hausse du dollar canadien a provoqué des sentiments ambivalents. En fait, les participants ont bien accueilli cette appréciation qui suggère une amélioration de la situation économique au Canada. Ceux qui comptaient voyager ou faire des achats aux États-Unis dans un proche avenir étaient ravis.
- Les participants se sont dits contrariés par le prix de l'essence ces jours-ci, même s'ils ont tiré une certaine consolation à l'idée que les prix ont déjà été plus élevés. Quelques-uns ont dû modifier leurs habitudes alors que d'autres considèrent qu'ils n'ont pas d'autres choix que de payer. Certains n'ont pas compris pourquoi le prix de l'essence est demeuré si élevé alors que le prix du baril de pétrole a diminué et s'est maintenu à un bas niveau.
- Même si la majorité a convenu qu'en raison de la hausse de prix, les maisons et les loyers sont de moins en moins abordables dans leur région, très peu ont affirmé que cette tendance avait un impact défavorable sur leur situation personnelle. Dans toutes les villes, les participants ont constaté une hausse des prix des habitations et des loyers, autant dans les groupes à faible et moyen revenu que dans les groupes à revenu élevé. Peu nombreux à chercher une maison ou un loyer, ils ne sont pas sentis directement touchés. Cependant, les participants plus âgés ont ressenti un impact indirect alors que ce sont leurs enfants qui avaient de la difficulté à trouver un logement abordable ou à épargner suffisamment d'argent pour un versement initial. Certains s'inquiétaient de voir les taxes municipales augmenter suite à une évaluation à la hausse de leurs propriétés, ce qui aurait un impact direct sur leur situation financière personnelle.

Direction du pays

Interrogés au sujet de la direction générale du pays, la plupart des participants ont répondu que le Canada était sur la bonne voie.

Parmi les opinions les plus souvent partagées concernant ce que le gouvernement fédéral a **bien fait** au cours de la dernière année, notons :

- La direction, le ton du discours et le rôle du Canada sur la scène internationale (relations publiques internationales, politique étrangère, diplomatie, etc.) lorsqu'il s'agit d'affirmer le caractère ouvert, inclusif et axé sur le développement communautaire de notre pays, et son attitude à l'égard des positions du gouvernement américain ;
- L'accent et la ligne générale sur l'environnement, à l'échelle internationale surtout ;
- L'immigration et les droits de la personne, y compris les mesures prises pour l'établissement des réfugiés.

Parmi les autres mentions, notons les célébrations Canada 150, les soins de santé, le retrait des troupes en Afghanistan, l'investissement dans l'infrastructure, la légalisation de la marijuana, l'amélioration du soutien aux familles (la Prestation fiscale canadienne pour enfants), l'accent sur le commerce international et un meilleur traitement pour les troupes et les anciens combattants.

Parmi les opinions les plus souvent partagées en ce qui concerne ce que le gouvernement fédéral a **mal fait** au cours de la dernière année, notons :

- Les préoccupations au sujet des déficits et des dépenses;
- Son manque d'effort vis-à-vis les Premières nations et sa mauvaise gestion dans le dossier des femmes et filles autochtones disparues et assassinées (FFADA), bien que certains admettent que le gouvernement a fait des pas importants dans la bonne direction;
- L'abandon de la réforme électorale;
- La légalisation de la marijuana;
- La prise en charge des personnes qui entrent au Canada à la frontière avec les États-Unis. En particulier, certains ont exprimé leurs inquiétudes envers la façon dont le gouvernement gère et contrôle le récent déferlement de demandeurs d'asile à la frontière.

Parmi les autres mentions, notons le besoin de raffermir notre position dans nos relations avec les États-Unis, l'approbation du projet des pipelines, le logement (l'accès est toujours difficile pour les premiers acheteurs), les dépenses accrues dans le domaine militaire, le besoin de s'assurer que les investissements majeurs et les décisions ont un impact sur les Canadiens moyens, le soutien aux aînés et aux personnes handicapées, le manque de financement en soins de santé, ainsi que l'aide financière internationale et le

soutien aux réfugiés qui sont jugés excessifs (l'aide apportée à l'étranger plutôt qu'aux Canadiens qui en ont besoin).

Imposition

Dans chaque groupe, de nombreux participants étaient d'avis que le régime fiscal canadien doit changer. Les suggestions spontanées se sont limitées à quelques vastes mesures ou aux sentiments d'injustice, dont ceux-ci :

- Un sentiment généralisé de fardeau fiscal;
- L'impression que les grandes entreprises ne paient pas suffisamment d'impôts ou qu'elles ont accès à d'innombrables échappatoires fiscales;
- La frustration du fait que des Canadiens à revenu élevé utilisent des comptes à l'étranger et d'autres stratégies pour réduire, voire même éliminer complètement leur juste part des impôts;
- La complexité du code des impôts et du processus de production d'une déclaration de revenus;
- Le fardeau fiscal disproportionné qui repose sur la classe moyenne et l'incapacité de celle-ci à profiter ou à saisir des occasions de réduire ses impôts, comparativement aux Canadiens à revenu élevé.

Un nombre infime de participants étaient au courant des récentes propositions visant la réforme du système fiscal au Canada. Quelques-uns avaient entendu parler des mesures ciblant les petites entreprises et très peu d'entre eux en savaient suffisamment pour formuler une opinion sur les possibles avantages ou désavantages de ces mesures.

Bien que de prime abord, l'énoncé ne soit pas intuitif (le modérateur a dû le relire plusieurs fois), tous étaient d'accord pour dire que « des personnes dans des circonstances semblables et ayant des revenus semblables devraient payer le même montant d'impôts ».

Durant un exercice, les participants devaient, à partir d'une liste de sept groupes, en choisir jusqu'à trois qui selon eux paient leur juste part d'impôts et jusqu'à trois groupes qui devraient payer plus d'impôts. Aucune définition ne leur a été fournie et ils devaient se fonder sur leurs propres interprétations. Les résultats obtenus étaient les suivants :

- Dans tous les groupes, les participants ont déterminé que ce sont les grandes entreprises et le « 1 % de Canadiens qui touchent les revenus les plus élevés » qui devraient payer plus d'impôts, alors que les petites entreprises et les Canadiens à moyen revenu payent déjà leur juste part.
- Les participants ont adopté une position neutre ou n'avaient aucune opinion au sujet des Canadiens retraités touchant des revenus élevés et les organismes de bienfaisance. Certains souhaiteraient que les organismes de bienfaisance paient plus d'impôts, eux qui en sont exemptés à l'heure actuelle. Ces mêmes participants tendaient cependant à inclure les organisations

religieuses dans ce groupe et c'est en pensant à elles qu'ils ont affirmé que les « organismes de bienfaisance » devraient payer plus d'impôts.

- Les grandes entreprises ont été mentionnées à plusieurs reprises. Plusieurs considèrent qu'elles disposent de ressources financières importantes et qu'elles devraient payer plus d'impôts, qu'elles ont accès à plusieurs autres « avantages » fiscaux (y compris des subventions gouvernementales et des incitatifs fiscaux). Plusieurs étaient d'avis que ces entreprises disposaient des moyens nécessaires pour embaucher des comptables pour la gestion fiscale et les stratégies de diversion.
- Les participants étaient nombreux à associer « petites sociétés » et « petites entreprises locales et familiales », allant du plombier du quartier aux boutiques et restaurants locaux.
- Presque tous les participants ont surestimé le seuil inférieur d'admissibilité à la catégorie du « 1 % de Canadiens qui touchent les revenus les plus élevés ». La plupart étaient surpris d'apprendre que ce seuil débute à environ 22 000 \$ par année.
- Les participants devaient sélectionner, parmi les trois stratégies qui leur ont été présentées, celle que le gouvernement devrait adopter en réformant le système fiscal pour le groupe des 1 % de Canadiens qui touchent les revenus les plus élevés. La majorité des participants ont choisi « en faire davantage pour prévenir l'évasion fiscale » et « éliminer les échappatoires fiscales qui sont surtout utilisées par les Canadiens les mieux nantis pour réduire leur montant d'impôts à payer » plutôt qu'« augmenter le taux d'imposition », invoquant qu'il serait inutile d'augmenter le taux d'imposition tant et aussi longtemps que les échappatoires fiscales ne seraient pas éliminées.
- Les participants ont eu de la difficulté à estimer la tranche de revenu qui définit le revenu moyen d'un ménage. Selon eux, si la définition est basée sur le revenu, il ne peut y avoir une seule définition pour l'ensemble du pays. Ainsi, un ménage à moyen revenu à Toronto est différent d'un ménage à revenu moyen à Sudbury. Le seuil inférieur (pour un ménage) peut être aussi bas que 40 000 à 50 000 \$ par année et aussi haut que 100 000 à 150 000 \$. Plusieurs ont choisi une fourchette à l'intérieur de celles-ci. La réponse moyenne était d'environ 70 000 à 120 000 \$ par année.

Deux mises en situation relatives à l'impôt sur les sociétés ont été présentées aux participants. Pour chacune d'elles, le modérateur a pris soin de fournir un contexte et d'éviter d'utiliser un langage technique. Pour chaque séance, il a fourni les renseignements suivants :

Mise en situation : *On s'entend que le régime fiscal est très complexe — vous n'avez pas besoin d'être un expert en fiscalité pour partager vos opinions sur les enjeux que je vous présente dans ce segment.*

Il existe différents taux d'imposition au Canada — il y a l'impôt des particuliers, ce qu'un individu doit payer, et l'impôt sur le revenu tiré d'une entreprise, ce que les entreprises doivent payer. Le montant d'impôts à payer pour ces groupes dépend de plusieurs facteurs, mais l'objectif global est de s'assurer que les taux d'imposition sont équitables et qu'ils soutiennent la croissance économique. En général, le taux d'imposition des entreprises est inférieur à celui des particuliers. Dans le cas des petites entreprises, leur taux d'imposition est habituellement plus bas que celui des grandes entreprises. Les entreprises peuvent aussi obtenir certaines exemptions fiscales pour stimuler la croissance et l'investissement.

Mise en situation 1 : Les propriétaires de petites entreprises ont droit à une exemption fiscale sur les profits de la vente de leur entreprise.

Devant la mise en situation d'un propriétaire de biens de placement qui vend ses biens en réalise un profit similaire à celui qui vend sa petite entreprise, presque tous les participants ont convenu que le propriétaire de la petite entreprise devrait avoir droit à une exemption fiscale sur le gain en capital sur les recettes de la vente alors que le propriétaire des biens de placement ne devrait pas. Bon nombre de participants n'ont pu formuler d'opinion claire à ce sujet et se sont contentés d'émettre une opinion après que d'autres participants aient présenté un ou deux arguments.

Plusieurs ont considéré la petite entreprise comme un investissement « actif » et le propriétaire comme « bâtissant quelque chose ». Autrement dit, l'entreprise contribue à l'économie, paye des impôts, soutient la collectivité locale et emploie probablement des travailleurs (qui à leur tour payent des impôts et soutiennent la collectivité et l'économie locales). Inversement, l'achat d'un bien de placement est davantage considéré comme un investissement « passif » qui ne profite qu'à son propriétaire. En fait, pour certains, le propriétaire de biens de placement pourrait contribuer à la spéculation et à l'augmentation de la valeur des biens, ce qui est considéré comme un résultat négatif.

L'exemption fiscale a également été considérée comme une récompense pour le propriétaire d'entreprise pour tout le temps qu'il a investi dans son entreprise pour assurer sa survie et la faire prospérer.

Pour certains, la notion de « risque » faisait également partie de l'équation. Ils ont convenu que le propriétaire d'entreprise prenait beaucoup plus de risques que le propriétaire de biens de placement. De fait, la plupart croyaient que le propriétaire d'entreprise prenait généralement beaucoup de risques et que l'exemption fiscale servait non seulement de récompense, mais qu'elle encourageait du même coup l'entrepreneuriat, ce qui est profitable pour le pays et l'économie.

Quelques participants ont aussi mentionné que le propriétaire de biens de placement s'exposait aussi à certains risques et que, selon le bien, il devait sans doute l'entretenir et embaucher du personnel tout

comme le propriétaire de petite entreprise. À leur avis, le propriétaire de biens de placement devrait sans doute avoir droit à la même exemption fiscale que le propriétaire de petite entreprise qui vend celle-ci.

Mise en situation 2 : Au Canada, les petites entreprises ont un taux d'imposition inférieur à celui des grandes entreprises, soit 10,5 % et 15 % respectivement.

Presque tous les participants étaient d'avis que le taux d'imposition des petites entreprises devrait être inférieur à celui des grandes entreprises. Non seulement ils étaient prédisposés à dire que les grandes entreprises devraient payer plus d'impôts, mais ils ont également reconnu qu'il est difficile de démarrer une petite entreprise et que le faible taux d'imposition encourage non seulement l'entrepreneuriat, mais contribue également à la croissance de l'entreprise les premières années.

De plus, tout argument suggérant que certaines petites entreprises refusaient de prendre de l'expansion simplement pour éviter de payer plus d'impôts a été reçu avec scepticisme et incrédulité de la part des participants. Ceux-ci avaient des raisons de croire que si les petites entreprises ne montraient aucune croissance, cela n'avait rien à voir avec la crainte d'une augmentation du taux d'imposition. Quelques participants ont ajouté que s'il s'agissait d'une réelle préoccupation, la solution pourrait être un barème d'imposition plus progressif comparable à celui utilisé pour les particuliers.

Autres mesures fiscales

Taxe sur les boissons sucrées

Plusieurs participants avaient entendu parler de la taxe sur les boissons sucrées, mais principalement d'initiatives menées aux États-Unis. Bon nombre étaient en faveur de la taxe, reconnaissant que l'obésité est un problème et que cette taxe pourrait réduire la pression exercée sur le système de santé au fil des ans. Ceux qui étaient moins favorables à l'idée n'étaient pas convaincus que la taxe découragerait la consommation et ont jugé qu'il s'agissait d'une plutôt d'une taxe déguisée. Personne n'a cru à l'idée que ce sont les consommateurs à faible revenu qui paieraient une plus grande partie de cette taxe, de façon proportionnelle à leur revenu.

Bon nombre de participants se sont entendus pour dire qu'il y ait une nouvelle taxe ou non, d'autres mesures étaient nécessaires pour dissuader les Canadiens, en particulier les jeunes, de consommer des boissons sucrées. Certains ont suggéré qu'on ajoute des programmes d'activités physiques et d'éducation, et qu'on retire les machines distributrices de certains établissements, dont les écoles et les hôpitaux. D'autres ont suggéré d'imposer une taxe aux fabricants plutôt qu'aux consommateurs ou de réduire les prix des boissons qui sont meilleures pour la santé.

En dernier lieu, certains étaient d'avis que pour avoir un effet dissuasif, la taxe devait être suffisamment élevée pour que les consommateurs la remarquent.

Revenus générés par le cannabis

Dans chaque ville, les opinions sur la légalisation du cannabis étaient partagées. Peu importe leur avis sur le sujet, les participants étaient en grande partie d'accord avec l'idée d'utiliser les nouvelles recettes fiscales provenant de la vente du cannabis pour financer les programmes d'aide aux toxicomanes et de réadaptation, les programmes de santé mentale, l'éducation axée sur les risques liés à la consommation du cannabis pour les jeunes dans les écoles, l'application des lois et les soins de santé en général.

Crédit canadien pour emploi

Aucun participant n'avait entendu parler du Crédit canadien pour emploi. Après avoir fourni une courte description du crédit, le modérateur leur a présenté la mise en situation suivante : *Si on modifiait ce crédit de sorte que les salariés à revenu élevé ne puissent plus le recevoir, mais que les salariés à faible revenu continuent de le recevoir et que le crédit soit plus élevé?* La majorité des participants étaient d'accord pour dire que cette mesure aurait pour effet de rendre le système fiscal plus équitable. Certains ont démontré de l'intérêt pour une réduction progressive du crédit au fur et à mesure que le revenu augmente, plutôt qu'une limite définie.

Allocation des revenus générés par les nouvelles mesures fiscales

Les participants devaient classer en ordre de préférence les différentes façons dont le gouvernement pourrait répartir les nouveaux revenus parmi les cinq catégories suivantes :

- Diviser le montant des revenus par le nombre de Canadiens et poster un chèque pour ce montant à chacun ;
- Allouer ces revenus aux soins de santé en effectuant des transferts aux provinces ;
- Investir dans la formation ou le recyclage professionnels ;
- Réduire le taux d'imposition pour tous les Canadiens ;
- Réduire le taux d'imposition pour ceux qui se trouvent dans la tranche de revenus la plus faible.

Les résultats ont révélé que les participants préféraient que les revenus soient remis aux provinces sous forme de transferts pour financer les soins de santé. Ce fut le cas en particulier à Victoria et à Laval. La deuxième option la plus populaire, notamment à Victoria, était d'investir dans la formation ou le recyclage professionnels. La réduction du taux d'imposition pour tous les Canadiens et pour ceux qui se trouvent dans la tranche de revenus la plus faible a également attiré la faveur des participants, mais s'est tout de même retrouvée au troisième rang. La division du montant des revenus par le nombre de Canadiens et l'envoi d'un chèque à chacun s'est avérée l'option la moins populaire.

Niveau de vie

À priori, les participants ont eu de la difficulté à déterminer si la situation des Canadiens d'il y a 25 ans était meilleure ou pire qu'aujourd'hui. Après discussion, ils en ont conclu que la vie était plus simple il y a 25 ans, qu'il y avait moins de factures à payer, que le coût de la vie était plus abordable et que la majorité des ménages s'en tiraient bien avec un seul véhicule et un seul salaire. Par extension, bon nombre d'entre eux ont conclu que le niveau de vie était probablement meilleur il y a 25 ans et avaient le sentiment que la situation de la prochaine génération sera pire que la nôtre, surtout en raison des logements qui seront de plus en plus inabornables, de l'incapacité à maintenir les salaires au même niveau que l'inflation et de l'instabilité accrue de l'emploi.

Le monde du travail de l'avenir

De nombreux participants ont reconnu que pour réussir dans l'économie du futur, les Canadiens devront faire preuve de plus en plus d'agilité et de souplesse, non seulement pour s'adapter aux conditions de travail en constant changement et aux exigences au sein de l'entreprise ou de l'industrie, mais également pour s'adapter aux différents types d'emplois et d'industries au cours de leur vie. Ils devront également investir dans la formation continue et se préparer à avoir des carrières multiples plutôt que de travailler toute leur vie pour le même employeur. Les participants ont également admis que l'automatisation et la

technologie jouent un rôle de plus en plus important et que le succès de toute carrière dépend de la capacité à s'adapter et à se doter de nouveaux outils pour suivre cette évolution. De fait, plusieurs voyaient déjà leurs enfants et d'autres jeunes Canadiens de leur entourage composer avec cette réalité et bon nombre de travailleurs de longue date ont également avoué qu'ils avaient dû affronter ce changement en milieu de travail.

Nous avons demandé aux participants quel était leur niveau de préoccupation par rapport à ces quatre défis pour l'avenir :

- Le rôle de la technologie, par exemple l'automatisation, l'intelligence artificielle (IA) ;
- Avoir les compétences qu'il faut pour les emplois de demain ;
- Avoir l'éducation qu'il faut pour les emplois de demain ;
- « Le roulement des emplois » (p. ex. : avoir plusieurs emplois ou plusieurs carrières au cours de votre vie).

Les participants se préoccupaient davantage d'avoir les compétences et l'éducation nécessaires pour les emplois de demain. De fait, ils étaient d'avis que les deux allaient de pair. Le rôle de la technologie s'est classé au deuxième rang alors que les participants ont émis des opinions diverses sur les avantages et les désavantages associés à la technologie.

- Certains avaient l'impression que la technologie, comme l'automatisation et l'intelligence artificielle, aurait pour effet de supprimer des emplois et de forcer les travailleurs à changer carrément d'emplois ou de carrières ;
- Certains étaient d'avis que la technologie s'intégrait ou évoluait de plus en plus dans leur domaine de travail et qu'ils devaient se perfectionner sans cesse pour maintenir leurs connaissances à jour ;
- D'autres ont affirmé que la technologie crée de nouvelles opportunités sur le marché du travail et que dans 10 ans, nous verrons apparaître de nouveaux emplois qui sont inexistantes aujourd'hui.

Le roulement des emplois a fait naître certaines inquiétudes pour environ un participant sur quatre, même s'il s'est classé au dernier rang des préoccupations dans tous les groupes.

En tenant compte de ces défis, les participants se sont entendus pour dire que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer pour aider les Canadiens à s'adapter et à demeurer compétitifs dans le monde du travail de l'avenir. Bien qu'ils aient convenu que le fardeau ne reposait pas exclusivement sur le gouvernement, celui-ci est tout de même bien placé pour créer des incitatifs, établir les priorités et élaborer des programmes qui profiteraient tant aux travailleurs qu'aux employeurs. Les participants ont fait plusieurs suggestions quant à la manière dont le gouvernement pourrait aider :

- En rendant l'accès à la formation plus facile et plus abordable pour les Canadiens, et ce, tout au long de leur vie, peu importe l'étape. Par exemple, il pourrait s'avérer difficile pour les jeunes Canadiens qui ont une famille, une hypothèque et d'autres paiements de prendre congé pour suivre une formation ou retourner aux études. Les travailleurs plus âgés ressentent le besoin

d'une approche de perfectionnement plus personnalisée plutôt que des solutions toutes faites. Le coût représente un défi puisque les programmes sont parfois hors de prix, sans compter la nécessité de prendre un congé pour suivre une formation, un programme de perfectionnement ou effectuer un retour aux études, ce qui se traduit par une perte de revenu.

- Certains avaient le sentiment qu'il fallait investir davantage pour s'assurer que les curriculums et les programmes postsecondaires répondent aux besoins du marché du travail.

Résultats du sondage

La présente section du rapport est consacrée aux résultats de recherche obtenus à la suite du sondage national réalisé auprès des ménages canadiens.

Priorités du gouvernement du Canada

Les participants étaient invités à formuler des suggestions d'enjeux sur lesquels le gouvernement du Canada devrait axer ses efforts. Près d'un participant sur cinq (18 %) a mentionné l'économie et la création d'emplois ou la diminution du chômage. Près d'un participant sur dix a répondu qu'il fallait mettre l'accent sur les soins de santé (9 %), l'environnement (y compris les enjeux environnementaux en général, le changement climatique et le réchauffement planétaire – 9 %), ou l'immigration et les réfugiés (7 %).

Dans une plus faible mesure, les participants se sont entendus pour dire que le gouvernement fédéral devrait axer ses efforts sur les affaires étrangères et le commerce international (5 %), l'imposition (5 %), la criminalité et la sécurité nationale (4 %), l'éducation et les écoles (4 %), l'itinérance et la pauvreté (3 %), les dépenses publiques (le budget et le déficit – 3 %), les enjeux liés aux Autochtones (3 %), les enjeux sociaux en général (3 %), entre autres.

PRIORITÉ ABSOLUE	n=2 000
Économie/emplois (net)	18 %
<i>Économie/enjeux économiques</i>	11 %
<i>Emplois/chômage</i>	6 %
Soins de santé/hôpitaux	9 %
Environnement (net)	9 %
<i>Problèmes environnementaux</i>	6 %
<i>Changement climatique/réchauffement planétaire</i>	3 %
Immigration/réfugiés	7 %
Affaires étrangères/commerce international	5 %
Imposition	5 %
Criminalité/sécurité nationale	4 %
Éducation/écoles	4 %
Itinérance/pauvreté	3 %
Dépenses publiques/budget/déficit	3 %
Enjeux liés aux Autochtones	3 %
Enjeux sociaux (en général)	3 %
Représentation gouvernementale/responsabilité	2 %
Disparité des revenus/salaire minimum	2 %
Coût de la vie/dettes/factures	2 %

PRIORITÉ ABSOLUE	n=2 000
Enjeux liés aux aînés	2 %
Logement abordable/problèmes liés au logement	1 %
Infrastructure/routes	1 %
Énergie/pétrole et gaz/pipelines	1 %
Autre	4 %
Ne sait pas/Refusé	13 %

Q1A: Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle; sur lequel de ces enjeux le gouvernement du Canada devrait-il le plus axer ses efforts, selon vous? Base : Tous les répondants, n=2 000.

Après avoir entendu les suggestions des participants quant aux priorités absolues du gouvernement fédéral, nous leur avons demandé s'il y avait d'autres enjeux à régler. Un participant sur dix (10 %) a mentionné l'économie et la création d'emplois ou la diminution du chômage, et dans une même proportion, les soins de santé et les hôpitaux (9 %), la criminalité et la sécurité nationale (9 %), et l'immigration et les réfugiés (7 %).

L'environnement ne figure pas parmi les cinq priorités secondaires. Toutefois, il a été mentionné par environ 5 % des participants, avec l'éducation et les écoles (6 %), les affaires étrangères et le commerce international (5 %), les enjeux sociaux en général (5 %), l'imposition (5 %) et la représentation et la responsabilité gouvernementales (5 %).

AUTRES PRIORITÉS	n=1 741
Économie/emplois (Net)	10 %
<i>Économie/enjeux économiques</i>	6 %
<i>Emplois/chômage</i>	4 %
Soins de santé/hôpitaux	9 %
Criminalité/sécurité nationale	9 %
Immigration/réfuégiés	7 %
Éducation/écoles	6 %
Affaires étrangères/commerce international	5 %
Enjeux sociaux (en général)	5 %
Environnement (Net)	5 %
<i>Enjeux environnementaux</i>	4 %
<i>Changement climatique/réchauffement planétaire</i>	2 %
Imposition	5 %
Représentation gouvernementale/responsabilité	5 %
Dépenses publiques/budget/déficit	4 %
Itinérance/pauvreté	3 %
Enjeux liés aux Autochtones	3 %

AUTRES PRIORITÉS	n=1 741
Enjeux liés aux aînés	3 %
Coût de la vie/dettes/factures	3 %
Logement abordable/problèmes liés au logement	2 %
Disparité des revenus/salaire minimum	2 %
Infrastructure/routes	2 %
Énergie/pétrole et gaz/pipelines	1 %
Autre	2 %
Ne sait pas/Refusé	35 %

Q1B: Y a-t-il d'autres enjeux? Base : Les répondants ayant mentionné une priorité absolue à la question précédente, n=1 741.

Certains écarts en matière de priorités gouvernementales ont été constatés parmi les sous-groupes. Par exemple, les hommes étaient plus nombreux que les femmes à prioriser l'économie (20 % versus 15 %), les affaires étrangères (7 % versus 3 %), les dépenses publiques (5 % versus 2 %) et, en ce qui concerne les priorités secondaires, la criminalité et la sécurité nationale (11 % versus 7 %). Inversement, les femmes étaient plus nombreuses que les hommes à accorder la priorité absolue aux soins de santé (13 % versus 6 %), à l'éducation (5 % versus 2 %), à l'itinérance (4 % versus 2 %), aux enjeux liés aux Autochtones (4 % versus 2 %) et autres enjeux sociaux (4 % versus 2 %).

Bien que les plus jeunes étaient plus enclins que les autres groupes à ignorer quelles étaient les priorités gouvernementales ou refusaient de répondre (19 % et 10 % respectivement), nous avons observé certains écarts selon l'âge. Les 35 ans et plus étaient plus nombreux que les plus jeunes à répondre l'économie et la création d'emplois (20 % versus 12 %), alors que les moins de 55 ans privilégiaient l'éducation et les écoles (5 % versus 1 %) ou la disparité des revenus (3 % versus 1 %). Les 55 ans et plus étaient plus nombreux à suggérer l'immigration et les réfugiés (9 % versus 6 %), les enjeux liés aux aînés (3 % versus 1 %) et, comme priorité secondaire, l'immigration et les réfugiés (11 % versus 6 %).

ENJEUX SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DU CANADA DEVRAIT AXER SES EFFORTS (PRIORITÉ ABSOLUE)					
	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
Économie/emplois (Net)	20 %	15 %	12 %	22 %	19 %
<i>Économie/enjeux économiques</i>	14 %	9 %	8 %	14 %	12 %
<i>Emplois/chômage</i>	6 %	6 %	4 %	7 %	7 %
Soins de santé/hôpitaux	6 %	13 %	7 %	11 %	10 %
Environnement (Net)	9 %	8 %	9 %	9 %	8 %
<i>Enjeux environnementaux</i>	6 %	6 %	6 %	7 %	5 %
<i>Changement climatique/réchauffement planétaire</i>	3 %	2 %	3 %	2 %	3 %
Immigration/réfugiés	7 %	7 %	6 %	6 %	9 %

ENJEUX SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DU CANADA DEVRAIT AXER SES EFFORTS (PRIORITÉ ABSOLUE)					
	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
Affaires étrangères/commerce international	7 %	3 %	4 %	5 %	6 %
Imposition	5%	5%	4%	5%	6%
Criminalité/sécurité nationale	4%	5%	6%	3%	4%
Éducation/écoles	2%	5%	7%	4%	1%
Itinérance/pauvreté	2%	4%	3%	3%	3%
Dépenses publiques/budget/déficit	5%	2%	2%	3%	4%
Enjeux liés aux Autochtones	2%	4%	5%	1%	3%
Enjeux sociaux (en général)	2%	4%	4%	2%	2%
Représentation gouvernementale/responsabilité	3%	2%	2%	2%	2%
Disparité des revenus/salaire minimum	3%	1%	2%	3%	1%
Coût de la vie/dettes/factures	2%	1%	2%	2%	2%
Enjeux liés aux aînés	1%	2%	<1%	1%	3%
Logement abordable/problèmes liés au logement	1%	1%	1%	2%	1%
Infrastructure/routes	1%	1%	1%	-	1%
Énergie/pétrole et gaz/pipelines	1%	0%	1%	1%	0%
Autre	5%	3%	4%	5%	3%
Ne sait pas/Refusé	12%	14%	19%	10%	11%

Q1A: Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle; sur lequel de ces enjeux le gouvernement du Canada devrait-il le plus axer ses efforts, selon vous? Base : Tous les répondants, n=2 000.

ENJEUX SECONDAIRES SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DU CANADA DEVRAIT AXER SES EFFORTS					
	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n=878)	Femmes (n=863)	18-34 ans (n=447)	35-54 ans (n=696)	55 ans et + (n=590)
Économie/emplois (Net)	11 %	9 %	8 %	12 %	10 %
Économie/enjeux économiques	8 %	4 %	5 %	7 %	6 %
Emplois/chômage	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %
Soins de santé/hôpitaux	7 %	11 %	8 %	10 %	9 %
Criminalité/sécurité nationale	11 %	7 %	8 %	10 %	8 %
Immigration/réfugiés	7 %	8 %	5 %	6 %	11 %
Éducation/écoles	4 %	8 %	4 %	9 %	4 %
Affaires étrangères/commerce international	7 %	4 %	4 %	5 %	6 %
Enjeux sociaux (en général)	5 %	6 %	5 %	6 %	4 %
Environnement (Net)	6 %	5 %	6 %	5 %	5 %
Enjeux environnementaux	4 %	4 %	5 %	5 %	3 %

ENJEUX SECONDAIRES SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DU CANADA DEVRAIT AXER SES EFFORTS					
	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n=878)	Femmes (n=863)	18-34 ans (n=447)	35-54 ans (n=696)	55 ans et + (n=590)
<i>Changement climatique/réchauffement planétaire</i>	2%	1%	2%	<1%	3%
Imposition	6%	4%	3%	5%	5%
Représentation gouvernementale/responsabilité	5%	4%	4%	4%	5%
Dépenses publiques/budget/déficit	5%	4%	4%	4%	5%
Itinérance/pauvreté	2%	4%	3%	3%	3%
Enjeux liés aux Autochtones	2%	4%	2%	3%	4%
Enjeux liés aux aînés	2%	3%	1%	2%	5%
Coût de la vie/dettes/factures	3%	2%	3%	3%	2%
Logement abordable/problèmes liés au logement	2%	2%	3%	2%	1%
Disparité des revenus/salaire minimum	2%	2%	2%	2%	2%
Infrastructure/routes	1%	2%	2%	2%	1%
Énergie/pétrole et gaz/pipelines	2%	1%	1%	2%	1%
Autre	3%	2%	2%	2%	2%
Ne sait pas/Refusé	35%	34%	43%	31%	33%

Q1B: Y a-t-il d'autres enjeux? Base : Les répondants ayant mentionné une priorité absolue à la question précédente, n=1 741.

Des écarts régionaux ont été observés pour la « priorité absolue » :

- *Les enjeux économiques* ont fait plus d'adeptes en Alberta (27 %) et dans les provinces de l'Atlantique (22 %) que dans les autres régions (16 %).
- *Les problèmes liés aux soins de santé* préoccupent beaucoup moins en Alberta (2 %) que dans les autres régions (10 %).
- *L'environnement* s'est avéré plus populaire au Québec (13 %), en Colombie-Britannique (9 %) et en Ontario (8 %) que partout ailleurs au pays (5 %).
- *L'immigration et les réfugiés* ont été plus souvent suggérés en Alberta (12 %) et au Québec (9 %) que dans le reste du pays (5 %).
- *L'imposition* a été mentionnée moins souvent au Québec (2 %) et en Ontario (4 %) que dans les autres régions (7 %).
- *La criminalité et la sécurité nationale* préoccupent moins en Alberta (1 %) et en Colombie-Britannique (3 %) qu'ailleurs au pays (5 %).
- *Les dépenses publiques* ont été mentionnées moins souvent au Québec (1 %) et au Manitoba ou en Saskatchewan (3 %) que dans les autres régions (4 %).

ENJEUX SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DU CANADA DEVRAIT AXER SES EFFORTS (PRIORITÉ ABSOLUE)						
	Région					
	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
Économie/emplois (Net)	22 %	15 %	17 %	17 %	27 %	16 %
<i>Économie/enjeux économiques</i>	12 %	11 %	10 %	14 %	15 %	12 %
<i>Emplois/chômage</i>	10 %	4 %	7 %	3 %	12 %	4 %
Soins de santé/hôpitaux	15 %	9 %	11 %	12 %	2 %	9 %
Environnement (Net)	4 %	13 %	8 %	5 %	6 %	9 %
<i>Enjeux environnementaux</i>	3 %	10 %	5 %	4 %	4 %	6 %
<i>Changement climatique/réchauffement planétaire</i>	1 %	3 %	3 %	1 %	2 %	3 %
Immigration/réfugiés	4 %	9 %	5 %	5 %	12 %	6 %
Affaires étrangères/commerce international	4 %	6 %	5 %	4 %	4 %	3 %
Imposition	7 %	2 %	4 %	7 %	9 %	6 %
Criminalité/sécurité nationale	4 %	6 %	5 %	5 %	1 %	3 %
Éducation/écoles	3 %	6 %	3 %	4 %	1 %	4 %
Itinérance/pauvreté	3 %	3 %	3 %	2 %	2 %	4 %
Dépenses publiques/budget/déficit	4 %	1 %	3 %	3 %	7 %	5 %
Enjeux liés aux Autochtones	3 %	1 %	4 %	3 %	2 %	4 %
Enjeux sociaux (en général)	3 %	2 %	3 %	1 %	3 %	4 %
Représentation gouvernementale/responsabilité	2 %	1 %	2 %	4 %	3 %	3 %
Disparité des revenus/salaire minimum	2 %	2 %	3 %	1 %	-	2 %
Coût de la vie/dettes/factures	2 %	1 %	3 %	2 %	2 %	1 %
Enjeux liés aux aînés	2 %	1 %	2 %	1 %	2 %	1 %
Logement abordable/problèmes liés au logement	<1 %	<1 %	1 %	1 %	-	5 %
Infrastructure/routes	1 %	1 %	1 %	1 %	<1 %	<1 %
Énergie/pétrole et gaz/pipelines	1 %	1 %	1 %	<1 %	2 %	-
Autre	1 %	4 %	4 %	5 %	3 %	5 %
Ne sait pas/Refusé	11 %	18 %	11 %	16 %	12 %	10 %

Q1A: Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle; sur lequel de ces enjeux le gouvernement du Canada devrait-il le plus axer ses efforts, selon vous? Base : Tous les répondants, n=2 000.

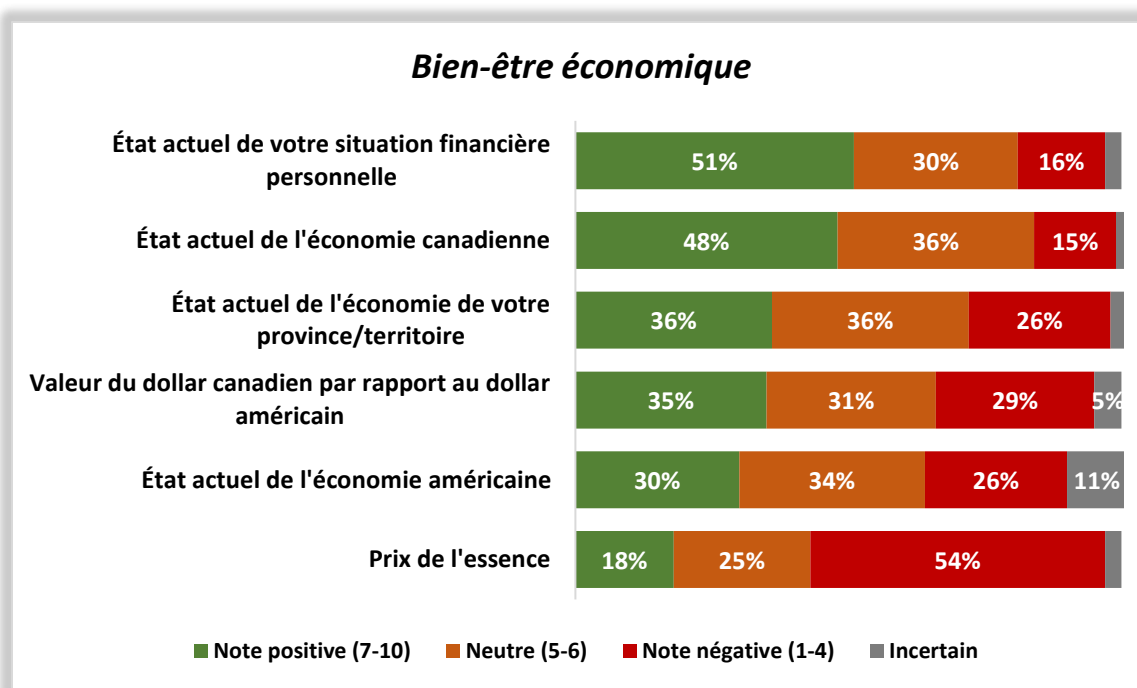
ENJEUX SECONDAIRES SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DU CANADA DEVRAIT AXER SES EFFORTS						
	Région					
	ATL (n=311)	QC (n=325)	ON (n=489)	MB/SK (n=170)	AB (n=175)	BC (n=271)
Économie/emplois (Net)	12%	12%	10%	6%	8%	10%
<i>Économie/enjeux économiques</i>	5%	9%	5%	4%	5%	7%
<i>Emplois/chômage</i>	7%	4%	5%	3%	3%	4%
Soins de santé/hôpitaux	15%	12%	8%	7%	4%	9%
Criminalité/sécurité nationale	5%	7%	12%	7%	9%	7%
Immigration/réfugiés	6%	11%	5%	8%	9%	7%
Éducation/écoles	7%	9%	5%	6%	2%	5%
Affaires étrangères/commerce international	4%	7%	5%	5%	5%	6%
Enjeux sociaux (en général)	3%	6%	6%	2%	4%	4%
Environnement (Net)	4%	6%	5%	5%	1%	7%
<i>Enjeux environnementaux</i>	3%	4%	4%	5%	1%	6%
<i>Changement climatique/réchauffement planétaire</i>	1%	2%	2%	1%	-	2%
Imposition	6%	2%	5%	5%	7%	5%
Représentation gouvernementale/responsabilité	3%	2%	5%	6%	8%	5%
Dépenses publiques/budget/déficit	2%	2%	5%	3%	8%	4%
Itinérance/pauvreté	2%	2%	4%	2%	1%	5%
Enjeux liés aux Autochtones	5%	1%	4%	3%	3%	2%
Enjeux liés aux aînés	4%	2%	4%	2%	3%	1%
Coût de la vie/dettes/factures	1%	2%	4%	1%	4%	1%
Logement abordable/problèmes liés au logement	-	<1%	3%	1%	3%	4%
Disparité des revenus/salaire minimum	1%	1%	3%	1%	1%	<1%
Infrastructure/routes	1%	1%	2%	1%	2%	3%
Énergie/pétrole et gaz/pipelines	1%	1%	1%	<1%	3%	2%
Autre	2%	4%	1%	2%	2%	2%
Ne sait pas/Refusé	37%	33%	33%	42%	38%	33%

Q1B: Y a-t-il d'autres enjeux? Base : Les répondants ayant mentionné une priorité absolue à la question précédente, n=1 741.

Évaluation de l'économie

Bien-être économique

Plusieurs questions sur le bien-être économique ont été posées aux participants du sondage. Une échelle de 1 (désastreux) à 10 (excellent) a été utilisée pour évaluer chacun des énoncés. Environ la moitié des participants ont donné une note de 7 à 10 à leur situation financière personnelle (51 %) et l'état actuel de l'économie canadienne (48 %). Près du tiers a donné une note positive à l'état actuel de l'économie de leur province ou territoire (36 %), la valeur actuelle du dollar canadien par rapport au dollar américain (35 %) et à l'état actuel de l'économie américaine (30 %). Les avis étaient également partagés en ce qui concerne la valeur du dollar canadien et l'état actuel de l'économie américaine. Les participants étaient plus nombreux à donner une note négative pour le prix de l'essence : 18 % ont donné une note positive comparativement à 54 % qui ont donné une note de 1 à 4.



Q2: Comment évaluez-vous chacune des situations suivantes, sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie « désastreux » et 10, « excellent »? Base : Tous les répondants, n=2 000.

Les hommes ont été plus nombreux que les femmes à accorder une note positive à l'état actuel de l'économie canadienne (51 % versus 45 %), à la valeur du dollar canadien (39 % versus 31 %) et à l'état actuel de l'économie américaine (36 % versus 24 %). Les moins de 35 ans étaient plus enclins que les groupes plus âgés à donner une note positive à l'état actuel de l'économie canadienne (55 % versus 45 %) et plus nombreux que les 55 ans et plus à donner une note positive à l'état actuel de l'économie de leur

province ou territoire (40 % versus 32 %) et au prix de l'essence (22 % versus 15 %). Parmi tous les groupes, ce sont les 55 ans et plus qui ont été plus nombreux à donner une note négative pour le prix de l'essence (62 %), l'économie dans leur province ou territoire (32 %), l'état actuel de l'économie américaine (29 %) et l'état actuel de l'économie canadienne (19 %).

BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE					
	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
État actuel de votre situation financière personnelle					
Note positive (7-10)	52 %	51 %	52 %	53 %	50 %
Neutre (5-6)	30 %	30 %	30 %	29 %	30 %
Note négative (1-4)	16 %	15 %	17 %	16 %	15 %
Incertain	2 %	4 %	1 %	3 %	5 %
État actuel de l'économie canadienne					
Note positive (7-10)	51 %	45 %	55 %	47 %	43 %
Neutre (5-6)	34 %	37 %	32 %	37 %	36 %
Note négative (1-4)	13 %	16 %	11 %	14 %	19 %
Incertain	1 %	2 %	2 %	1 %	1 %
État actuel de l'économie de votre province/territoire					
Note positive (7-10)	38 %	34 %	40 %	36 %	32 %
Neutre (5-6)	34 %	38 %	38 %	38 %	33 %
Note négative (1-4)	26 %	25 %	19 %	25 %	32 %
Incertain	3 %	3 %	4 %	2 %	3 %
Valeur actuelle du dollar canadien par rapport au dollar américain					
Note positive (7-10)	39 %	31 %	34 %	38 %	33 %
Neutre (5-6)	29 %	33 %	31 %	28 %	35 %
Note négative (1-4)	28 %	30 %	30 %	29 %	28 %
Incertain	4 %	6 %	5 %	5 %	5 %
État actuel de l'économie américaine					
Note positive (7-10)	36 %	24 %	31 %	30 %	28 %
Neutre (5-6)	34 %	34 %	36 %	36 %	30 %
Note négative (1-4)	23 %	28 %	21 %	25 %	29 %
Incertain	8 %	15 %	12 %	9 %	13 %
Prix actuel de l'essence					
Note positive (7-10)	20 %	17 %	22 %	19 %	15 %
Neutre (5-6)	25 %	25 %	29 %	25 %	21 %
Note négative (1-4)	52 %	55 %	45 %	54 %	62 %
Incertain	3 %	3 %	4 %	3 %	4 %

Q2: Comment évaluez-vous chacune des situations suivantes, sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie « désastreux » et 10, « excellent »? Base : Tous les répondants, n=2 000.

Par rapport aux autres régions, les Albertains ont été plus nombreux à donner une note négative à l'état de l'économie canadienne (25 % versus 12 %), et moins nombreux à lui accorder une note positive (28 %

versus 50 %). De pair avec les participants des provinces de l'Atlantique, les Albertains étaient également plus enclins à évaluer négativement l'état de l'économie de leur province (37 % et 46 % respectivement), comparativement aux autres régions (23 %) où les participants étaient plus enclins à évaluer cet élément de manière positive (39 % versus 19 %). L'état de l'économie américaine a été perçu plus positivement au Québec (33 %) et plus négativement en Colombie-Britannique (32 %) et en Ontario (28 %). Le prix de l'essence a reçu la note la plus négative au Québec (65 %), en Colombie-Britannique (60 %), en Ontario (54 %) et dans les provinces de l'Atlantique (53 %), et l'évaluation la plus positive en Alberta, au Manitoba et en Saskatchewan (33 % dans ces trois provinces).

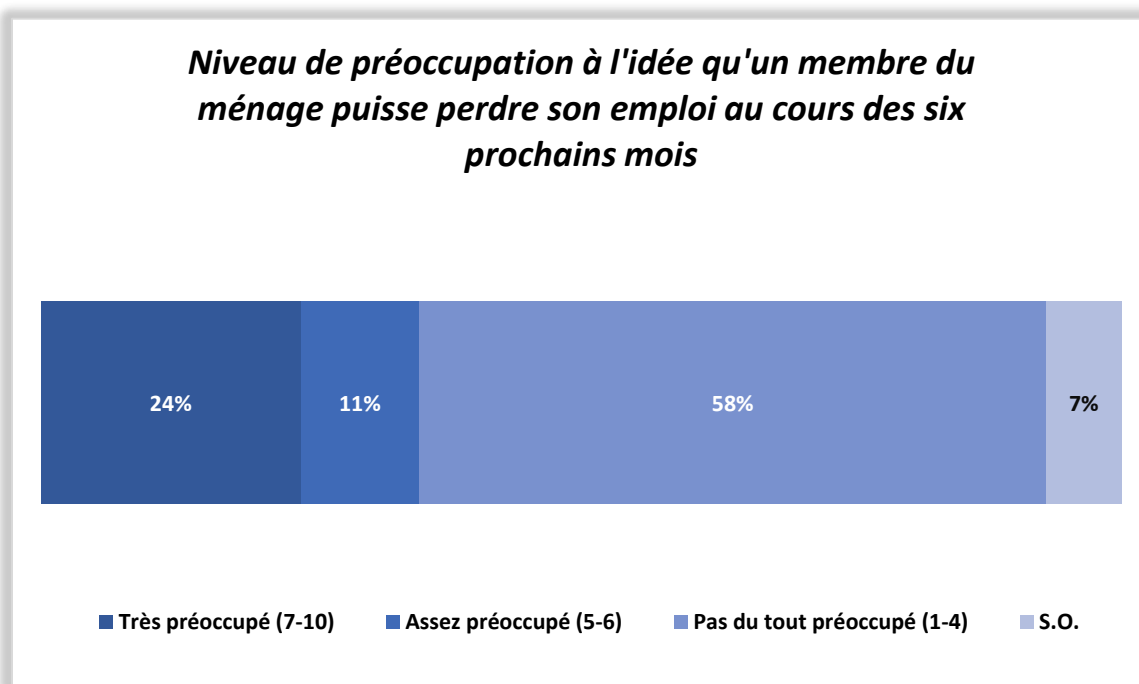
BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE						
	Région					
	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
État actuel de votre situation financière personnelle						
Note positive (7-10)	51 %	52 %	52 %	50 %	49 %	51 %
Neutre (5-6)	30 %	30 %	28 %	34 %	31 %	29 %
Note négative (1-4)	17 %	14 %	16 %	13 %	17 %	16 %
Incertain	2 %	4 %	3 %	2 %	3 %	3 %
État actuel de l'économie canadienne						
Note positive (7-10)	49 %	52 %	51 %	39 %	28 %	50 %
Neutre (5-6)	35 %	31 %	34 %	42 %	45 %	38 %
Note négative (1-4)	14 %	15 %	14 %	16 %	25 %	11 %
Incertain	2 %	2 %	2 %	2 %	1 %	1 %
État actuel de l'économie de votre province/territoire						
Note positive (7-10)	20 %	40 %	36 %	35 %	18 %	47 %
Neutre (5-6)	40 %	37 %	34 %	35 %	38 %	35 %
Note négative (1-4)	37 %	20 %	26 %	26 %	43 %	16 %
Incertain	2 %	3 %	3 %	3 %	1 %	2 %
Valeur actuelle du dollar américain par rapport au dollar américain						
Note positive (7-10)	37 %	31 %	37 %	32 %	34 %	37 %
Neutre (5-6)	29 %	33 %	29 %	38 %	27 %	35 %
Note négative (1-4)	28 %	31 %	28 %	27 %	35 %	25 %
Incertain	6 %	6 %	6 %	3 %	4 %	4 %
État actuel de l'économie américaine						
Note positive (7-10)	30 %	33 %	28 %	24 %	29 %	30 %
Neutre (5-6)	31 %	32 %	35 %	37 %	36 %	29 %
Note négative (1-4)	24 %	21 %	28 %	23 %	24 %	32 %
Incertain	14 %	14 %	9 %	16 %	11 %	9 %
Prix actuel de l'essence						
Note positive (7-10)	14 %	13 %	17 %	33 %	33 %	14 %
Neutre (5-6)	29 %	20 %	25 %	29 %	31 %	23 %

BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE						
	Région					
	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
Note négative (1-4)	53 %	65 %	54 %	34 %	35 %	60 %
Incertain	3 %	2 %	4 %	4 %	1 %	3 %

Q2: Comment évaluez-vous chacune des situations suivantes, sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie « désastreux » et 10, « excellent »? Base : Tous les répondants, n=2 000.

Sécurité d'emploi

Nous avons interrogé les participants pour savoir dans quelle mesure ils étaient préoccupés à l'idée qu'eux ou un membre de leur ménage pourraient perdre leur emploi au cours des six prochains mois, sur une échelle de 1 à 10. Près du quart des participants (24 %) étaient très préoccupés (note de 7 à 10), 11 % étaient assez préoccupés (note de 5 ou 6) et 58 % n'étaient pas du tout préoccupés.



Q3: Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé à l'idée que vous ou un autre membre de votre ménage pourriez perdre votre emploi au cours des 6 prochains mois ? Base : Tous les répondants, n=2 000.

Les femmes étaient davantage préoccupées par la sécurité d'emploi que les hommes (26 % versus 21 %). Les préoccupations étaient plus grandes chez les 35 à 54 ans (28 %). D'un point de vue régional, les Albertains (30 %) et les Ontariens (26 %) ont affirmé être particulièrement préoccupés par la sécurité d'emploi, alors qu'au Manitoba ou en Saskatchewan, 65 % ont affirmé ne pas être préoccupés du tout.

SÉCURITÉ D'EMPLOI					
	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
Niveau de préoccupation à l'idée que vous ou un autre membre de votre ménage pourriez perdre votre emploi au cours des six prochains mois					
Très préoccupé (7-10)	21 %	26 %	23 %	28 %	20 %
Assez préoccupé (5-6)	10 %	12 %	12 %	12 %	10 %
Pas du tout préoccupé (1-4)	61 %	54 %	62 %	59 %	52 %
Ne s'applique pas	7 %	7 %	2 %	<1 %	18 %

SÉCURITÉ D'EMPLOI						
	Région					
	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
Niveau de préoccupation à l'idée que vous ou un autre membre de votre ménage pourriez perdre votre emploi au cours des six prochains mois						
Très préoccupé (7-10)	20 %	21 %	26 %	21 %	30 %	21 %
Assez préoccupé (5-6)	10 %	12 %	12 %	9 %	10 %	11 %
Pas du tout préoccupé (1-4)	62 %	57 %	56 %	65 %	55 %	59 %
Ne s'applique pas	8 %	9 %	6 %	4 %	5 %	8 %

Q3: Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé à l'idée que vous ou un autre membre de votre ménage pourriez perdre votre emploi au cours des 6 prochains mois ? Base : Tous les répondants, n=2 000.

Confiance envers l'économie

Les participants au sondage devaient évaluer le sentiment que leur inspiraient divers énoncés au sujet de l'économie canadienne, sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie que l'énoncé leur inspirait un sentiment bien plus négatif et 10, un bien meilleur sentiment.

Dans le sens de la priorité absolue du gouvernement en matière de création de nouveaux emplois, plus de six participants sur dix auraient un meilleur sentiment (note de 7 à 10) si de nouveaux emplois étaient créés (65 %) ou si le taux de chômage diminuait (63 %).

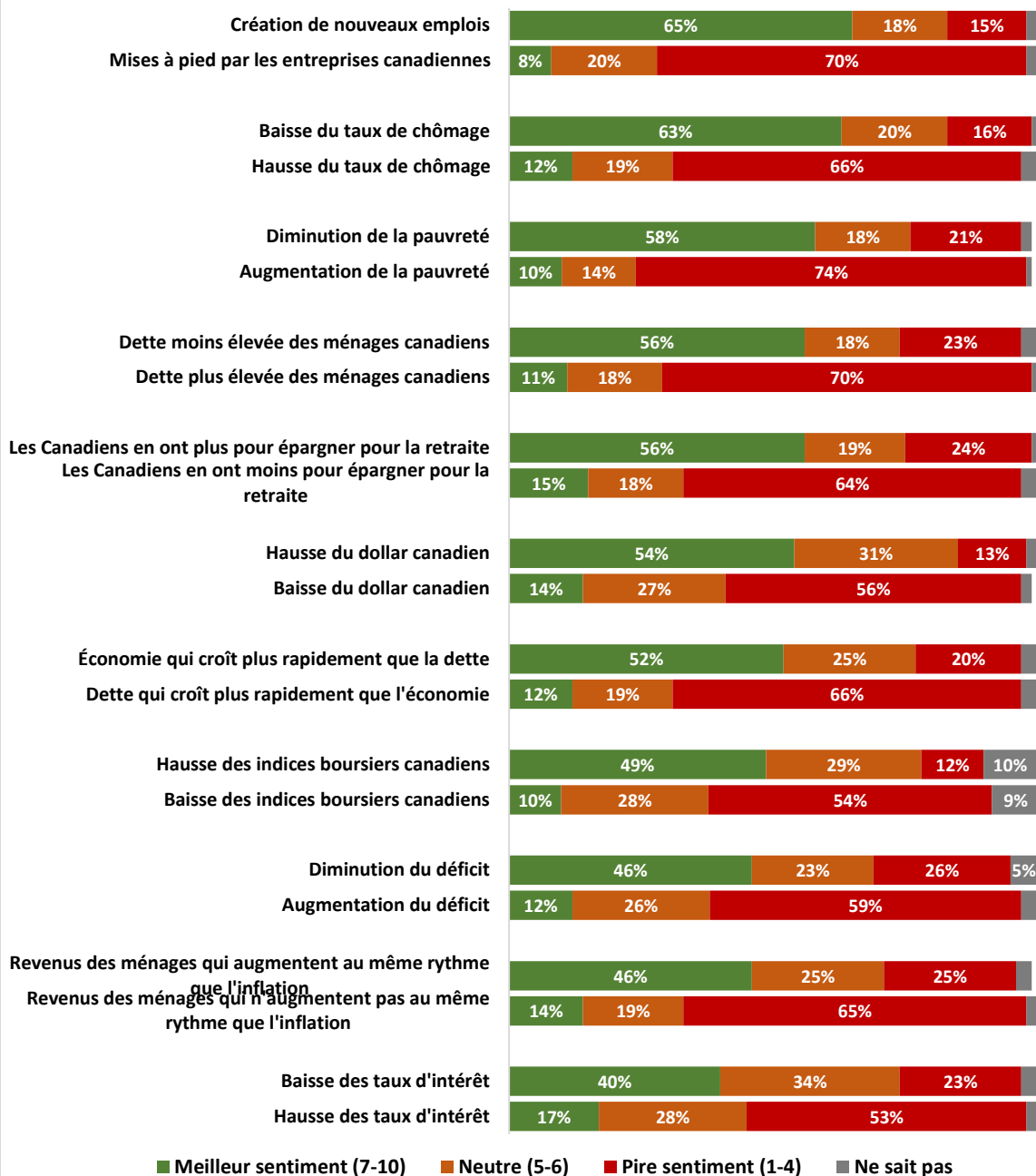
Plus de la moitié des participants auraient un meilleur sentiment au sujet de l'économie si le taux de pauvreté diminuait (58 %), si la dette des ménages canadiens était moins élevée (56 %) ou si les Canadiens en avaient plus pour épargner pour la retraite (56 %).

Environ la moitié des participants auraient un meilleur sentiment au sujet de l'économie si la valeur du dollar canadien augmentait (54 %), si la croissance économique était plus rapide que la croissance de la dette du Canada (52 %) ou si les indices boursiers canadiens augmentaient (49 %).

Moins de la moitié des participants auraient un meilleur sentiment si le déficit était réduit (46 %), si les revenus des ménages augmentaient au même rythme que l'inflation (46 %) ou si les taux d'intérêt diminuaient (40 %).

Les sentiments ou la confiance envers l'économie ne sont pas proportionnellement inversés lorsque des énoncés opposés sont présentés. Autrement dit, pour bon nombre des mises en situation présentées, les effets positifs d'un développement économique favorable sont inférieurs aux effets négatifs d'un développement économique défavorable. C'est le cas de la fluctuation du taux de pauvreté (74 % auraient un sentiment plus négatif si le taux de pauvreté augmentait, mais seulement 58 % auraient un meilleur sentiment si ce taux diminuait), de la dette des ménages (70 % versus 56 %), de l'épargne pour la retraite (64 % versus 56 %), du ratio dette-PIB (66 % versus 52 %), du déficit (59 % versus 46 %), des revenus des ménages qui suivent le rythme de l'inflation (66 % versus 52 %) et de la fluctuation des taux d'intérêt (53 % versus 40 %).

Facteurs qui influencent les sentiments envers l'économie



Q4: Quel sentiment chacun des énoncés suivants vous donne-t-il au sujet de l'économie canadienne? Base : Tous les répondants, n=2 000 (échantillon divisé).

Une analyse fondée sur les données démographiques a révélé que le sexe n'est pas déterminant dans les opinions qu'ont les Canadiens des énoncés présentés. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à affirmer qu'elles auraient un meilleur sentiment si deux des mises en situation se produisaient : la hausse du dollar canadien (58 % versus 50 %) et les revenus des ménages qui augmentent au même rythme que l'inflation (51 % versus 40 %).

Cependant, l'âge semble avoir une plus grande influence sur les sentiments des participants à l'égard des différentes mises en situation. De façon globale, les plus jeunes étaient plus enclins à avoir un meilleur sentiment vis-à-vis l'économie canadienne. Par exemple, les 18 à 34 ans auraient un meilleur sentiment si de nouveaux emplois étaient créés (75 %), si la pauvreté diminuait (67 %), si la valeur du dollar canadien augmentait (65 %), si les Canadiens en avaient plus pour épargner en vue de la retraite (65 %), si la dette des ménages canadiens était moins élevée (65 %), si l'économie pouvait croître plus rapidement que la dette (60 %), si les indices boursiers canadiens augmentaient (57 %), si le déficit diminuait (52 %) et si les taux d'intérêt étaient à la baisse (48 %). Les 55 ans et plus avaient les moins bons sentiments à l'égard de ces mises en situation alors que les 35 à 54 ans semblaient partager les mêmes opinions que les jeunes sur ce qui suit : création de nouveaux emplois (67 %), les Canadiens qui ont en plus pour épargner en vue de la retraite (59 %), l'économie qui croît plus rapidement que la dette (54 %), la hausse des indices boursiers canadiens (53 %) et une baisse des taux d'intérêt (41 %).

FACTEURS QUI INFLUENT LES SENTIMENTS ENVERS L'ÉCONOMIE					
	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n=504)	Femmes (n=504)	18-34 ans (n=271)	35-54 ans (n=407)	55 ans et + (n=323)
Création de nouveaux emplois					
Meilleur sentiment (7-10)	65%	65 %	75 %	67 %	56 %
Neutre (5-6)	20%	17 %	17 %	19 %	19 %
Sentiment plus négatif (1-4)	14 %	16 %	7 %	14 %	22 %
Ne sait pas	1 %	3 %	1 %	1 %	3 %
Mises à pied dans les entreprises canadiennes	Hommes (n=496)	Femmes (n=496)	18-34 ans (n=288)	35-54 ans (n=366)	55 ans et + (n=334)
Meilleur sentiment (7-10)	9 %	8 %	8 %	9 %	8 %
Neutre (5-6)	22 %	17 %	19 %	19 %	20 %
Sentiment plus négatif (1-4)	68 %	72 %	71 %	70 %	70 %
Ne sait pas	1 %	3 %	3 %	2 %	2 %
Baisse du taux de chômage	Hommes (n=505)	Femmes (n=498)	18-34 ans (n=273)	35-54 ans (n=385)	55 ans et + (n=338)
Meilleur sentiment (7-10)	63 %	63 %	68 %	62 %	60 %
Neutre (5-6)	20 %	19 %	16 %	22 %	20 %
Sentiment plus négatif (1-4)	15 %	17 %	15 %	15 %	18 %
Ne sait pas	1 %	1 %	<1 %	1 %	1 %
Hausse du taux de chômage	Hommes (n=495)	Femmes (n=502)	18-34 ans (n=286)	35-54 ans (n=388)	55 ans et + (n=319)
Meilleur sentiment (7-10)	10 %	14 %	10 %	14 %	12 %
Neutre (5-6)	22 %	16 %	13 %	18 %	25 %
Sentiment plus négatif (1-4)	65 %	67 %	75 %	66 %	60 %

FACTEURS QUI INFLUENT LES SENTIMENTS ENVERS L'ÉCONOMIE					
	Sexe		Groupe d'âge		
Ne sait pas	2 %	3 %	2 %	2 %	3 %
Diminution du taux de pauvreté	Hommes (n=519)	Femmes (n=495)	18-34 ans (n=279)	35-54 ans (n=401)	55 ans et + (n=330)
Meilleur sentiment (7-10)	59 %	58 %	67 %	59 %	51 %
Neutre (5-6)	18 %	18 %	18 %	21 %	17 %
Sentiment plus négatif (1-4)	22 %	21 %	13 %	19 %	30 %
Ne sait pas	1 %	3 %	3 %	2 %	3 %
Augmentation du taux de pauvreté	Hommes (n=481)	Femmes (n=505)	18-34 ans (n=280)	35-54 ans (n=372)	55 ans et + (n=327)
Meilleur sentiment (7-10)	12 %	9 %	12 %	8 %	12 %
Neutre (5-6)	16 %	13 %	12 %	15 %	14 %
Sentiment plus négatif (1-4)	71 %	77 %	74 %	76 %	73 %
Ne sait pas	2 %	1 %	1 %	1 %	2 %
Diminution de la dette des ménages canadiens	Hommes (n=498)	Femmes (n=503)	18-34 ans (n=288)	35-54 ans (n=389)	55 ans et + (n=319)
Meilleur sentiment (7-10)	56 %	55 %	65 %	56 %	48 %
Neutre (5-6)	19 %	18 %	19 %	18 %	18 %
Sentiment plus négatif (1-4)	21 %	25 %	12 %	23 %	32 %
Ne sait pas	3 %	3 %	4 %	3 %	2 %
Augmentation de la dette des ménages canadiens	Hommes (n=502)	Femmes (n=497)	18-34 ans (n=271)	35-54 ans (n=384)	55 ans et + (n=338)
Meilleur sentiment (7-10)	12 %	11 %	9 %	11 %	13 %
Neutre (5-6)	18 %	17 %	17 %	16 %	20 %
Sentiment plus négatif (1-4)	68 %	70 %	73 %	72 %	64 %
Ne sait pas	2 %	2 %	1 %	1 %	2 %
Canadiens qui en ont plus pour épargner pour la retraite	Hommes (n=511)	Femmes (n=492)	18-34 ans (n=273)	35-54 ans (n=401)	55 ans et + (n=325)
Meilleur sentiment (7-10)	56 %	55 %	65 %	59 %	45 %
Neutre (5-6)	19 %	19 %	16 %	16 %	26 %
Sentiment plus négatif (1-4)	23 %	24 %	18 %	23 %	28 %
Ne sait pas	1 %	2 %	1 %	2 %	1 %
Canadiens qui en ont moins pour épargner pour la retraite	Hommes (n=489)	Femmes (n=508)	18-34 ans (n=286)	35-54 ans (n=372)	55 ans et + (n=332)
Meilleur sentiment (7-10)	17 %	13 %	14 %	13 %	17 %
Neutre (5-6)	19 %	17 %	19 %	16 %	19 %
Sentiment plus négatif (1-4)	61 %	67 %	64 %	68 %	61 %
Ne sait pas	3 %	3 %	3 %	2 %	3 %
Hausse du dollar canadien	Hommes (n=508)	Femmes (n=499)	18-34 ans (n=294)	35-54 ans (n=369)	55 ans et + (n=338)
Meilleur sentiment (7-10)	50 %	58 %	65 %	51 %	48 %
Neutre (5-6)	34 %	27 %	26 %	32 %	33 %
Sentiment plus négatif (1-4)	14 %	13 %	8 %	13 %	18 %
Ne sait pas	2 %	2 %	1 %	3 %	2 %
Baisse du dollar canadien	Hommes (n=492)	Femmes (n=501)	18-34 ans (n=265)	35-54 ans (n=404)	55 ans et + (n=319)

FACTEURS QUI INFLUENT LES SENTIMENTS ENVERS L'ÉCONOMIE					
	Sexe		Groupe d'âge		
Meilleur sentiment (7-10)	17 %	11 %	13 %	15 %	14 %
Neutre (5-6)	30 %	25 %	21 %	30 %	28 %
Sentiment plus négatif (1-4)	51 %	61 %	61 %	54 %	56 %
Ne sait pas	2 %	3 %	4 %	1 %	2 %
Économie qui croît plus rapidement que la dette du Canada	Hommes (n=505)	Femmes (n=493)	18-34 ans (n=275)	35-54 ans (n=401)	55 ans et + (n=316)
Meilleur sentiment (7-10)	55 %	48 %	60 %	54 %	42 %
Neutre (5-6)	22 %	28 %	23 %	25 %	28 %
Sentiment plus négatif (1-4)	20 %	20 %	16 %	18 %	25 %
Ne sait pas	3 %	4 %	2 %	4 %	4 %
Dette du Canada qui croît plus rapidement que l'économie	Hommes (n=495)	Femmes (n=507)	18-34 ans (n=284)	35-54 ans (n=372)	55 ans et + (n=341)
Meilleur sentiment (7-10)	14 %	10 %	10 %	14 %	12 %
Neutre (5-6)	21 %	17 %	19 %	17 %	20 %
Sentiment plus négatif (1-4)	62 %	70 %	68 %	67 %	65 %
Ne sait pas	3 %	3 %	3 %	3 %	2 %
Hausse des indices boursiers canadiens	Hommes (n=518)	Femmes (n=476)	18-34 ans (n=274)	35-54 ans (n=372)	55 ans et + (n=344)
Meilleur sentiment (7-10)	51 %	46 %	57 %	53 %	39 %
Neutre (5-6)	31 %	28 %	26 %	31 %	31 %
Sentiment plus négatif (1-4)	10 %	13 %	10 %	9 %	16 %
Ne sait pas	7 %	13 %	7 %	8 %	14 %
Baisse des indices boursiers canadiens	Hommes (n=482)	Femmes (n=524)	18-34 ans (n=285)	35-54 ans (n=401)	55 ans et + (n=313)
Meilleur sentiment (7-10)	11 %	9 %	7 %	9 %	13 %
Neutre (5-6)	30 %	26 %	30 %	25 %	30 %
Sentiment plus négatif (1-4)	51 %	56 %	57 %	57 %	47 %
Ne sait pas	8 %	9 %	6 %	9 %	10 %
Diminution du déficit	Hommes (n=509)	Femmes (n=499)	18-34 ans (n=286)	35-54 ans (n=405)	55 ans et + (n=314)
Meilleur sentiment (7-10)	49 %	44 %	52 %	47 %	40 %
Neutre (5-6)	23 %	23 %	24 %	22 %	23 %
Sentiment plus négatif (1-4)	23 %	28 %	16 %	27 %	34 %
Ne sait pas	5 %	5 %	8 %	4 %	4 %
Augmentation du déficit	Hommes (n=491)	Femmes (n=501)	18-34 ans (n=273)	35-54 ans (n=368)	55 ans et + (n=343)
Meilleur sentiment (7-10)	15 %	10 %	13 %	11 %	14 %
Neutre (5-6)	26 %	25 %	33 %	22 %	24 %
Sentiment plus négatif (1-4)	57 %	61 %	50 %	64 %	59 %
Ne sait pas	2 %	4 %	4 %	3 %	3 %
Revenus des ménages qui augmentent au même rythme que l'inflation	Hommes (n=494)	Femmes (n=511)	18-34 ans (n=298)	35-54 ans (n=397)	55 ans et + (n=303)
Meilleur sentiment (7-10)	40 %	51 %	49 %	46 %	45 %
Neutre (5-6)	30 %	21 %	29 %	27 %	20 %
Sentiment plus négatif (1-4)	27 %	24 %	19 %	25 %	31 %

FACTEURS QUI INFLUENT LES SENTIMENTS ENVERS L'ÉCONOMIE					
	Sexe		Groupe d'âge		
Ne sait pas	2 %	4 %	3 %	2%	4%
Revenus des ménages qui n'augmentent pas au même rythme que l'inflation	Hommes (n=506)	Femmes (n=489)	18-34 ans (n=261)	35-54 ans (n=376)	55 ans et + (n=354)
Meilleur sentiment (7-10)	16 %	13 %	13 %	14 %	16 %
Neutre (5-6)	17 %	21 %	20 %	20 %	17 %
Sentiment plus négatif (1-4)	65 %	64 %	64 %	64 %	67 %
Ne sait pas	3 %	2 %	4 %	2 %	1 %
Augmentation des taux d'intérêt	Hommes (n=496)	Femmes (n=497)	18-34 ans (n=266)	35-54 ans (n=377)	55 ans et + (n=342)
Meilleur sentiment (7-10)	20 %	15 %	16 %	16 %	20 %
Neutre (5-6)	26 %	29 %	29 %	29 %	26 %
Sentiment plus négatif (1-4)	52 %	54 %	54 %	53 %	52 %
Ne sait pas	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %
Diminution des taux d'intérêt	Hommes (n=504)	Femmes (n=503)	18-34 ans (n=293)	35-54 ans (n=396)	55 ans et + (n=315)
Meilleur sentiment (7-10)	39 %	41 %	48 %	41 %	33 %
Neutre (5-6)	35 %	33 %	30 %	35 %	36 %
Sentiment plus négatif (1-4)	24 %	22 %	19 %	22 %	28 %
Ne sait pas	2 %	4 %	3 %	2 %	3 %

Q4: Quel sentiment chacun des énoncés suivants vous donne-t-il au sujet de l'économie canadienne? Base : Tous les répondants, n=2 000 (échantillon divisé).

Sur le plan de l'analyse régionale, ce sont les participants des provinces de l'Atlantique, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique qui avaient les meilleurs sentiments envers la majorité des mises en situation. Au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, six ou sept des mises en situation ont suscité des sentiments positifs. Au Québec, les sentiments étaient moins positifs.

Les situations qui ont suscité le moins de réactions positives de la part des Québécois sont la réduction du déficit, la création de nouveaux emplois, la diminution du taux de pauvreté, les Canadiens qui en ont plus pour épargner pour la retraite et la diminution de la dette des ménages canadiens.

La liste qui suit résume les mises en situation par région et pour lesquelles les résidents ont exprimé de meilleurs sentiments comparativement aux autres régions :

- **Colombie-Britannique** : la création de nouveaux emplois (75 %), la diminution du taux de pauvreté (75 %), la hausse du dollar canadien (67 %), les Canadiens qui en ont plus pour épargner pour la retraite (64 %), l'économie qui croît plus rapidement que la dette (64 %), la diminution de la dette des ménages canadiens (62 %) et les revenus des ménages qui augmentent au même rythme que l'inflation (58 %).
- **Ontario** : la création de nouveaux emplois (69 %), la baisse du taux de chômage (66 %), la diminution de la dette des ménages canadiens (63 %), la diminution du taux de pauvreté (62 %) et les Canadiens qui en ont plus pour épargner pour la retraite (61 %).

- **Atlantique Canada** : la création de nouveaux emplois (65 %), la diminution du taux de pauvreté (61 %), la hausse du dollar canadien (61 %), la diminution de la dette des ménages canadiens (60 %) et l'économie qui croît plus rapidement que la dette du Canada (58 %).
- **Manitoba/Saskatchewan** : la création de nouveaux emplois (70 %), la diminution du taux de pauvreté (61 %), les Canadiens qui en ont plus pour épargner pour la retraite (57 %), la diminution de la dette des ménages canadiens (56 %) et la hausse des indices boursiers canadiens (53 %).
- **Alberta** : la création de nouveaux emplois (70 %), la diminution du taux de pauvreté (64 %), les Canadiens qui en ont plus pour épargner pour la retraite (61 %), la diminution de la dette des ménages canadiens (60 %) et la diminution du déficit (58 %).

FACTEURS QUI INFLUENT LES SENTIMENTS ENVERS L'ÉCONOMIE						
Région						
	ATL (n=166)	QC (n=219)	ON (n=273)	MB/SK (n=96)	AB (n=99)	BC (n=155)
Création de nouveaux emplois						
Meilleur sentiment (7-10)	65%	51%	69%	70%	70%	75%
Neutre (5-6)	17%	25%	16%	16%	18%	15%
Sentiment plus négatif (1-4)	18%	20%	14%	12%	12%	9%
Ne sait pas	1%	4%	1%	2%	-	2%
Mises à pied dans les entreprises canadiennes	ATL (n=184)	QC (n=181)	ON (n=277)	MB/SK (n=104)	AB (n=101)	BC (n=145)
Meilleur sentiment (7-10)	9%	12%	8%	11%	3%	8%
Neutre (5-6)	15%	33%	15%	15%	22%	15%
Sentiment plus négatif (1-4)	74%	52%	75%	74%	76%	77%
Ne sait pas	2%	4%	3%	1%	-	-
Baisse du taux de chômage	ATL (n=151)	QC (n=174)	ON (n=313)	MB/SK (n=103)	AB (n=100)	BC (n=162)
Meilleur sentiment (7-10)	62%	57%	66%	53%	59%	70%
Neutre (5-6)	18%	26%	16%	25%	26%	12%
Sentiment plus négatif (1-4)	19%	16%	15%	21%	14%	17%
Ne sait pas	1%	-	2%	1%	1%	2%
Hausse du taux de chômage	ATL (n=199)	QC (n=226)	ON (n=237)	MB/SK (n=97)	AB (n=100)	BC (n=138)
Meilleur sentiment (7-10)	12%	17%	11%	14%	7%	10%
Neutre (5-6)	17%	29%	15%	25%	12%	11%
Sentiment plus négatif (1-4)	70%	49%	72%	60%	79%	77%
Ne sait pas	1%	5%	2%	1%	2%	1%
Diminution du taux de pauvreté	ATL (n=170)	QC (n=216)	ON (n=270)	MB/SK (n=90)	AB (n=110)	BC (n=158)
Meilleur sentiment (7-10)	61%	40%	62%	61%	64%	75%
Neutre (5-6)	17%	26%	14%	20%	21%	14%
Sentiment plus négatif (1-4)	21%	31%	22%	19%	13%	9%
Ne sait pas	1%	3%	3%	-	2%	2%

FACTEURS QUI INFLUENCENT LES SENTIMENTS ENVERS L'ÉCONOMIE						
Région						
	ATL (n=180)	QC (n=184)	ON (n=280)	MB/SK (n=110)	AB (n=90)	BC (n=142)
Augmentation du taux de pauvreté						
Meilleur sentiment (7-10)	10%	15%	10%	7%	9%	6%
Neutre (5-6)	11%	21%	12%	15%	15%	11%
Sentiment plus négatif (1-4)	77%	62%	76%	77%	75%	82%
Ne sait pas	2%	2%	2%	1%	-	-
Diminution de la dette des ménages canadiens	ATL (n=162)	QC (n=231)	ON (n=253)	MB/SK (n=111)	AB (n=94)	BC (n=150)
Meilleur sentiment (7-10)	60%	39%	63%	56%	60%	62%
Neutre (5-6)	14%	24%	14%	18%	16%	21%
Sentiment plus négatif (1-4)	25%	31%	20%	23%	24%	16%
Ne sait pas	1%	6%	3%	3%	-	1%
Augmentation de la dette des ménages canadiens	ATL (n=188)	QC (n=169)	ON (n=297)	MB/SK (n=89)	AB (n=106)	BC (n=150)
Meilleur sentiment (7-10)	7%	18%	10%	11%	11%	9%
Neutre (5-6)	15%	22%	17%	22%	16%	13%
Sentiment plus négatif (1-4)	77%	59%	71%	66%	71%	77%
Ne sait pas	<1%	2%	2%	1%	3%	1%
Canadiens qui en ont plus pour épargner pour la retraite	ATL (n=165)	QC (n=188)	ON (n=270)	MB/SK (n=106)	AB (n=116)	BC (n=158)
Meilleur sentiment (7-10)	57%	38%	61%	57%	61%	64%
Neutre (5-6)	19%	27%	17%	16%	16%	15%
Sentiment plus négatif (1-4)	21%	31%	21%	25%	23%	19%
Ne sait pas	4%	3%	1%	1%	-	2%
Canadiens qui en ont moins pour épargner pour la retraite	ATL (n=185)	QC (n=212)	ON (n=280)	MB/SK (n=94)	AB (n=84)	BC (n=142)
Meilleur sentiment (7-10)	10%	17%	15%	15%	13%	13%
Neutre (5-6)	13%	23%	19%	21%	18%	10%
Sentiment plus négatif (1-4)	74%	56%	64%	63%	69%	72%
Ne sait pas	3%	5%	2%	1%	-	4%
Hausse du dollar canadien	ATL (n=190)	QC (n=177)	ON (n=274)	MB/SK (n=94)	AB (n=121)	BC (n=151)
Meilleur sentiment (7-10)	61%	43%	55%	54%	52%	67%
Neutre (5-6)	21%	38%	31%	35%	32%	21%
Sentiment plus négatif (1-4)	16%	15%	13%	11%	14%	10%
Ne sait pas	1%	4%	2%	1%	2%	1%
Baisse du dollar canadien	ATL (n=160)	QC (n=223)	ON (n=276)	MB/SK (n=106)	AB (n=79)	BC (n=149)
Meilleur sentiment (7-10)	10%	16%	15%	13%	12%	12%
Neutre (5-6)	28%	33%	24%	26%	22%	28%

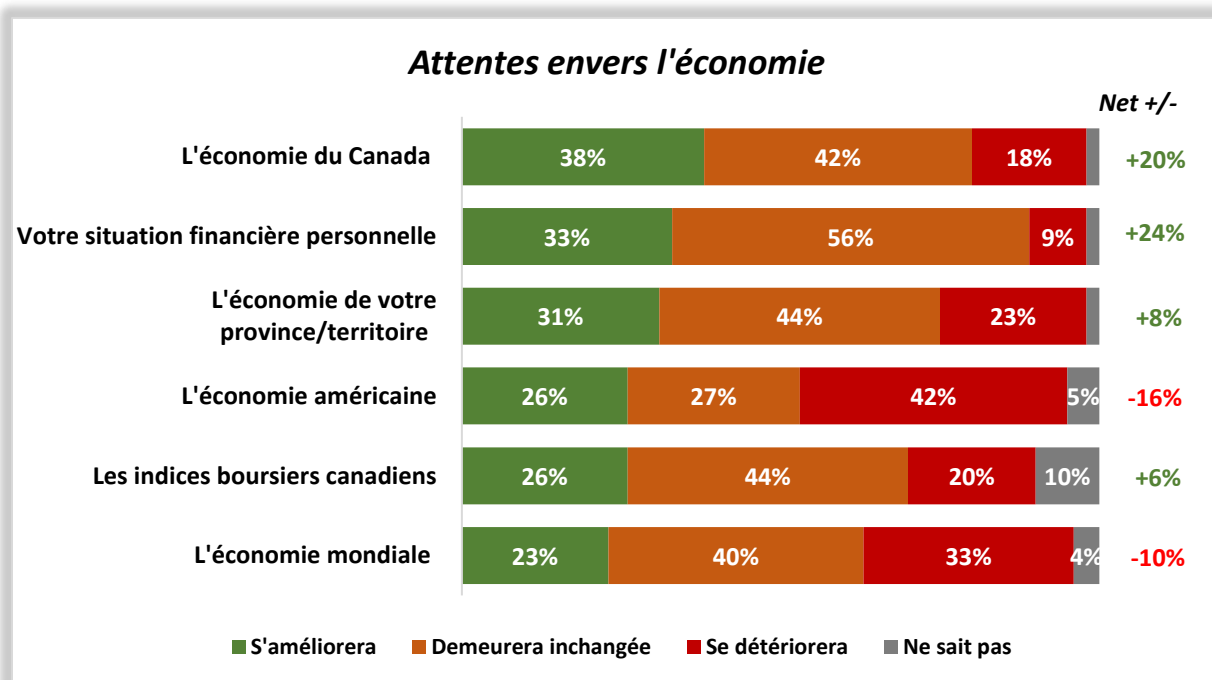
FACTEURS QUI INFLUENCENT LES SENTIMENTS ENVERS L'ÉCONOMIE						
Région						
Sentiment plus négatif (1-4)	59%	48%	59%	58%	67%	56%
Ne sait pas	2%	3%	2%	2%	-	4%
Économie qui croît plus rapidement que la dette du Canada	ATL (n=172)	QC (n=189)	ON (n=283)	MB/SK (n=93)	AB (n=99)	BC (n=162)
Meilleur sentiment (7-10)	58%	36%	55%	48%	52%	64%
Neutre (5-6)	22%	32%	23%	26%	27%	20%
Sentiment plus négatif (1-4)	20%	25%	19%	22%	19%	14%
Ne sait pas	1%	7%	3%	4%	3%	1%
Dette du Canada qui croît plus rapidement que l'économie	ATL (n=178)	QC (n=211)	ON (n=267)	MB/SK (n=107)	AB (n=101)	BC (n=138)
Meilleur sentiment (7-10)	11%	17%	11%	15%	11%	6%
Neutre (5-6)	13%	20%	18%	19%	18%	21%
Sentiment plus négatif (1-4)	74%	60%	67%	63%	71%	69%
Ne sait pas	1%	3%	3%	3%	-	5%
Hausse des indices boursiers canadiens	ATL (n=164)	QC (n=198)	ON (n=271)	MB/SK (n=107)	AB (n=105)	BC (n=149)
Meilleur sentiment (7-10)	50%	37%	55%	53%	44%	52%
Neutre (5-6)	33%	30%	24%	29%	42%	30%
Sentiment plus négatif (1-4)	14%	12%	13%	8%	11%	11%
Ne sait pas	3%	21%	8%	10%	3%	7%
Baisse des indices boursiers canadiens	ATL (n=186)	QC (n=202)	ON (n=279)	MB/SK (n=93)	AB (n=95)	BC (n=151)
Meilleur sentiment (7-10)	13%	14%	10%	7%	4%	7%
Neutre (5-6)	19%	39%	27%	32%	23%	18%
Sentiment plus négatif (1-4)	62%	32%	56%	54%	69%	71%
Ne sait pas	6%	16%	7%	7%	4%	4%
Diminution du déficit	ATL (n=170)	QC (n=212)	ON (n=258)	MB/SK (n=109)	AB (n=111)	BC (n=148)
Meilleur sentiment (7-10)	52%	30%	50%	47%	58%	53%
Neutre (5-6)	22%	27%	22%	25%	18%	23%
Sentiment plus négatif (1-4)	21%	38%	23%	23%	22%	17%
Ne sait pas	5%	5%	6%	4%	2%	6%
Augmentation du déficit	ATL (n=180)	QC (n=188)	ON (n=292)	MB/SK (n=91)	AB (n=89)	BC (n=152)
Meilleur sentiment (7-10)	12%	17%	12%	11%	6%	11%
Neutre (5-6)	25%	26%	25%	27%	24%	27%
Sentiment plus négatif (1-4)	59%	52%	59%	59%	68%	62%
Ne sait pas	4%	5%	3%	3%	2%	1%

FACTEURS QUI INFLUENT LES SENTIMENTS ENVERS L'ÉCONOMIE						
Région						
	ATL (n=182)	QC (n=192)	ON (n=276)	MB/SK (n=108)	AB (n=99)	BC (n=148)
Revenus des ménages qui augmentent au même rythme que l'inflation						
Meilleur sentiment (7-10)	55%	34%	48%	50%	46%	58%
Neutre (5-6)	23%	24%	27%	28%	26%	20%
Sentiment plus négatif (1-4)	18%	38%	22%	20%	26%	19%
Ne sait pas	4%	4%	3%	2%	2%	3%
Revenus des ménages qui n'augmentent pas au même rythme que l'inflation	ATL (n=168)	QC (n=208)	ON (n=274)	MB/SK (n=92)	AB (n=101)	BC (n=152)
Meilleur sentiment (7-10)	14%	14%	17%	8%	12%	12%
Neutre (5-6)	19%	17%	19%	23%	23%	16%
Sentiment plus négatif (1-4)	64%	67%	62%	67%	64%	70%
Ne sait pas	2%	2%	3%	1%	2%	2%
Diminution des taux d'intérêt	ATL (n=187)	QC (n=217)	ON (n=256)	MB/SK (n=92)	AB (n=102)	BC (n=153)
Meilleur sentiment (7-10)	50%	37%	44%	32%	39%	37%
Neutre (5-6)	29%	35%	29%	40%	40%	40%
Sentiment plus négatif (1-4)	19%	25%	26%	26%	17%	19%
Ne sait pas	2%	3%	2%	2%	3%	4%
Augmentation des taux d'intérêt	ATL (n=163)	QC (n=183)	ON (n=294)	MB/SK (n=108)	AB (n=98)	BC (n=147)
Meilleur sentiment (7-10)	16%	22%	17%	17%	13%	15%
Neutre (5-6)	22%	24%	30%	26%	28%	28%
Sentiment plus négatif (1-4)	60%	51%	51%	55%	56%	56%
Ne sait pas	2%	3%	2%	2%	3%	1%

Q4: Quel sentiment chacun des énoncés suivants vous donne-t-il au sujet de l'économie canadienne? Base : Tous les répondants, n=2 000 (échantillon divisé).

Attentes envers l'économie

Les participants devaient ensuite indiquer de quelle manière les diverses situations économiques présentées évolueraient au cours des six prochains mois, y compris leur situation financière personnelle. Dans l'ensemble, ils étaient optimistes envers l'économie nationale et leur propre situation financière, mais davantage préoccupés par l'économie américaine et l'économie mondiale. Environ un participant sur cinq s'attend à ce que l'économie canadienne s'améliore (38 %) ou demeure inchangée (42 %), alors que 18 % s'attendent à ce qu'elle se détériore au cours des six prochains mois. Un participant sur trois a pressenti que sa situation financière personnelle ira en s'améliorant (33 %) et 9 % ont prédit qu'elle se détériora. Dans une proportion semblable (31 %), les participants sont optimistes envers l'économie de leur province ou territoire alors que 23 % sont d'avis qu'elle se détériorera. Environ un participant sur quatre croit que les indices boursiers (26 %), l'économie américaine (26 %) et l'économie mondiale (23 %) iront en s'améliorant. Toutefois, le pessimisme est plus marqué envers l'économie américaine (42 %) et l'économie mondiale (33 %).



Q5: Compte tenu de vos impressions générales, vous attendez-vous à ce que chacune des situations suivantes s'améliore, se détériore ou demeure inchangée au cours des 6 prochains mois ? Base : Tous les répondants, n=2 000.

Les hommes sont plus optimistes que les femmes en ce qui a trait à la plupart des dimensions économiques. Les 18 à 34 ans sont les plus susceptibles d'avoir un sentiment positif au sujet de l'économie canadienne (42 %), de leur situation financière personnelle (52 %), de l'économie de leur province/territoire (35 %) et de l'économie mondiale (30 %) au cours des six prochains mois. Les 35 à 54 ans sont plus nombreux à croire que leur situation financière personnelle s'améliorera au cours des six prochains mois (35 %), comparativement aux participants plus âgés (17 %).

ATTENTES ENVERS L'ÉCONOMIE AU COURS DES SIX PROCHAINS MOIS					
	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n= 1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
L'économie canadienne					
S'améliorera	42%	35%	42%	35%	39%
Demeurera inchangée	40%	43%	39%	45%	41%
Se détériorera	17%	20%	18%	19%	18%
Ne sait pas	1%	2%	1%	1%	2%
Votre situation financière personnelle					
S'améliorera	37%	29%	52%	35%	17%
Demeurera inchangée	53%	58%	41%	54%	69%
Se détériorera	8%	10%	6%	10%	10%
Ne sait pas	2%	3%	1%	1%	4%
L'économie de votre province/territoire					
S'améliorera	31%	30%	35%	28%	30%
Demeurera inchangée	44%	45%	46%	45%	43%
Se détériorera	24%	22%	16%	26%	25%
Ne sait pas	1%	3%	2%	2%	2%
L'économie américaine					
S'améliorera	31%	21%	27%	24%	27%
Demeurera inchangée	31%	23%	26%	26%	28%
Se détériorera	34%	49%	42%	46%	38%
Ne sait pas	3%	7%	4%	4%	8%
Les indices boursiers canadiens					
S'améliorera	29%	23%	27%	24%	27%
Demeurera inchangée	43%	45%	46%	44%	42%
Se détériorera	19%	21%	17%	22%	20%
Ne sait pas	9%	11%	9%	10%	11%
L'économie mondiale					
S'améliorera	27%	19%	30%	19%	21%
Demeurera inchangée	39%	40%	37%	42%	40%
Se détériorera	32%	35%	30%	35%	34%
Ne sait pas	3%	6%	3%	4%	6%

Q5: Compte tenu de vos impressions générales, vous attendez-vous à ce que chacune des situations suivantes s'améliore, se détériore ou demeure inchangée au cours des 6 prochains mois ? Base : Tous les répondants, n=2 000.

Les attentes envers l'économie par région révèlent que les résidents des provinces de l'Atlantique sont les moins enclins à croire que leur situation financière personnelle ira en s'améliorant (24 %) ou qu'il en sera de même pour l'économie de leur province (17 %). D'autre part, ce sont les Albertains qui sont les plus optimistes à l'égard de l'économie américaine et de l'économie mondiale.

ATTENTES ENVERS L'ÉCONOMIE AU COURS DES SIX PROCHAINS MOIS						
	Région					
	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
L'économie canadienne						
S'améliorera	34%	39%	39%	35%	40%	36%
Demeurera inchangée	45%	46%	41%	44%	34%	42%
Se détériorera	19%	14%	19%	20%	24%	20%
Ne sait pas	2%	1%	2%	1%	2%	1%
Votre situation financière personnelle						
S'améliorera	24%	31%	34%	34%	38%	35%
Demeurera inchangée	63%	60%	54%	55%	47%	54%
Se détériorera	11%	5%	10%	10%	13%	9%
Ne sait pas	2%	4%	2%	1%	1%	2%
L'économie de votre province/territoire						
S'améliorera	17%	33%	27%	34%	43%	31%
Demeurera inchangée	53%	49%	44%	42%	31%	43%
Se détériorera	29%	16%	27%	22%	24%	23%
Ne sait pas	2%	2%	2%	2%	1%	3%
L'économie américaine						
S'améliorera	23%	28%	26%	23%	31%	22%
Demeurera inchangée	28%	25%	25%	24%	34%	29%
Se détériorera	40%	43%	44%	45%	29%	42%
Ne sait pas	9%	4%	5%	8%	6%	6%
Les indices boursiers canadiens						
S'améliorera	21%	31%	24%	24%	26%	25%
Demeurera inchangée	46%	35%	47%	47%	44%	46%
Se détériorera	22%	20%	19%	19%	20%	22%
Ne sait pas	11%	14%	9%	10%	10%	7%
L'économie mondiale						
S'améliorera	20%	24%	22%	20%	27%	19%
Demeurera inchangée	42%	37%	40%	35%	42%	41%
Se détériorera	33%	34%	33%	39%	25%	37%
Ne sait pas	5%	5%	4%	6%	6%	3%

Q5: Compte tenu de vos impressions générales, vous attendez-vous à ce que chacune des situations suivantes s'améliore, se détériore ou demeure inchangée au cours des 6 prochains mois ? Base : Tous les répondants, n=2 000..

Logement

Accession à la propriété et hypothèque

Près du tiers des Canadiens sont propriétaires (63 %) et environ les deux tiers de ceux-ci ont une hypothèque (63 %). D'après un calcul effectué en tenant compte de l'ensemble des participants, nous pouvons estimer que 40 % de tous les ménages ont une hypothèque.

Les femmes (66 %) et les 35 ans et plus (75 %) sont plus nombreux à posséder une habitation, comparativement aux autres groupes (61 % pour les hommes et 34 % pour les moins de 35 ans). Plus ils sont jeunes, plus ils sont nombreux à avoir une hypothèque. Les propriétaires sont plus nombreux dans les provinces de l'Atlantique (69 %), au Manitoba ou en Saskatchewan (75 %) et en Alberta (69 %). C'est au Québec que les propriétaires sont plus nombreux à avoir une hypothèque (72 %).

ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ ET HYPOTHÈQUE						
	Total	Sexe		Groupe d'âge		
Êtes-vous propriétaire de votre résidence?	Total (n=1 000)	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
Oui	67%	61%	66%	34%	74%	76%
Non	37%	38%	34%	65%	26%	23%
Avez-vous une hypothèque sur votre résidence? (Parmi les propriétaires)	Total (n=1 309)	Hommes (n=627)	Femmes (n=682)	18-34 ans (n=195)	35-54 ans (n=578)	55 ans et + (n=531)
Oui	67%	62%	64%	90%	81%	36%
Non	37%	38%	36%	10%	19%	63%

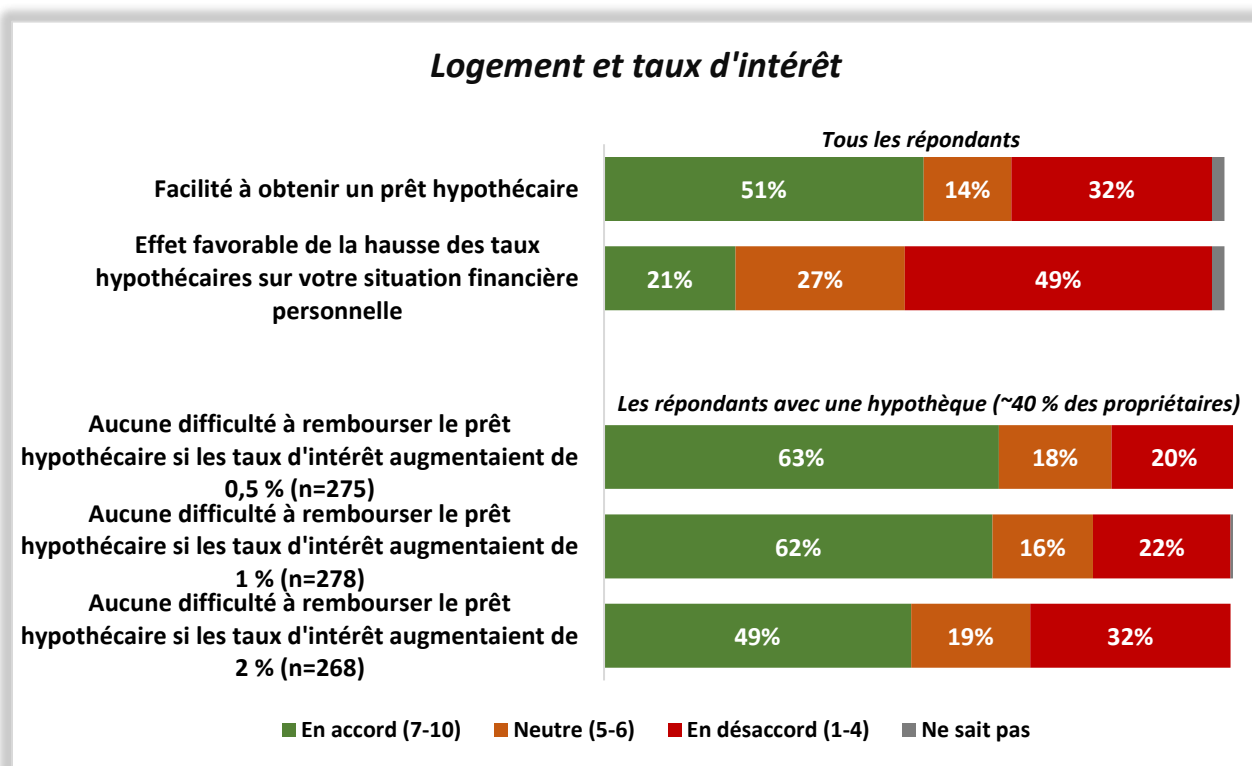
ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ ET HYPOTHÈQUE						
	Region					
Êtes-vous propriétaire de votre résidence?	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
Oui	69%	60%	61%	75%	69%	62%
Non	31%	38%	39%	24%	30%	38%
Avez-vous une hypothèque sur votre résidence? (Parmi les propriétaires)	ATL (n=245)	QC (n=233)	ON (n=340)	MB/SK (n=155)	AB (n=147)	BC (n=189)
Oui	56%	72%	60%	60%	64%	60%
Non	42%	28%	39%	39%	35%	39%

Q6: Êtes-vous propriétaire de votre résidence? Base : Tous les répondants, n=2 000. Q7: Avez-vous une hypothèque sur votre résidence? Base: les propriétaires de résidence, n=1 309.

Logement et taux d'intérêt

Les participants devaient lire plusieurs énoncés sur les hypothèques et les taux d'intérêt puis préciser s'ils étaient en accord ou non avec chacun d'eux. La moitié d'entre eux (51 %) étaient d'accord pour dire qu'ils pourraient facilement obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui, alors qu'un participant sur trois (32 %) a exprimé son désaccord avec cet énoncé. La moitié des participants (49 %) n'étaient pas d'accord pour dire que la récente hausse des taux d'intérêt aurait un effet favorable sur leur situation financière personnelle. D'autre part, 21 % ont exprimé leur accord avec cet énoncé, alors que 27 % avaient une opinion neutre.

Les participants avec une hypothèque ont été divisés en trois groupes et un énoncé différent sur les taux d'intérêt leur a été présenté. Plus de trois propriétaires sur cinq possédant une hypothèque (63 %) étaient d'accord pour dire qu'ils n'auraient aucune difficulté à rembourser leur prêt hypothécaire si les taux d'intérêt augmentaient de 0,5 %. Dans le même ordre d'idées, 62 % étaient d'accord avec l'énoncé si les taux d'intérêt augmentaient de 1 %. D'autre part, les participants qui se sont fait proposer une augmentation des taux de 2 % n'étaient pas aussi nombreux à signifier leur accord et seulement 49 % d'entre eux étaient d'avis qu'ils n'auraient aucune difficulté à rembourser leur prêt hypothécaire dans ces conditions, et 32 % étaient carrément en désaccord.



Q8: Sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie « entièrement en désaccord » et 10, « entièrement en accord », dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Base : Tous les répondants, n=2 000 (échantillon divisé).

Les 18 à 34 ans étaient moins enclins que les autres groupes à être d'accord pour dire qu'ils pourraient facilement obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui (36 % versus 57 %) et par conséquent, à exprimer leur désaccord avec cet énoncé (43 % versus 28 %). Les moins de 55 sont plus nombreux à ne pas être en accord avec l'énoncé selon lequel la récente hausse des taux d'intérêt aurait un effet favorable sur leur situation financière personnelle (54 % versus 41 %). Les hommes sont plus nombreux que les femmes à dire qu'ils n'auraient aucune difficulté à rembourser leur prêt hypothécaire si les taux d'intérêt augmentaient de 0,5 % ou de 2 % (70 % et 57 % respectivement), comparativement aux femmes (57 % et 43 % respectivement).

LOGEMENT ET TAUX D'INTÉRÊT					
	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
Vous pourriez facilement obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui					
En accord (7-10)	50%	52%	36%	58%	56%
Neutre (5-6)	16%	13%	18%	13%	12%
En désaccord (1-4)	32%	33%	43%	28%	28%
Ne sait pas	2%	3%	3%	1%	4%
La récente hausse des taux d'intérêt aura un effet favorable sur votre situation financière personnelle					
En accord (7-10)	22%	20%	15%	18%	29%
Neutre (5-6)	29%	26%	32%	24%	27%
En désaccord (1-4)	47%	51%	51%	56%	41%
Ne sait pas	2%	3%	2%	2%	3%
(Avertissement : Pour certains groupes d'âge, les résultats ci-dessous sont basés sur des échantillons de petite taille.)					
Vous n'auriez aucune difficulté à continuer de rembourser votre prêt hypothécaire si les taux d'intérêt augmentaient de 0,5 % demain					
En accord (7-10)	70%	57%	60%	65%	59%
Neutre (5-6)	12%	22%	18%	16%	21%
En désaccord (1-4)	18%	21%	22%	18%	20%
Vous n'auriez aucune difficulté à continuer de rembourser votre prêt hypothécaire si les taux d'intérêt augmentaient de 1 % demain					
En accord (7-10)	63%	60%	62%	61%	64%
Neutre (5-6)	13%	18%	19%	15%	15%
En désaccord (1-4)	22%	22%	19%	23%	22%
Vous n'auriez aucune difficulté à continuer de rembourser votre prêt hypothécaire si les taux d'intérêt augmentaient de 2 % demain					
En accord (7-10)	57%	43%	51%	50%	47%

LOGEMENT ET TAUX D'INTÉRÊT					
Vous pourriez facilement obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
Neutre (5-6)	18%	20%	23%	16%	23%
En désaccord (1-4)	25%	37%	26%	34%	30%

Q8: Sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie « entièrement en désaccord » et 10, « entièrement en accord », dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Base : Tous les répondants, n=2 000 (échantillon divisé).

En Colombie-Britannique et en Ontario, les participants étaient les moins enclins à exprimer leur accord avec l'énoncé selon lequel il est facile d'obtenir un prêt hypothécaire ces jours-ci (43 % et 45 % respectivement), comparativement aux autres provinces (58 %). Les Québécois sont les moins en accord pour dire que la récente hausse des taux d'intérêt aura un effet favorable sur leur situation financière personnelle (26 %), comparativement aux résidents de l'Ontario (20 %), de la Colombie-Britannique (17 %) et de l'Alberta (16 %). Ils sont également plus nombreux à affirmer qu'ils n'auraient aucune difficulté à rembourser leur prêt hypothécaire si les taux d'intérêt augmentaient de 2 % demain (60 % versus 41 % en Ontario et 39 % dans les provinces de l'Atlantique).

LOGEMENT ET TAUX D'INTÉRÊT						
Vous pourriez facilement obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui	Région					
	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
En accord (7-10)	52%	62%	45%	55%	55%	43%
Neutre (5-6)	13%	10%	17%	14%	16%	14%
En désaccord (1-4)	32%	26%	36%	29%	28%	41%
Ne sait pas	3%	2%	3%	2%	2%	2%
La récente hausse des taux d'intérêt aura un effet favorable sur votre situation financière personnelle	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
En accord (7-10)	21%	26%	20%	23%	16%	17%
Neutre (5-6)	27%	25%	27%	30%	33%	27%
En désaccord (1-4)	50%	46%	51%	44%	50%	54%
Ne sait pas	2%	3%	2%	2%	2%	2%
(Caution: Regional results below are based on small sample sizes)						
Vous n'auriez aucune difficulté à continuer de rembourser votre prêt hypothécaire si les taux d'intérêt augmentaient de 0,5 % demain	ATL (n=48)	QC (n=67)	ON (n=68)	MB/SK (n=25)	AB (n=29)	BC (n=38)
En accord (7-10)	66%	69%	64%	47%	58%	55%
Neutre (5-6)	23%	17%	12%	16%	26%	23%
En désaccord (1-4)	11%	13%	24%	36%	16%	20%
Vous n'auriez aucune difficulté à continuer de rembourser votre prêt	ATL (n=44)	QC (n=62)	ON (n=73)	MB/SK (n=26)	AB (n=28)	BC (n=45)

hypothécaire si les taux d'intérêt augmentaient de 1 % demain						
En accord (7-10)	54%	69%	62%	62%	55%	54%
Neutre (5-6)	19%	12%	16%	27%	9%	20%
En désaccord (1-4)	26%	16%	22%	11%	35%	23%
Vous n'auriez aucune difficulté à continuer de rembourser votre prêt hypothécaire si les taux d'intérêt augmentaient de 2 % demain	ATL (n=50)	QC (n=58)	ON (n=62)	MB/SK (n=32)	AB (n=31)	BC (n=35)
En accord (7-10)	39%	60%	41%	52%	47%	57%
Neutre (5-6)	18%	20%	20%	17%	17%	20%
En désaccord (1-4)	43%	20%	39%	32%	35%	23%

Q8: Sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie « entièrement en désaccord » et 10, « entièrement en accord », dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Base : Tous les répondants, n=2 000 (échantillon divisé).

Le régime fiscal

Les participants étaient invités à dire ouvertement ce qu'ils avaient entendu au sujet des mesures proposées par le gouvernement du Canada pour rendre le régime fiscal plus équitable. Plus de la moitié ont indiqué qu'ils n'avaient rien entendu à ce sujet (54 %), 5 % ne le savaient pas ou ont refusé de répondre à la question et 6 % ont affirmé avoir entendu quelque chose, mais ils n'en savaient pas suffisamment pour fournir une explication.

Parmi les réponses obtenues, aucun sujet ne s'est particulièrement démarqué. Plusieurs thèmes et points de vue ont été soulevés. Un participant sur dix croyait avoir entendu dire que le gouvernement du Canada souhaitait augmenter les impôts, en particulier pour les petites entreprises et les entreprises indépendantes (5 %) ou les Canadiens à revenus élevés (4 %). Près d'un participant sur dix (8 %) avait entendu parler de mesures qui affecteraient certains groupes, comme les petites entreprises (6 %), les médecins et le secteur de la santé (2 %) ou les agriculteurs (2 %).

Moins de 6 % des participants avaient entendu parler de la suppression des échappatoires fiscales (5 %), de la modification des taux d'imposition (4 %), de la diminution des impôts (3 %), des changements relatifs au fractionnement des revenus (2 %) ou des changements qui seraient néfastes pour l'économie (2 %). Sans préciser de changement en particulier, 8 % des participants ont simplement exprimé leur désaccord avec les mesures de réforme fiscale du gouvernement alors que 4 % étaient d'accord avec les mesures dont ils avaient entendu parler.

CE QUI A ÉTÉ ENTENDU AU SUJET DES MESURES VISANT à RENDRE LE RÉGIME FISCAL PLUS ÉQUITABLE

Augmentation des impôts (net)	10%	Modification des taux d'imposition (non précisé)	4%
<i>Augmentation des impôts pour les petites entreprises et les entreprises indépendantes</i>	5%	Je suis d'accord avec les changements (non précisé)	4%
<i>Augmentation des impôts pour les Canadiens à revenu élevé</i>	4%	Diminution des impôts (net)	3%
<i>Augmentation des impôts (en général)</i>	2%	<i>Diminution des impôts pour la classe moyenne</i>	2%
<i>Augmentation des impôts pour la classe moyenne</i>	<1%	<i>Diminution des impôts (en général)</i>	1%
Je suis en désaccord avec les changements	8%	<i>Diminution des impôts pour les petites entreprises</i>	<1%
Impact sur certains groupes (net)	8%	Entendu des plaintes/commentaires négatifs	2%
<i>Impact sur les petites entreprises (non précisé)</i>	6%	Changements relatifs au fractionnement du revenu	2%
<i>Impact sur les médecins/les soins de santé</i>	2%	Changements qui seront néfastes pour l'économie/récession	2%

<i>Impact sur les agriculteurs</i>	2%	Commentaires négatifs sur le gouvernement (précisé)	1%
<i>Impact sur les travailleurs autonomes</i>	<1%	Autre	4%
<i>Impact sur les locataires</i>	<1%	N'a rien entendu	54%
En a entendu parler (non précisé)	6%	Ne sait pas/Refusé	5%
Suppression des échappatoires fiscales	5%		

Q9: Qu'avez-vous entendu au sujet des mesures proposées par le gouvernement du Canada pour rendre le régime fiscal plus équitable? Base : Tous les répondants, n=2 000.

Les participants de moins de 54 ans étaient ceux qui avaient le moins entendu parler des mesures proposées par le gouvernement du Canada pour rendre le régime fiscal plus équitable, comparativement au groupe plus âgé (59 % versus 44 %). Les hommes (10 %) et les 35 ans et plus (~10 %) étaient plus susceptibles d'être en désaccord avec les changements dont ils avaient entendu parler, comparativement aux femmes (7 %) et aux moins de 35 ans (3 %).

CE QUI A ÉTÉ ENTENDU AU SUJET DES MESURES VISANT À RENDRE LE RÉGIME FISCAL PLUS ÉQUITABLE					
	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
Augmentation des impôts (net)	10%	10%	10%	10%	11%
<i>Augmentation des impôts pour les petites entreprises et les entreprises indépendantes</i>	5%	4%	5%	5%	4%
<i>Augmentation des impôts pour les Canadiens à revenu élevé</i>	3%	5%	3%	4%	5%
<i>Augmentation des impôts (en général)</i>	2%	2%	3%	2%	2%
<i>Augmentation des impôts pour la classe moyenne</i>	<1%	1%	<1%	1%	<1%
Je suis en désaccord avec les changements	10%	7%	3%	9%	12%
Impact sur certains groupes (net)	9%	7%	6%	9%	8%
<i>Impact sur les petites entreprises (non précisé)</i>	7%	5%	5%	6%	6%
<i>Impact sur les médecins/soins de santé</i>	2%	2%	1%	3%	2%
<i>Impact sur les agriculteurs</i>	1%	2%	1%	1%	2%
<i>Impact sur les travailleurs autonomes</i>	<1%	1%	1%	1%	<1%
<i>Impact sur les locataires</i>	-	<1%	-	<1%	-
En a entendu parler (non précisé)	6%	7%	4%	6%	8%
Suppression des échappatoires fiscales	6%	4%	3%	6%	7%
Modification des taux d'imposition (non précisé)	5%	3%	3%	5%	5%
Je suis d'accord avec les changements (non précisé)	4%	4%	2%	3%	7%
Diminution des impôts (net)	3%	3%	2%	3%	3%

<i>Diminution des impôts pour la classe moyenne</i>	2%	2%	1%	2%	2%
<i>Diminution des impôts (en général)</i>	2%	1%	1%	1%	1%
<i>Diminution des impôts pour les petites entreprises</i>	<1%	<1%	<1%	<1%	<1%
A entendu des plaintes/commentaires négatifs	3%	2%	1%	3%	3%
Changements relatifs au fractionnement du revenu	2%	2%	1%	3%	2%
Changements qui seront néfastes pour l'économie/récession	2%	2%	1%	2%	2%
Commentaires négatifs sur le gouvernement (précisé)	2%	1%	<1%	1%	2%
N'a rien entendu	52%	56%	66%	54%	44%
Autre	3%	4%	2%	3%	5%
Ne sait pas/Refusé	5%	5%	6%	4%	5%

Q9: Qu'avez-vous entendu au sujet des mesures proposées par le gouvernement du Canada pour rendre le régime fiscal plus équitable? Base : Tous les répondants, n=2 000.

Les Québécois étaient les moins nombreux à avoir entendu parler des mesures proposées par le gouvernement fédéral pour rendre le régime fiscal plus équitable (72 % n'avaient rien entendu).

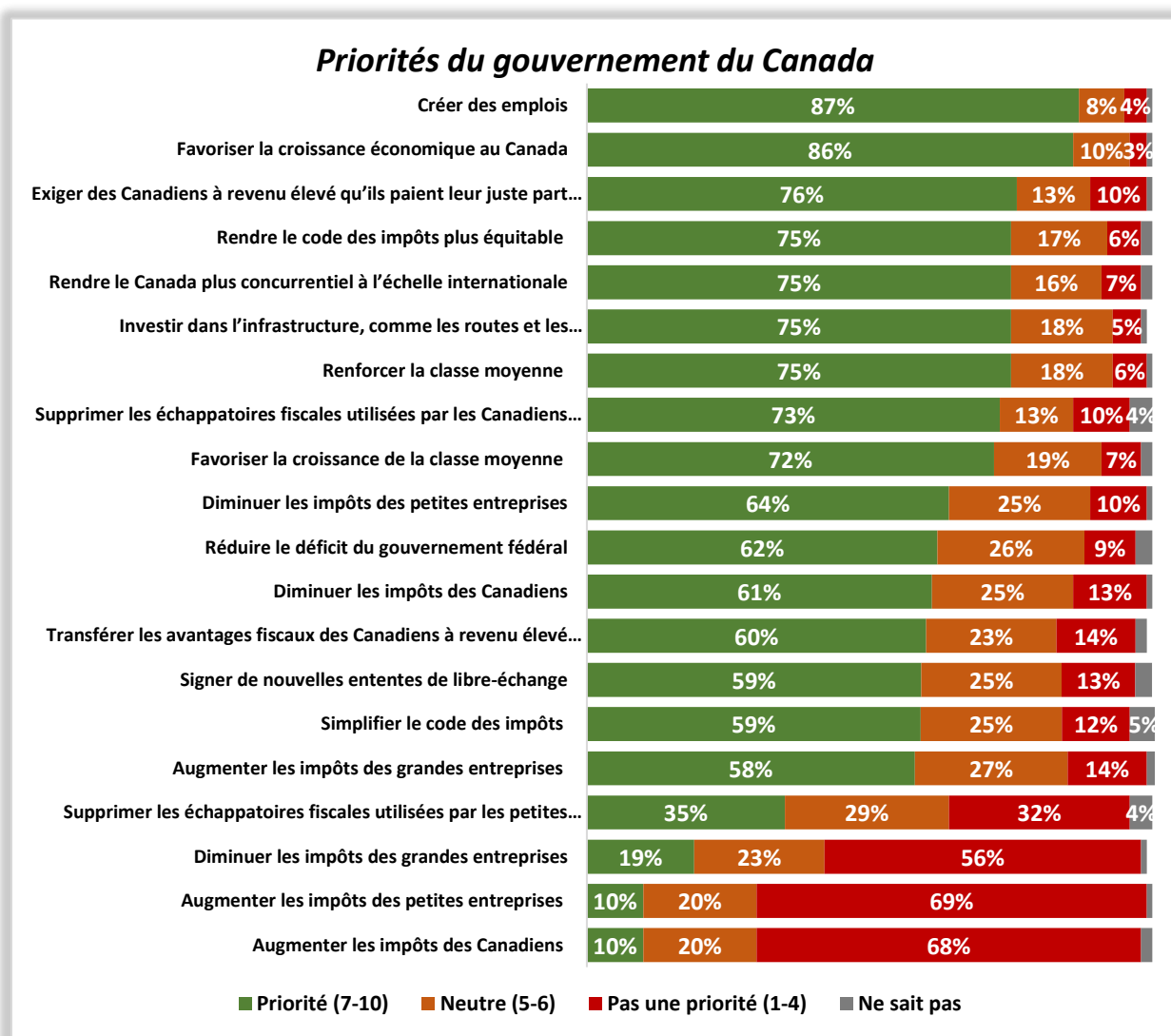
CE QUI A ÉTÉ ENTENDU AU SUJET DES MESURES VISANT À RENDRE LE RÉGIME FISCAL PLUS ÉQUITABLE						
	Région					
	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
Augmentation des impôts (net)	14%	3%	10%	16%	12%	16%
<i>Augmentation des impôts pour les petites entreprises et les entreprises indépendantes</i>	8%	1%	5%	7%	6%	7%
<i>Augmentation des impôts pour les Canadiens à revenu élevé</i>	4%	2%	4%	4%	3%	8%
<i>Augmentation des impôts (en général)</i>	1%	1%	2%	5%	2%	3%
<i>Augmentation des impôts pour la classe moyenne</i>	1%	-	<1%	1%	1%	1%
Je suis en désaccord avec les changements	10%	4%	9%	10%	12%	9%
Impact sur certains groupes (net)	12%	3%	8%	9%	13%	9%
<i>Impact sur les petites entreprises (non précisé)</i>	8%	2%	6%	5%	11%	7%
<i>Impact sur les médecins/soins de santé</i>	5%	1%	2%	4%	2%	1%
<i>Impact sur les agriculteurs</i>	1%	-	2%	4%	3%	1%
<i>Impact sur les travailleurs autonomes</i>	1%	<1%	<1%	-	<1%	1%
<i>Impact sur les locataires</i>	-	-	<1%	-	-	-
En a entendu parler (non précisé)	6%	3%	7%	7%	8%	8%

Suppression des échappatoires fiscales	6%	2%	6%	5%	7%	6%
Modification des taux d'imposition (non précisé)	5%	<1%	5%	4%	6%	5%
Je suis d'accord avec les changements (non précisé)	4%	5%	4%	3%	2%	5%
Diminution des impôts (net)	4%	3%	2%	3%	3%	2%
<i>Diminution des impôts pour la classe moyenne</i>	3%	1%	1%	2%	2%	1%
<i>Diminution des impôts (en général)</i>	1%	2%	1%	1%	1%	1%
<i>Diminution des impôts pour les petites entreprises</i>	-	-	<1%	1%	-	-
A entendu des plaintes/commentaires négatifs	5%	<1%	3%	4%	3%	1%
Changements relatifs au fractionnement du revenu	2%	1%	3%	1%	3%	3%
Changements qui seront néfastes pour l'économie/récession	3%	<1%	2%	4%	2%	1%
Commentaires négatifs sur le gouvernement (précisé)	1%	1%	1%	2%	2%	1%
N'a rien entendu	50%	72%	49%	45%	48%	47%
Autre	3%	4%	4%	5%	3%	3%
Ne sait pas/Refusé	3%	5%	6%	7%	4%	6%

Q9: Qu'avez-vous entendu au sujet des mesures proposées par le gouvernement du Canada pour rendre le régime fiscal plus équitable? Base : Tous les répondants, n=2 000.

Priorités du gouvernement du Canada

Parmi la liste des initiatives qui leur a été présentée, les participants ont sélectionné « créer des emplois » et « favoriser la croissance économique » comme les deux priorités les plus importantes pour le gouvernement du Canada. Invités à préciser dans quelle mesure ces deux initiatives devraient constituer une priorité pour le gouvernement du Canada, 87 % ont donné une note de 7 à 10 (sur une échelle de 10 points) à « créer des emplois » et 86 % ont donné une note similaire à « favoriser la croissance économique du Canada ».



Q10: Quelle priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder à chacune des mesures suivantes? Base : Tous les répondants, n=2 000 (échantillon divisé).

D'autres priorités ont reçu une note élevée de la part d'au moins les trois quarts des participants : exiger des Canadiens à revenu élevé qu'ils paient leur juste part d'impôts (76 %), investir dans l'infrastructure comme les routes et les transports publics (75 %), renforcer la classe moyenne (75 %), rendre le code des impôts plus équitable (75 %) et rendre le Canada plus concurrentiel à l'échelle internationale (75 %). Près de trois participants sur quatre ont accordé une note élevée à supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les Canadiens les mieux nantis (73 %) et favoriser la croissance de la classe moyenne (72 %).

Environ six participants sur dix estiment qu'il est prioritaire de diminuer les impôts des petites entreprises (64 %), réduire le déficit du gouvernement fédéral (62 %), diminuer les impôts des Canadiens (61 %), transférer les avantages fiscaux des Canadiens à revenu élevé aux Canadiens à faible et à moyen revenu (60 %), simplifier le code des impôts (59 %), signer de nouvelles ententes de libre-échange (59 %) et augmenter les impôts des grandes entreprises (58 %).

Parmi les suggestions appuyées par une minorité de participants, nous retrouvons celles-ci : supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les petites entreprises (35 %), diminuer les impôts des grandes entreprises (19 %), augmenter les impôts des petites entreprises (10 %) et augmenter les impôts des Canadiens (10 %).

Les hommes sont plus enclins que les femmes à vouloir que le Canada soit plus concurrentiel à l'échelle internationale (82 % versus 70 %) et qu'on simplifie le code des impôts (63 % versus 54 %). Pour leur part, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à prioriser la création d'emplois (89 % versus 85 %).

Les participants de plus de 55 ans sont plus nombreux que les plus jeunes à vouloir que le gouvernement s'affaire en priorité à rendre le code des impôts plus équitable (81 %) ou à le simplifier (69 %), à transférer les avantages fiscaux des Canadiens à revenu élevé aux Canadiens à faible et à moyen revenu (67 %), à réduire le déficit fédéral (66 %) et à signer de nouvelles ententes de libre-échange (65 %).

Pour les 35 à 54 ans, il est plus important de rendre le Canada plus concurrentiel à l'échelle internationale (80 %). Les moins de 55 ans sont plus nombreux à prioriser la croissance économique du Canada (89 %).

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA					
	Sexe		Groupe d'âge		
	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
Créer des emplois					
Priorité (7-10)	85%	89%	87%	88%	86%
Neutre (5-6)	9%	7%	9%	8%	7%
Pas une priorité (1-4)	5%	3%	3%	4%	6%
Ne sait pas	1%	1%	1%	0%	1%
Favoriser la croissance économique au Canada					
	Hommes (n=521)	Femmes (n=491)	18-34 ans (n=277)	35-54 ans (n=408)	55 ans et + (n=321)

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA					
	Sexe		Groupe d'âge		
Priorité (7-10)	84%	88%	90%	88%	81%
Neutre (5-6)	10%	9%	8%	9%	12%
Pas une priorité (1-4)	4%	2%	2%	2%	5%
Ne sait pas	1%	1%	1%	1%	1%
Exiger des Canadiens à revenu élevé qu'ils paient leur juste part d'impôts	Hommes (n=510)	Femmes (n=495)	18-34 ans (n=272)	35-54 ans (n=387)	55 ans et + (n=340)
Priorité (7-10)	74%	78%	74%	73%	79%
Neutre (5-6)	14%	12%	18%	14%	8%
Pas une priorité (1-4)	11%	9%	6%	11%	11%
Ne sait pas	1%	1%	1%	2%	1%
Rendre le Canada plus concurrentiel à l'échelle internationale	Hommes (n=479)	Femmes (n=509)	18-34 ans (n=282)	35-54 ans (n=365)	55 ans et + (n=336)
Priorité (7-10)	82%	70%	71%	80%	75%
Neutre (5-6)	13%	19%	18%	13%	16%
Pas une priorité (1-4)	5%	8%	9%	6%	6%
Ne sait pas	1%	3%	2%	1%	2%
Investir dans l'infrastructure, comme les routes et les transports publics	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
Priorité (7-10)	76%	74%	74%	74%	78%
Neutre (5-6)	18%	19%	20%	20%	16%
Pas une priorité (1-4)	5%	6%	6%	5%	5%
Ne sait pas	1%	1%	1%	1%	1%
Renforcer la classe moyenne	Hommes (n=509)	Femmes (n=488)	18-34 ans (n=282)	35-54 ans (n=385)	55 ans et + (n=321)
Priorité (7-10)	75%	74%	74%	72%	79%
Neutre (5-6)	17%	19%	19%	18%	16%
Pas une priorité (1-4)	6%	6%	6%	8%	4%
Ne sait pas	2%	1%	1%	1%	2%
Rendre le code des impôts plus équitable	Hommes (n=501)	Femmes (n=501)	18-34 ans (n=284)	35-54 ans (n=392)	55 ans et + (n=323)
Priorité (7-10)	76%	74%	74%	70%	81%
Neutre (5-6)	17%	17%	20%	19%	13%
Pas une priorité (1-4)	6%	5%	3%	8%	5%
Ne sait pas	2%	3%	4%	2%	1%
Supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les Canadiens les mieux nantis	Hommes (n=490)	Femmes (n=510)	18-34 ans (n=263)	35-54 ans (n=412)	55 ans et + (n=320)
Priorité (7-10)	72%	74%	71%	72%	78%
Neutre (5-6)	13%	13%	17%	13%	9%
Pas une priorité (1-4)	12%	9%	7%	11%	12%
Ne sait pas	3%	4%	5%	4%	2%
Favoriser la croissance de la classe moyenne	Hommes (n=491)	Femmes (n=512)	18-34 ans (n=277)	35-54 ans (n=338)	55 ans et + (n=336)
Priorité (7-10)	70%	74%	75%	73%	70%
Neutre (5-6)	20%	18%	20%	19%	18%

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA					
	Sexe		Groupe d'âge		
Pas une priorité (1-4)	8%	6%	4%	7%	8%
Ne sait pas	2%	2%	1%	1%	4%
Diminuer les impôts des petites entreprises	Hommes (n=506)	Femmes (n=498)	18-34 ans (n=279)	35-54 ans (n=407)	55 ans et + (n=313)
Priorité (7-10)	66%	62%	63%	66%	62%
Neutre (5-6)	23%	27%	27%	23%	26%
Pas une priorité (1-4)	9%	11%	8%	11%	10%
Ne sait pas	1%	1%	1%	1%	1%
Réduire le déficit du gouvernement fédéral	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
Priorité (7-10)	63%	60%	57%	61%	66%
Neutre (5-6)	25%	28%	28%	27%	25%
Pas une priorité (1-4)	9%	9%	11%	10%	8%
Ne sait pas	3%	2%	4%	2%	2%
Diminuer les impôts des Canadiens	Hommes (n=505)	Femmes (n=491)	18-34 ans (n=302)	35-54 ans (n=366)	55 ans et + (n=323)
Priorité (7-10)	63%	60%	60%	61%	63%
Neutre (5-6)	22%	27%	25%	26%	23%
Pas une priorité (1-4)	14%	12%	14%	13%	12%
Ne sait pas	1%	1%	1%	0%	1%
Transférer les avantages fiscaux des Canadiens à revenu élevé aux Canadiens à faible et à moyen revenu	Hommes (n=490)	Femmes (n=505)	18-34 ans (n=287)	35-54 ans (n=386)	55 ans et + (n=317)
Priorité (7-10)	58%	62%	58%	56%	67%
Neutre (5-6)	23%	23%	27%	26%	16%
Pas une priorité (1-4)	17%	12%	12%	16%	15%
Ne sait pas	2%	3%	3%	2%	3%
Simplifier le code des impôts	Hommes (n=499)	Femmes (n=499)	18-34 ans (n=275)	35-54 ans (n=381)	55 ans et + (n=334)
Priorité (7-10)	63%	54%	51%	54%	69%
Neutre (5-6)	21%	29%	31%	27%	18%
Pas une priorité (1-4)	11%	12%	12%	14%	9%
Ne sait pas	4%	5%	6%	5%	4%
Signer de nouvelles ententes de libre-échange	Hommes (n=1 000)	Femmes (n=1 000)	18-34 ans (n=559)	35-54 ans (n=773)	55 ans et + (n=657)
Priorité (7-10)	60%	59%	53%	58%	65%
Neutre (5-6)	24%	25%	30%	26%	20%
Pas une priorité (1-4)	14%	12%	13%	13%	13%
Ne sait pas	2%	4%	4%	3%	2%
Augmenter les impôts des grandes entreprises	Hommes (n=497)	Femmes (n=503)	18-34 ans (n=267)	35-54 ans (n=398)	55 ans + (n=338)
Priorité (7-10)	55%	60%	57%	59%	57%
Neutre (5-6)	27%	27%	32%	25%	25%
Pas une priorité (1-4)	17%	11%	9%	16%	16%
Ne sait pas	1%	2%	2%	-	3%

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA					
	Sexe		Groupe d'âge		
Supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les petites entreprises	Hommes (n=510)	Femmes (n=490)	18-34 ans (n=296)	35-54 ans (n=361)	55 ans et + (n=337)
Priorité (7-10)	37%	33%	32%	33%	39%
Neutre (5-6)	25%	33%	35%	28%	25%
Pas une priorité (1-4)	35%	29%	30%	35%	31%
Ne sait pas	3%	5%	3%	4%	4%
Diminuer les impôts des grandes entreprises	Hommes (n=503)	Femmes (n=497)	18-34 ans (n=292)	35-54 ans (n=384)	55 ans et + (n=319)
Priorité (7-10)	17%	22%	15%	21%	21%
Neutre (5-6)	26%	21%	23%	25%	21%
Pas une priorité (1-4)	57%	56%	62%	52%	57%
Ne sait pas	1%	2%	1%	2%	1%
Augmenter les impôts des petites entreprises	Hommes (n=494)	Femmes (n=502)	18-34 ans (n=280)	35-54 ans (n=366)	55 ans et + (n=344)
Priorité (7-10)	9%	11%	8%	12%	10%
Neutre (5-6)	21%	19%	17%	20%	22%
Pas une priorité (1-4)	69%	68%	74%	68%	66%
Ne sait pas	1%	2%	1%	1%	2%
Augmenter les impôts des Canadiens	Hommes (n=495)	Femmes (n=509)	18-34 ans (n=257)	35-54 ans (n=407)	55 ans et + (n=334)
Priorité (7-10)	10%	10%	10%	9%	10%
Neutre (5-6)	20%	19%	22%	21%	17%
Pas une priorité (1-4)	67%	69%	68%	68%	69%
Ne sait pas	2%	2%	1%	1%	4%

Q10: Quelle priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder à chacune des mesures suivantes? Base : Tous les répondants, n=2 000 (échantillon divisé).

Dans certaines régions, les sentiments envers les enjeux sur lesquels le gouvernement du Canada devrait axer ses efforts sont plus marqués. C'est le cas notamment de la création d'emplois, qui est considérée comme une priorité partout au pays, mais principalement dans les provinces de l'Atlantique (92 %).

Voici un résumé des priorités mentionnées par les participants, par région :

- **Atlantique Canada** : créer des emplois (92 %), exiger des Canadiens à revenu élevé qu'ils paient leur juste part d'impôts (86 %), investir dans l'infrastructure, comme les routes et les transports publics (79 %), renforcer la classe moyenne (79 %) et supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les Canadiens les mieux nantis (77 %).
- **Québec** : renforcer la classe moyenne (88 %), favoriser la croissance de la classe moyenne (80 %), investir dans l'infrastructure, comme les routes et les transports publics (78 %), rendre le code des impôts plus équitable (77 %) et augmenter les impôts des grandes entreprises (68 %).
- **Ontario** : supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les Canadiens les mieux nantis (79 %), exiger des Canadiens à revenu élevé qu'ils paient leur juste part d'impôts (78 %), rendre le code des impôts plus équitable (77 %), réduire le déficit du gouvernement fédéral (65 %) et transférer les avantages fiscaux des Canadiens à revenu élevé aux Canadiens à faible et à moyen revenu (64 %).

- **Manitoba/Saskatchewan** : rendre le code des impôts plus équitable (81 %), exiger des Canadiens à revenu élevé qu'ils paient leur juste part d'impôts (78 %), favoriser la croissance de la classe moyenne (75 %) et augmenter les impôts des grandes entreprises (53 %).
- **Alberta** : réduire le déficit du gouvernement fédéral (69 %). Les Albertains sont les moins enclins à mettre la priorité à rendre le code des impôts plus équitable (60 %) et à augmenter les impôts des grandes entreprises (35 %).
- **Colombie-Britannique** : exiger des Canadiens à revenu élevé qu'ils paient leur juste part d'impôts (79 %), rendre le code des impôts plus équitable (77 %), supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les Canadiens les mieux nantis (76 %), augmenter les impôts des grandes entreprises (59 %) et supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les petites entreprises (34 %).

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA						
	Région					
	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
Créer des emplois						
Priorité (7-10)	92%	88%	87%	88%	87%	84%
Neutre (5-6)	4%	6%	8%	9%	10%	11%
Pas une priorité (1-4)	3%	5%	4%	3%	3%	5%
Ne sait pas	1%	1%	1%	1%	-	1%
Favoriser la croissance économique au Canada	ATL (n=176)	QC (n=220)	ON (n=256)	MB/SK (n=108)	AB (n=103)	BC (n=149)
Priorité (7-10)	88%	86%	85%	84%	88%	87%
Neutre (5-6)	6%	9%	10%	15%	11%	11%
Pas une priorité (1-4)	5%	4%	3%	1%	1%	2%
Ne sait pas	1%	1%	2%	-	-	1%
Exiger des Canadiens à revenu élevé qu'ils paient leur juste part d'impôts	ATL (n=186)	QC (n=214)	ON (n=266)	MB/SK (n=94)	AB (n=97)	BC (n=148)
Priorité (7-10)	86%	73%	78%	78%	61%	79%
Neutre (5-6)	5%	14%	13%	12%	23%	12%
Pas une priorité (1-4)	8%	11%	8%	9%	16%	8%
Ne sait pas	1%	2%	1%	1%	-	1%
Rendre le Canada plus concurrentiel à l'échelle internationale	ATL (n=174)	QC (n=180)	ON (n=294)	MB/SK (n=92)	AB (n=97)	BC (n=151)
Priorité (7-10)	78%	74%	76%	73%	74%	75%
Neutre (5-6)	14%	14%	17%	19%	17%	14%
Pas une priorité (1-4)	7%	8%	5%	6%	9%	9%
Ne sait pas	1%	4%	1%	2%	-	2%
Investir dans l'infrastructure, comme les routes et les transports publics	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
Priorité (7-10)	79%	78%	75%	75%	70%	75%
Neutre (5-6)	17%	17%	18%	18%	24%	19%

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA						
	Région					
Pas une priorité (1-4)	3%	4%	6%	7%	6%	6%
Ne sait pas	1%	1%	1%	1%	-	-
Renforcer la classe moyenne	ATL (n=190)	QC (n=167)	ON (n=279)	MB/SK (n=96)	AB (n=113)	BC (n=152)
Priorité (7-10)	79%	88%	72%	72%	67%	70%
Neutre (5-6)	12%	9%	20%	24%	23%	22%
Pas une priorité (1-4)	6%	2%	6%	3%	9%	8%
Ne sait pas	4%	1%	2%	1%	2%	1%
Rendre le code des impôts plus équitable	ATL (n=174)	QC (n=199)	ON (n=255)	MB/SK (n=108)	AB (n=112)	BC (n=154)
Priorité (7-10)	75%	77%	77%	81%	60%	77%
Neutre (5-6)	16%	18%	15%	14%	27%	13%
Pas une priorité (1-4)	3%	4%	6%	2%	8%	6%
Ne sait pas	5%	1%	2%	3%	4%	3%
Supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les Canadiens les mieux nantis	ATL (n=161)	QC (n=219)	ON (n=267)	MB/SK (n=100)	AB (n=96)	BC (n=157)
Priorité (7-10)	77%	70%	79%	64%	60%	76%
Neutre (5-6)	11%	11%	11%	20%	19%	13%
Pas une priorité (1-4)	10%	13%	7%	9%	19%	10%
Ne sait pas	2%	6%	3%	7%	2%	1%
Favoriser la croissance de la classe moyenne	ATL (n=160)	QC (n=233)	ON (n=271)	MB/SK (n=104)	AB (n=87)	BC (n=148)
Priorité (7-10)	73%	80%	70%	75%	60%	71%
Neutre (5-6)	17%	11%	20%	18%	36%	23%
Pas une priorité (1-4)	9%	6%	8%	5%	3%	6%
Ne sait pas	1%	3%	3%	2%	1%	1%
Diminuer les impôts des petites entreprises	ATL (n=170)	QC (n=202)	ON (n=273)	MB/SK (n=109)	AB (n=101)	BC (n=149)
Priorité (7-10)	69%	63%	65%	54%	65%	65%
Neutre (5-6)	22%	24%	25%	30%	25%	27%
Pas une priorité (1-4)	8%	12%	8%	14%	9%	9%
Ne sait pas	1%	1%	1%	1%	1%	-
Réduire le déficit du gouvernement fédéral	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
Priorité (7-10)	64%	57%	65%	60%	69%	58%
Neutre (5-6)	26%	30%	24%	29%	21%	29%
Pas une priorité (1-4)	8%	11%	9%	7%	8%	10%
Ne sait pas	3%	3%	2%	4%	2%	3%
Diminuer les impôts des Canadiens	ATL (n=176)	QC (n=191)	ON (n=265)	MB/SK (n=105)	AB (n=104)	BC (n=155)

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA						
	Région					
	ATL	QC	ON	MB/SK	AB	BC
Priorité (7-10)	69%	59%	62%	61%	58%	62%
Neutre (5-6)	20%	24%	26%	24%	29%	23%
Pas une priorité (1-4)	11%	16%	11%	13%	13%	14%
Ne sait pas	1%	1%	1%	2%	-	1%
Transférer les avantages fiscaux des Canadiens à revenu élevé aux Canadiens à faible et à moyen revenu	ATL (n=164)	QC (n=186)	ON (n=284)	MB/SK (n=106)	AB (n=103)	BC (n=152)
Priorité (7-10)	69%	56%	64%	61%	49%	60%
Neutre (5-6)	20%	27%	20%	18%	28%	25%
Pas une priorité (1-4)	10%	14%	14%	16%	20%	14%
Ne sait pas	1%	3%	2%	4%	2%	1%
Simplifier le code des impôts	ATL (n=176)	QC (n=201)	ON (n=295)	MB/SK (n=92)	AB (n=88)	BC (n=146)
Priorité (7-10)	64%	60%	57%	54%	60%	58%
Neutre (5-6)	24%	25%	24%	31%	25%	26%
Pas une priorité (1-4)	9%	12%	11%	9%	13%	13%
Ne sait pas	4%	3%	7%	5%	2%	3%
Signer de nouvelles ententes de libre-échange	ATL (n=350)	QC (n=400)	ON (n=550)	MB/SK (n=200)	AB (n=200)	BC (n=300)
Priorité (7-10)	65%	62%	59%	54%	52%	60%
Neutre (5-6)	19%	22%	25%	32%	32%	23%
Pas une priorité (1-4)	11%	13%	13%	10%	12%	16%
Ne sait pas	5%	3%	3%	3%	4%	2%
Augmenter les impôts des grandes entreprises	ATL (n=177)	QC (n=218)	ON (n=279)	MB/SK (n=94)	AB (n=90)	BC (n=142)
Priorité (7-10)	62%	68%	56%	53%	35%	59%
Neutre (5-6)	22%	22%	27%	29%	41%	24%
Pas une priorité (1-4)	15%	10%	15%	15%	22%	15%
Ne sait pas	1%	1%	2%	2%	2%	1%
Supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les petites entreprises	ATL (n=189)	QC (n=181)	ON (n=283)	MB/SK (n=100)	AB (n=104)	BC (n=143)
Priorité (7-10)	37%	53%	30%	19%	23%	34%
Neutre (5-6)	27%	25%	31%	35%	25%	30%
Pas une priorité (1-4)	32%	19%	33%	39%	50%	34%
Ne sait pas	4%	2%	6%	8%	1%	1%
Diminuer les impôts des grandes entreprises	ATL (n=173)	QC (n=182)	ON (n=271)	MB/SK (n=106)	AB (n=110)	BC (n=158)
Priorité (7-10)	22%	16%	21%	19%	15%	23%
Neutre (5-6)	21%	20%	22%	27%	36%	21%
Pas une priorité (1-4)	55%	63%	56%	52%	48%	55%

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA						
Région						
Ne sait pas	1%	2%	1%	2%	1%	2%
Augmenter les impôts des petites entreprises	ATL (n=180)	QC (n=198)	ON (n=277)	MB/SK (n=91)	AB (n=99)	BC (n=151)
Priorité (7-10)	9%	16%	9%	9%	3%	9%
Neutre (5-6)	16%	24%	22%	15%	14%	15%
Pas une priorité (1-4)	72%	58%	68%	74%	82%	75%
Ne sait pas	2%	2%	1%	2%	-	2%
Augmenter les impôts des Canadiens	ATL (n=174)	QC (n=209)	ON (n=285)	MB/SK (n=95)	AB (n=96)	BC (n=145)
Priorité (7-10)	4%	9%	13%	12%	6%	8%
Neutre (5-6)	21%	17%	21%	16%	18%	23%
Pas une priorité (1-4)	75%	72%	63%	72%	73%	67%
Ne sait pas	1%	2%	3%	1%	3%	1%

Q10: Quelle priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder à chacune des mesures suivantes? Base : Tous les répondants, n=2 000 (échantillon divisé).

Contexte et méthodologie



Contexte et objectifs de la recherche

Le gouvernement du Canada a réalisé des investissements importants pour stimuler l'économie et s'est engagé à pratiquer une saine gestion des finances afin de soutenir ces investissements. Un récent exemple est le Budget 2017 qui vise à préserver l'équilibre entre le besoin d'investir de manière ciblée pour assurer la croissance économique et celui de préserver un faible niveau d'endettement du Canada pour les générations actuelles et futures.

Les nouveaux plans de développement économique et le climat d'incertitude économique à l'échelle planétaire nous exhortent à comprendre de quelle manière les Canadiens perçoivent les mesures prises par le gouvernement et la situation économique.

Par conséquent, le ministère des Finances Canada a constaté la nécessité de mener une étude de marché primaire pour connaître les préoccupations et les perceptions des Canadiens envers l'état actuel de l'économie canadienne, les enjeux économiques émergents, leur sentiment de bien-être financier personnel et leurs attentes quant au rôle du gouvernement du Canada sur le plan de l'économie.

Les résultats de cette recherche permettront au gouvernement du Canada de mieux comprendre l'environnement public et de mieux communiquer ses plans d'action qui ont pour but d'améliorer le potentiel de croissance à long terme du Canada.

Méthodologie

Aperçu : La méthodologie de recherche était divisée en deux étapes : tout d'abord, dix groupes de discussion composés de Canadiens ont été réunis dans cinq villes, suivi d'un sondage téléphonique national réalisé auprès de 2 000 ménages canadiens.

Groupes de discussion

Quorus a adapté et traduit le questionnaire de recrutement et le guide du modérateur. Ces instruments de recherche ont été conçus selon les spécifications utilisées par le ministère des Finances Canada lors de cycles de recherche précédents. Les consultants de Quorus ont actualisé les documents de recherche afin qu'ils répondent aux objectifs de la présente étude.

La clientèle cible pour les groupes de discussion était des adultes canadiens de 18 ans et plus. Les participants ont été sélectionnés au hasard parmi le grand public durant un appel téléphonique. Le questionnaire de recrutement contenait des questions visant à déterminer si les candidats remplissaient les conditions de participation et à obtenir une bonne représentation hommes-femmes d'ethnicités et d'âges variés. De plus, dans chaque ville, les groupes étaient divisés en fonction du revenu des participants ou des ménages, selon les définitions suivantes :

- Un « revenu élevé » est défini comme quiconque ayant un revenu annuel personnel supérieur à 80 000 \$ ou toute personne dans un ménage avec des revenus multiples et un revenu annuel du ménage supérieur à 100 000 \$.
- Un « faible/moyen revenu » est défini comme quiconque ayant un revenu annuel personnel pouvant atteindre 80 000 \$ ou toute personne dans un ménage avec des revenus multiples et un revenu annuel du ménage inférieur à 100 000 \$.

Pour les séances à North York, les participants ont été recrutés exclusivement dans les secteurs de Markham, Vaughn, Richmond Hill et autres banlieues de Toronto dans la même zone.

Pour les séances à Laval, les participants étaient des résidents de Laval et de la Rive-Nord.

Quorus a recruté 10 participants par groupe, pour s'assurer de la présence de 8 à 10 d'entre eux. Chaque participant a reçu une prime de 75 \$ au terme des séances. De plus :

- Toutes les entrevues de recrutement se sont déroulées dans la langue officielle au choix du participant (en anglais ou en français).
- Ceux qui l'ont demandé ont été informés sur la manière dont ils pouvaient accéder aux résultats de l'étude.
- À la demande des participants, Quorus a révélé sa politique de confidentialité.
- Le questionnaire de recrutement visait à confirmer que les participants étaient en mesure de s'exprimer, de comprendre, de lire et d'écrire dans la langue qui serait utilisée pour la séance.
- Les participants ont été informés des droits que leur confèrent la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi sur l'accès à l'information*. Ils ont reçu l'assurance que ces droits seraient respectés tout au long du processus de recherche. Ces droits étaient les suivants : être informés des objectifs de la recherche; connaître le ministère ou l'organisme ayant commandé l'étude et le fournisseur des services de recherche; être informés que les résultats de l'étude seraient disponibles à Bibliothèque et Archives Canada pour le grand public, dans les six mois suivant la fin des travaux; être informés que leur participation à l'étude était strictement volontaire et que les renseignements fournis seraient gérés conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

À l'étape du recrutement et au début de chacune des séances de discussion, les participants ont été informés que l'étude était menée pour le gouvernement du Canada et le ministère des Finances. Ils ont également été informés que les séances seraient enregistrées sur bande audiovisuelle et que des observateurs du Ministère seraient présents. Quorus s'était assuré d'obtenir le consentement des participants à l'étape du recrutement et avant leur entrée dans la salle de réunion.

Toutes les séances ont eu lieu dans un local qui permettait d'observer les discussions. Des installations de recherche professionnelles ont été utilisées dans les villes où elles étaient disponibles. Dans les autres cas,

Quorus avait pris les dispositions nécessaires pour que le client puisse observer les séances dans un local doté d'un écran de télévision en circuit fermé, adjacent à la salle où étaient réunis les participants. Dans toutes les villes, du matériel d'enregistrement audiovisuel était en place.

Au total, 71 personnes ont participé aux séances. Les emplacements et les dates sont présentés ci-dessous :

Ville	Segment	Langue	Nombre de participants	Date et heure
Victoria, C.-B.	Revenu élevé	Anglais	4	15 août à 17 h 30
Victoria, C.-B.	Faible/moyen revenu	Anglais	8	15 août à 19 h 30
Edmonton, AB	Faible/moyen revenu	Anglais	8	17 août à 17 h 30
Edmonton, AB	Revenu élevé	Anglais	7	17 août à 19 h 30
North York, ON	Faible/moyen revenu	Anglais	8	18 août à 17 h 30
North York, ON	Revenu élevé	Anglais	6	18 août à 19 h 30
Laval, QC	Revenu élevé	Français	6	22 août à 12 h 30
Laval, QC	Faible/moyen revenu	Français	9	22 août à 14 h 30
Sudbury, ON	Faible/moyen revenu	Anglais	7	23 août à 17 h 30
Sudbury, ON	Revenu élevé	Anglais	8	23 août à 19 h 30

Toutes les séances étaient animées par Rick Nadeau, chercheur principal bilingue de Quorus, d'après la convention d'offre à commandes du gouvernement du Canada.

Mise en garde concernant la recherche qualitative

La recherche qualitative a pour but d'acquérir une compréhension et d'établir une orientation plutôt que des mesures quantitativement extrapolables. Son objectif n'est pas de générer des « statistiques », mais de recueillir un éventail complet d'opinions sur un sujet donné, de comprendre le langage utilisé par les participants, de mesurer le degré de passion et d'engagement et de miser sur l'énergie du groupe pour inspirer des idées. Les participants sont encouragés à exprimer leurs opinions, peu importe qu'elles soient partagées ou non par le reste du groupe.

Étant donné la taille de l'échantillon, les méthodes de recrutement particulières utilisées et les objectifs de la recherche, il est clairement entendu que les travaux sous discussion sont de nature exploratoire. Les résultats ne doivent donc pas être extrapolés à une population plus vaste.

Plus précisément, il est inapproprié de suggérer ou de laisser entendre que quelques (ou plusieurs) vrais utilisateurs agiraient d'une certaine façon simplement parce que quelques (ou plusieurs) participants se sont comportés ainsi durant les séances. Ce type de projection relève exclusivement de la recherche quantitative.

Sondage

Tous les travaux de recherche ont été menés conformément aux normes professionnelles établies par l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM) et aux normes en matière de recherche sur l'opinion publique du gouvernement du Canada.

- Le sondage téléphonique a été réalisé à l'échelle nationale avec des Canadiens âgés de 18 ans et plus. L'échantillon était composé de numéros de téléphone sur fil traditionnel, avec un sous-segment de ménages avec téléphones sans fil seulement. Des numéros de sans-fils ont été ajoutés à l'échantillon de composition numérique aléatoire sur fil afin de réduire les erreurs de couverture et d'obtenir un échantillon final plus représentatif.
- Quorus a conçu l'instrument de sondage en anglais et a collaboré avec le client pour s'assurer qu'il respectait les objectifs de la recherche, qu'il utilisait un langage simple à comprendre pour les participants et que le questionnaire se lisait facilement. Quorus a collaboré avec le ministère des Finances Canada pour peaufiner la version finale et a traduit le document tel qu'approuvé par le client. Les répondants avaient le choix de faire le sondage en anglais ou en français.
- Quorus a informé les participants des droits que leur confèrent la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la *Loi sur l'accès à l'information* et s'est assuré que ces droits étaient respectés tout au long du processus de recherche. Ces droits étaient les suivants : être informés des objectifs de la recherche ; connaître le ministère ou l'organisme ayant commandé l'étude et le fournisseur des services de recherche ; être informés que les résultats de l'étude seraient disponibles à Bibliothèque et Archives Canada pour le grand public, dans les six mois suivant la fin des travaux ; être informés que leur participation à l'étude était strictement volontaire et que les renseignements fournis seraient gérés conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.
- L'introduction du sondage a été modifiée pour bien capter la réalité concernant les appels téléphoniques aux Canadiens sur les appareils sans fils (p. ex., en s'assurant qu'ils ne sont pas au volant d'un véhicule, en leur offrant le choix de les rappeler sur leur téléphone sur fil s'ils le préfèrent).
- Le sondage durait en moyenne 12 minutes et comportait presque exclusivement des questions fermées.
- Les versions finales et approuvées des questionnaires ont été programmées pour la collecte téléphonique des données assistée par ordinateur et le sondage a été enregistré dans le système national d'enregistrement des sondages de l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM).

- Au total, 2 000 entrevues téléphoniques ont été réalisées à l'échelle nationale selon la technique de l'échantillonnage aléatoire stratifié. La strate de l'échantillon permettait une analyse maximale du potentiel par région, groupe d'âge et sexe.
- La collecte de données s'est déroulée du 6 septembre au 1^{er} octobre 2017 et comprenait un test préliminaire de dix sondages avec des participants anglophones et dix sondages avec des participants francophones. Ce test a permis d'évaluer le débit du sondage, la compréhension des questions, le langage, l'intégrité des données et plus particulièrement la longueur du questionnaire.
- Pour cette étude, les quotas pour chaque province ont été établis de manière à générer suffisamment de données régionales pour permettre une analyse solide. Les données ont été contrôlées afin d'obtenir un échantillon composé d'un nombre égal d'hommes et de femmes dans chaque province et de veiller à ce qu'aucun groupe d'âge ne soit sous-représenté. La marge d'erreur pour un échantillon de cette taille est de +/- 2,2 %, 19 fois sur 20. Au total, 2 000 entrevues ont été réalisées à l'aide de la méthode d'échantillonnage aléatoire stratifié. Le taux de réponse pour l'ensemble de l'échantillon était de 7,5 %. Compte tenu de cette marge d'erreur, les résultats peuvent être extrapolés à une population plus vaste. Les marges d'erreur varient selon plusieurs facteurs. Ainsi, la marge d'erreur sera plus élevée pour les sous-groupes avec un échantillon plus petit. De la même manière, la marge d'erreur est généralement plus élevée pour les questions auxquelles 50 % des participants ont donné une réponse X et l'autre 50 %, une réponse Y. Normalement, la marge d'erreur diminue au fur et à mesure que le pourcentage pour une réponse donnée approche 0 % ou 100 %.

PROVINCE	DISTRIBUTION DE L'ÉCHANTILLON	MARGE D'ERREUR
Terre-Neuve-et-Labrador	75	+/- 11,3%
Île-du-Prince-Édouard	75	+/- 11,3%
Nouveau-Brunswick	100	+/- 9,8%
Nouvelle-Écosse	100	+/- 9,8%
Québec	400	+/- 4,9%
Ontario	550	+/- 4,2%
Manitoba/Nunavut	100	+/- 9,8%
Saskatchewan	100	+/- 9,8%
Alberta/T.-N.-O.	200	+/- 6,9%
Colombie-Britannique/Yukon	300	+/- 5,7%
TOTAL	2 000	+/- 2,2%

- Les données ont été pondérées par région, sexe, âge et milieu urbain ou rural pour obtenir un échantillon qui reflète la population canadienne d'après les données du dernier recensement.
- Remarque : Certains tableaux contenus au présent rapport contiennent des cellules ombragées vertes qui indiquent des écarts statistiquement importants entre les segments. Les tailles des échantillons sont également indiquées par la notation statistique « n » pour les échantillons aléatoires fondés sur les probabilités.

RAPPORT DE DISPOSITION DES APPELS

	TOTAL	CA	CELL
Total de tentatives d'appel	92 711	25 376	67 335
Non admissibles – Non valides	58 622	8 118	50 504
Non résolu (NR)	11 078	5 570	5 508
<i>Pas de réponse/boîte vocale</i>	<i>11 078</i>	<i>5 570</i>	<i>5 508</i>
Unités admissibles non répondantes (UA)	3 981	1 751	2 230
<i>Problèmes de langue</i>	<i>546</i>	<i>270</i>	<i>276</i>
<i>Incapacité de terminer (maladie/décès)</i>	<i>200</i>	<i>134</i>	<i>66</i>
<i>Rappels (répondants non disponibles)</i>	<i>3 235</i>	<i>1 347</i>	<i>1 888</i>
Total des personnes invitées	19 030	9 937	9 093
<i>Refus</i>	<i>15 980</i>	<i>8 119</i>	<i>7 861</i>
<i>Sondages terminés</i>	<i>310</i>	<i>158</i>	<i>152</i>
Unités admissibles répondantes (UR)	2 740	1 660	1 080
<i>Entrevues complètes</i>	<i>2 000</i>	<i>1 065</i>	<i>935</i>
<i>NQ - Quota atteint</i>	<i>740</i>	<i>595</i>	<i>145</i>
Taux de refus	85,60	83,29	88,12
Taux de réponse	8,04	9,62	6,42
Incidence	100,00	100,00	100,00

Annexes



Focus Group Recruitment Screener Specifications

- Recruit 10 participants.
- Participants to be paid \$75.
- 1 group in each location will be held with participants from low/middle income households and the other with participants from high income households.
- “High income” is defined as anyone with a personal annual income of over \$80,000 or anyone in a household with multiple incomes with an annual household income of over \$100,000.
- “Low/middle” income is defined as anyone with a personal annual income of up to \$80,000 or anyone in a household with multiple incomes with an annual household income of under \$100,000.
- **For sessions in North York**, participants are to be recruited exclusively from areas like Markham, Vaughn, Richmond Hill and other Toronto suburbs in the same zone.
- **For sessions in Laval**, participants are to be recruited exclusively from areas like Laval and other North Shore suburbs.

Group 1 Victoria August 15 5:30 pm High income	Group 2 Victoria August 15 7:30 pm Low/middle income	Group 3 Edmonton August 17 5:30 pm Low/middle income	Group 4 Edmonton August 17 7:30 pm High income	Group 5 North York August 18 5:30 pm Low/middle income
Group 6 North York August 18 7:30 pm High income	Group 7 Laval August 22 5:30 pm High income	Group 8 Laval August 22 7:30 pm Low/middle income	Group 9 Sudbury August 23 5:30 pm Low/middle income	Group 10 Sudbury August 23 7:30 pm High income

Questionnaire

A. Introduction

Hello/Bonjour, my name is _____. Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en anglais ou en français?

[INTERVIEWER NOTE: FOR ENGLISH GROUPS, IF PARTICIPANT WOULD PREFER TO CONTINUE IN FRENCH, PLEASE RESPOND WITH, "Malheureusement, nous recherchons des gens qui parlent anglais pour participer à ces groupes de discussion. Nous vous remercions de votre intérêt." FOR FRENCH GROUP, IF PARTICIPANT WOULD PREFER TO CONTINUE IN ENGLISH, PLEASE RESPOND WITH, "Unfortunately, we are looking for people who speak French to participate in this discussion group. We thank you for your interest."]

I'm calling from Nielsen, an international research firm with offices in Canada. We're organizing a series of discussion groups on behalf of the Government of Canada to discuss current issues of interest to Canadians. The groups will last up to two hours and people who take part will receive a cash gift to thank them for their time.

Participation is completely voluntary. We are interested in your opinions. No attempt will be made to sell you anything or change your point of view. The format is a "round table" discussion led by a research professional with up to eight participants. All opinions will remain anonymous and will be used for research purposes only in accordance with laws designed to protect your privacy.

[INTERVIEWER NOTE: IF ASKED ABOUT PRIVACY LAWS, SAY: "The information collected through the research is subject to the provisions of the *Privacy Act*, legislation of the Government of Canada, and to the provisions of relevant provincial privacy legislation."]

Before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix of people in each of the groups. This will take 5 minutes. May I continue?

Yes	CONTINUE
No	THANK/DISCONTINUE

B. Qualification

1. Do you, or any member of your household or immediate family, work in any of the following fields? **READ LIST**

Marketing research, public relations firm, or advertising agency,
The media (radio, television, newspapers, magazines, etc.),
A federal or provincial government department or agency
A political party

Yes	THANK/DISCONTINUE
No	CONTINUE

2. We have been asked to speak to participants from all different ages. May I have your age please?
_____. **RECORD – OBTAIN A RANGE ACROSS THE 2 SESSIONS IN EACH CITY**

Under 18	THANK/DISCONTINUE
18 to 24 years	
25 to 34 years	
35 to 44 years	
45 to 54 years	
55 to 64 years	
65 to 74 years	
75 years or older	THANK/DISCONTINUE

3. Record gender by observation. **50/50 SPLIT**

Female
Male

4. Are you the head or co-head of your household?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND TERMINATE**

5. Are you working?

Full Time (35 hrs. +)	4 minimum
Part Time (under 35 hrs.)	2 max.
Homemaker	1 max.
Student	1 max. ONLY QUALIFIES FOR GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
Retired	2 max.
Unemployed	1 max. ONLY QUALIFIES FOR GROUPS 1, 4, 5, 8, 9

****STUDENTS SKIP TO Q10**

6. **[ASK FULL AND PART TIME ONLY]** What is your current occupation? **RECORD:**

Type of Job: _____
Type of Company: _____

[IF PARTICIPANT WAS OR IS AT ALL INVOLVED IN TAX RETURN PREPARATION, TAX EXPERT, ACCOUNTANT OR RELATED INDUSTRY, FLAG FOR SUPERVISOR]

7. How many people, including yourself, earn an income in your household?

One	ASK Q8
Two	SKIP TO Q9
Three	SKIP TO Q9
Four or more	SKIP TO Q9

IF ONLY ONE PERSON IN HOUSEHOLD ASK:

8. Which of the following categories best corresponds to your total personal annual income, before taxes, for 2016? **READ**

Under \$30,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$30,000 to \$60,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$60,000 to \$80,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$80,000 to \$100,000	GROUPS 2, 3, 6, 7, 10
\$100,000 to \$150,000	GROUPS 2, 3, 6, 7, 10
\$150,000 and over	GROUPS 2, 3, 6, 7, 10
REFUSE/DK/NA	TERMINATE

ASK ALL FROM HOUSEHOLDS WITH MORE THAN ONE PERSON:

9. Which of the following categories best corresponds to the total annual income, before taxes, of all members of your household, for 2016? **READ**

Under \$30,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$30,000 to \$60,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$60,000 to \$80,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$80,000 to \$100,000	GROUPS 1, 4, 5, 8, 9
\$100,000 to \$150,000	GROUPS 2, 3, 6, 7, 10
\$150,000 and over	GROUPS 2, 3, 6, 7, 10
REFUSE/DK/NA	TERMINATE

ASK ALL

10. Could you please tell me what is the last level of education that you completed? **READ LIST; GET MIX**

Some High School only
Completed High School
Trade School certificate
Some Post secondary
Completed Post secondary
Graduate degree

11. Do you consider yourself to be a member of a visible ethno-cultural group?

Yes	CONTINUE
No	GO TO Q13

12. What is your ethnic background? **RECORD:**

Ethnicity: _____

In each city, recruit at least two per group who are of non-European descent or who are other visible minorities (i.e. Chinese or South Asian, but could include aboriginal people or Afro-Canadians as well).

13. Participants in group discussions are asked to voice their opinions and thoughts, how comfortable are you in voicing your opinions in front of others? Are you... **READ OPTIONS**

Very comfortable	MIN 5 PER GROUP
Fairly comfortable	
Not very comfortable	TERMINATE
Very uncomfortable	TERMINATE

14. Have you ever attended a discussion group or interview on any topic that was arranged in advance and for which you received money for your participation?

Yes	MAXIMUM 5 PER GROUP
No	GO TO INVITATION

15. When did you last attend one of these discussion groups or interviews?

Within the last 6 months	TERMINATE
Over 6 months ago	

16. How discussion groups or interviews have you attended in the past 5 years?

Fewer than 5	
5 or more	TERMINATE

17. Sometimes participants are also asked to write out their answers on a questionnaire. Is there any reason why you could not participate? If you need glasses to read, please remember to bring them. (Add hearing impairment.)

Yes	TERMINATE
No	

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY.

C. INVITATION TO PARTICIPATE

I would like to invite you to attend the focus group session where you will exchange your opinions in a moderated discussion with other Canadians from your community. The discussion will be lead by a researcher from the national public opinion research firm, Quorus Consulting. The session will be taped and observed but your participation will be confidential. The group will take place on **[DAY OF WEEK]**, **[DATE]**, at **[TIME]**. It will last two hours. People who attend will receive \$75 to thank them for their time. Would you be willing to attend?

Yes
No

TERMINATE

Do you have a pen handy so that I can give you the address where the group will be held? It will be held at **[INSERT FACILITY]**. I would like to remind you that the group is at **[TIME]** on **[DATE]**. We ask that you arrive 15 minutes early.

At the facility, you will be asked to produce photo identification, so please remember to bring something with you (for example, a driver's license). If you use glasses to read, please remember to bring them with you. Participants may be asked to review some materials in **[ENGLISH/FRENCH]** during the discussion.

The session will be video recorded for research purposes and representatives of the Government of Canada research team will be observing from an adjoining room. You will be asked to sign a waiver to acknowledge that you will be video recorded during the session. The recordings will be used only by the Quorus Consulting research team and will not be shared with others. As I mentioned, all information collected in the group discussion will remain anonymous and be used for research purposes only in accordance with laws designed to protect your privacy.

As we are only inviting a small number of people to attend, your participation is very important to us. If for some reason you are unable to attend, please call us so that we can get someone to replace you. You can reach us at **[INSERT NUMBER]** at our office. Please ask **for [INSERT NAME]**.

Someone will call you the day before to remind you about the session.

So that we can call you to remind you about the focus group or contact you should there be any changes, can you please confirm your name and contact information for me?

First name: _____
Last Name: _____
Daytime phone number: _____
Evening phone number: _____

Questionnaire de recrutement

Caractéristiques

- Au total, 10 personnes seront recrutées pour chaque séance.
- Chacun des participants recevra 75 \$.
- Dans chaque ville, un groupe sera composé de participants provenant de ménages à faible/moyen revenu et un autre, de participants provenant de ménages à revenu élevé.
- Un « revenu élevé » est défini comme quiconque ayant un revenu annuel personnel supérieur à 80 000 \$ ou toute personne dans un ménage avec des revenus multiples et un revenu annuel du ménage supérieur à 100 000 \$.
- Un « faible/moyen revenu » est défini comme quiconque ayant un revenu annuel personnel pouvant atteindre 80 000 \$ ou toute personne dans un ménage avec des revenus multiples et un revenu annuel du ménage inférieur à 100 000 \$.
- **Pour les groupes à North York**, les participants devront parvenir exclusivement de banlieues comme Markham, Vaughan, Richmond Hill et d'autres banlieues de Toronto de la même région.
- **Pour les groupes à Laval**, les participants devront parvenir exclusivement de banlieues comme Laval et d'autres banlieues de la Rive Nord.

Groupe 1 Victoria 15 aout 17 h 30 Revenu élevé	Groupe 2 Victoria 15 aout 19 h 30 Faible/moyen revenu	Groupe 3 Edmonton 10 aout 17 h 30 Faible/ moyen revenu	Groupe 4 Edmonton 10 aout 19 h 30 Revenu élevé	Groupe 5 North York 18 aout 17 h 30 Faible/moyen revenu
Groupe 6 North York 18 aout 19 h 30 Revenu élevé	Groupe 7 Laval 22 aout 17 h 30 Revenu élevé	Groupe 8 Laval 22 aout 19 h 30 Faible/ moyen revenu	Groupe 9 Sudbury August 23 17 h 30 Faible/ moyen revenu	Groupe 10 Sudbury August 23 19 h 30 Revenu élevé

Questionnaire

A. Introduction

Bonjour, je m'appelle _____. Préférez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?

[REMARQUE À L'INTENTION DE L'INTERVIEWEUR : DANS LE CAS DES GROUPES FRANCOPHONES, SI LE PARTICIPANT PRÉFÈRE CONTINUER EN ANGLAIS, VEUILLEZ LUI RÉPONDRE CE QUI SUIT :

« Unfortunately, we are looking for people who speak French to participate in this discussion group. We thank you for your interest. »]

DANS LE CAS DES GROUPES ANGLOPHONES, SI LE PARTICIPANT PRÉFÈRE CONTINUER EN FRANÇAIS, VEUILLEZ LUI RÉPONDRE CE QUI SUIVIT : « Malheureusement, nous recherchons des gens qui parlent anglais pour faire partie de ces groupes de discussion. Nous vous remercions de votre intérêt. »

Je vous appelle de Nielsen, une firme de recherche internationale ayant des bureaux au Canada. Nous organisons une série de groupes de discussion pour le compte du gouvernement du Canada afin d'explorer des sujets d'actualité qui intéressent les Canadiens. La séance de discussion durera environ deux heures. Chaque participant recevra une prime en argent en guise de remerciement.

Votre participation est entièrement volontaire. Nous aimerions connaître votre opinion. Personne ne tentera de vous vendre quoi que ce soit ni de vous amener à changer votre point de vue. Les discussions prendront la forme d'une « table ronde » dirigée par un professionnel de la recherche et réunissant huit participants au maximum. Toutes les opinions exprimées demeureront anonymes et ne serviront qu'aux fins de la recherche, conformément aux lois visant à protéger votre vie privée.

[REMARQUE À L'INTENTION DE L'INTERVIEWEUR : SI L'INTERLOCUTEUR POSE DES QUESTIONS AU SUJET DES LOIS SUR LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE, DITES-LUI CE QUI SUIVIT : « Les renseignements recueillis dans le cadre de la recherche sont assujettis aux dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, des autres lois du gouvernement du Canada et des lois provinciales applicables sur la protection de la vie privée. »]

Avant de vous inviter à faire partie d'un groupe de discussion, nous devons vous poser quelques questions pour assurer une bonne diversité de participants dans chaque groupe. Il vous faudra cinq minutes pour y répondre. Puis-je continuer?

Oui	1	CONTINUER
Non	2	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

B. Admissibilité

1. Est-ce qu'un membre de votre ménage ou de votre famille immédiate, y compris vous-même, travaille dans l'un des domaines suivants ? **LIRE LA LISTE**

Une firme d'études de marché, un cabinet de relations publiques ou une agence de publicité
Les médias (radio, télévision, journaux, revues, etc.)
Un ministère ou organisme fédéral ou provincial
Un parti politique

Oui	1	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN
Non	2	CONTINUER

2. Nous devons nous entretenir avec des participants d'âges différents. Puis-je vous demander votre âge ? _____. **INSCRIRE. RECRUTER UNE VARIÉTÉ DE PARTICIPANTS POUR LES DEUX SÉANCES DANS CHAQUE VILLE.**

Moins de 18 ans	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN
18-24 ans	
25-34 ans	
35-44 ans	
45-54 ans	
65-74 ans	
75 ans ou plus	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

3. Noter le sexe selon vos observations. **VISER UN NOMBRE ÉGAL D'HOMMES ET DE FEMMES.**

Femme	1
Homme	2

4. Êtes-vous le chef ou l'un des chefs de votre ménage?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

5. Travaillez-vous?

À temps plein (35 heures et plus)	4 au minimum
À temps partiel (moins de 35 heures)	2 au maximum
Personne au foyer	1 au maximum
Étudiant(e)	1 au maximum GROUPES 1, 4, 5, 8, 9 SEULEMENT
Retraité(e)	2 au maximum
Sans emploi	1 au maximum GROUPES 1, 4, 5, 8, 9 SEULEMENT

**** PASSER À LA Q10 POUR LES ÉTUDIANTS**

6. **[DEMANDER AUX PERSONNES TRAVAILLANT À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL SEULEMENT]** Quel est votre emploi actuel? **NOTER :**

Type d'emploi : _____

Type d'entreprise : _____

(PRÉCISER : SI LE RÉPONDANT TRAVAILLE OU TRAVAILLAIT DE PRÈS OU DE LOIN DANS LA PRÉPARATION DE DÉCLARATIONS DE REVENUS, COMME FISCALISTE OU COMPTABLE, OU DANS UNE INDUSTRIE CONNEXE, L'INDIQUER POUR LE SUPERVISEUR.)

7. Combien de personnes habitant sous votre toit gagnent un revenu, vous compris?

Une	PASSER À LA Q8
Deux	SAUTER À LA Q9
Trois	SAUTER À LA Q9
Quatre ou plus	SAUTER À LA Q9

SI UNE SEULE PERSONNE DANS LE MÉNAGE, DEMANDER :

8. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux à votre revenu annuel personnel total, avant impôt, pour 2016? **LIRE LA LISTE**

Moins de 30 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
30 000 \$ à 60 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
60 000 \$ à 80 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
80 000 \$ à 100 000 \$	GROUPES 2, 3, 6, 7, 10
100 000 \$ à 150 000 \$	GROUPES 2, 3, 6, 7, 10
150 000 \$ et plus	GROUPES 2, 3, 6, 7, 10
REFUS/NSP/PR	REMERCIER ET METTRE FIN A L'ENTRETIEN

DEMANDER À TOUS CEUX VIVANT DANS DES MÉNAGES DE DEUX PERSONNES ET PLUS :

9. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu annuel total, avant impôt, de tous les membres de votre ménage pour 2016? **LIRE LA LISTE**

Moins de 30 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
30 000 \$ à 60 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
60 000 \$ à 80 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
80 000 \$ à 100 000 \$	GROUPES 1, 4, 5, 8, 9
100 000 \$ à 150 000 \$	GROUPES 2, 3, 6, 7, 10
150 000 \$ et plus	GROUPES 2, 3, 6, 7, 10
REFUS/NSP/PR	REMERCIER ET METTRE FIN A L'ENTRETIEN

DEMANDER À TOUS

10. Pourriez-vous me dire quel est le dernier niveau de scolarité que vous avez atteint? **LIRE LA LISTE; VISER UN ÉQUILIBRE**

- Études secondaires partielles
- Études secondaires terminées
- Certificat d'une école de métier
- Études post-secondaires partielles
- Études post-secondaires terminées
- Diplôme universitaire

11. Vous considérez-vous comme membre d'un groupe ethnoculturel visible?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q13**

12. Quelle est votre origine ethnique? **NOTER :**

Ethnicité : _____

Dans chaque ville, recruter au moins deux personnes par groupe de descendance autre qu'européenne ou qui sont membres d'autres minorités visibles (c.-à-d. Chinois ou Sud Asiatiques, mais aussi membres de peuples autochtones ou Afro-Canadiens).

13. Les participants aux groupes de discussion sont invités à formuler opinions et commentaires. Dans quelle mesure vous sentez-vous à l'aise d'émettre vos opinions devant d'autres personnes? Vous sentez-vous...
LIRE LA LISTE

Tout à fait à l'aise	1	MINIMUM DE 5 PAR GROUPE
À l'aise	2	
Pas très à l'aise	3	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN
Pas du tout à l'aise	4	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion ou à une entrevue organisée à l'avance et reçu une somme d'argent pour votre participation ?

Oui **MAXIMUM DE 5 PAR GROUPE**
No **PASSER À L'INVITATION**

15. À quand remonte votre dernière participation à un groupe de discussion ou à une entrevue ?

Il y a moins de 6 mois	1	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN
Il y a plus de 6 mois	2	

16. À combien de groupes ou d'entretiens face à face avez-vous participé au cours des 5 dernières années?

Moins de 5 **REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN**
5 ou plus

17. Les participants sont parfois invités à écrire leurs réponses sur un questionnaire. Y a-t-il une raison qui vous empêcherait de participer ? Si vous avez besoin de lunettes pour lire, veuillez les apporter. (Ajouter déficience auditive)

Oui
Non

REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT MENTIONNE UN TROUBLE VISUEL OU AUDITIF, UN PROBLÈME DE LANGUE ÉCRITE OU VERBALE OU UNE INQUIÉTUDE À NE PAS POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT.

C. INVITATION À PARTICIPER

J'aimerais vous inviter à participer à une séance de discussion de groupe durant laquelle vous pourrez échanger vos opinions avec d'autres Canadiens et Canadiennes de votre collectivité. La discussion sera animée par un professionnel de la recherche du groupe-conseil Quorus, une firme de recherche sur l'opinion publique. La séance sera enregistrée et observée, mais votre participation sera confidentielle. La discussion de deux heures aura lieu le (**JOUR DE LA SEMAINE**) (**DATE**), à (**HEURE**). Chaque participant recevra 75 \$ en guise de remerciement pour leur contribution. Acceptez-vous de participer à la séance ?

Oui 1
Non 2

REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

Avez-vous un crayon ou un stylo à portée de main pour noter l'adresse où le groupe se réunira ? La discussion aura lieu à [**INSÉRER LE NOM DE L'ÉTABLISSEMENT**] le [**DATE**], à [**HEURE**]. Nous vous demandons d'arriver 15 minutes à l'avance.

N'oubliez pas d'apporter une pièce d'identité avec photo (par exemple votre permis de conduire), car on vous demandera de la présenter à votre arrivée. Si vous utilisez des lunettes de lecture, veuillez les apporter. Les participants pourraient être invités à examiner certains documents en [**FRANÇAIS / ANGLAIS**] dans le cadre de la discussion.

La discussion sera filmée aux fins de la recherche et des représentants de l'équipe de recherche du gouvernement du Canada en observeront le déroulement à partir d'une salle voisine. On vous demandera de signer un formulaire de renonciation dans lequel vous accepterez d'être filmé pendant la discussion. Les enregistrements seront utilisés uniquement par l'équipe de recherche du groupe-conseil Quorus et ne seront transmis à personne d'autre. Comme je l'ai mentionné précédemment, tous les renseignements recueillis au cours de la discussion de groupe demeureront anonymes et ne serviront qu'aux fins de la recherche, conformément aux lois visant à protéger votre vie privée.

Puisque nous n'invitons que quelques personnes à participer à la discussion, votre participation est très importante pour nous. Si vous ne pouvez vous présenter pour quelque raison que ce soit, veuillez nous en aviser par téléphone afin que nous puissions trouver un remplaçant. Vous pouvez nous joindre au [**INSÉRER LE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE**] à notre bureau. Veuillez demander [**INSÉRER LE NOM**].

Nous vous téléphonerons la veille de la discussion pour confirmer votre présence.

Afin que nous puissions vous joindre pour vous rappeler la tenue de la discussion de groupe ou communiquer avec vous en cas de changements, auriez-vous l'obligeance de confirmer votre nom et vos coordonnées ?

Prénom :

Nom :

Numéro de téléphone (jour) :

Numéro de téléphone (soir) :

Focus Group Moderation Guide

**Department of Finance
Focus Groups on the Economy
Summer 2017**

FINAL: August 14, 2017

Introduction (5 minutes)

- Introduce moderator
- Thanks for attending/value your being here
- Explain general purpose of focus group discussions:
 - Gauge *opinions* about issues/ideas/products
 - Not a knowledge test; no right or wrong answers (interested in opinions)
 - Okay to disagree; want people to speak up if hold different view
 - Do not need to direct all comments to me; can exchange ideas with each other
 - Tonight, we're conducting research on behalf of the Government of Canada. The purpose of tonight's discussion is to explore issues people care most about.
 - Looking for candor and honesty; comments treated in confidence; reporting in aggregate form only; video-taping and note-taking for report writing purposes only; observers behind one-way glass.
 - If you have a cell phone, please turn it off.
 - Any questions? ACCEPT BRIEF QUESTIONS BUT DO NOT LINGER.

Warm-up – What is on your mind? (10 minutes)

- Let's go around the table so you can each introduce yourselves to the group. Please tell us your first name, your hobbies, etc.
- **PEN AND PAPER:** Then give us a little snapshot of what's been on your mind as it relates to your family, our economy, and the country.
 - What keeps you up at night? What are your concerns right now?

Economy (15 minutes)

- Thinking about your personal economic situation...
 - What's going well?
 - What challenges are you facing right now?
- What about the middle class - how is it doing? What about those working hard to join the middle class?
- Now back to you - are things better or worse this year than last? **IF BETTER OR WORSE:** What do you think is behind that?
 - Do you think they will get better next year? What leaves you with that impression?
- And what about Canada? [Does not need to be limited to economy.]
 - Why are you confident/what makes you concerned?
- **PEN & PAPER:** What's the number one thing you think the federal government has been getting right over the last year?
- **PEN & PAPER:** What's the number one thing you think the federal government has been getting wrong in the last year?

TIME PERMITTING - Probing questions for moderator:

How do you feel about the following? (**RANDOMIZE FROM CITY TO CITY**)

- The recent rise in the Canadian dollar
- The price of gas and food
- Your job security and/or that of others in your family
- Your savings and any debt you are carrying
- The price of housing
- Confidence in the future

Taxation (60 minutes)

I'd like to shift gears a bit now and discuss the tax system in Canada.

- Do you believe the tax system in Canada needs to change? WHY?
- Are you aware of any ideas that have been suggested to change the tax system?
 - **IF AWARE:** How do you feel about that measure / those measures?
- Do you believe that people in similar circumstances, earning similar incomes, should pay similar amounts of tax?
- **HANDOUT:** Imagine you could make changes to the tax system in Canada. Keeping in mind that the government needs tax revenue to pay for services, put a minus next to up to 3 groups you think pay their fair share of taxes, and a plus next to up to 3 groups you think should pay more tax. Feel free to write in any other groups you think are missing, and add a + or – next to them.
 - Big corporations
 - Small corporations
 - The top 1% of income earners
 - Middle-income earners
 - Low-income earners
 - High-income, retired Canadians
 - Charities

[MODERATOR TALLIES +/- ON FLIP CHART]

- Why did you select the groups you did who you think should pay more tax?
 - **PROBE on top 1% of income earners if selected:** At what level of annual income do you think the top 1% starts?
 - Which of the following objectives would you rather see the government focus on when reforming the tax system for the top 1% of income earners:
 - Raising income tax rates?
 - Doing more to prevent tax evasion?
 - Closing tax loopholes that are primarily used by the richest Canadians to reduce the taxes they pay?
 - **PROBE on WHY for mentions of “small corporations”**

Why did you select the groups you did who you think already pay their fair share of taxes?

- **PROBE on “middle-income earners”:** At what income range do you think the government would need to cut taxes for in order for them to benefit the middle class? (e.g. between \$X,000 a year and \$Y,000 a year)
- **PROBE on “low-income Canadians”:** At what income range do you think the government would need to cut taxes for in order for them to benefit low-income Canadians? (e.g. between \$X,000 a year and \$Y,000 a year)
- **PROBE on WHY for mentions of “small corporations”**

REACTIONS TO TAX FAIRNESS AND COMPETITIVENESS

Scenario: The tax system is, of course, very complex – I am not expecting you to be a tax expert to share your thoughts on some of the issues I’ll be raising here.

In Canada, we have different tax rates - we have personal income taxes, which individuals pay, as well as business income taxes, which corporations pay. The amount of taxes these groups pay depend on many factors, but the overarching goal is ensuring that tax rates are fair and that they support economic growth. In general, corporations are taxed at a lower rate compared to individuals. And small businesses are generally taxed at a lower rate compared to larger ones. Certain tax exemptions are also available to businesses to encourage growth and investment.

Let’s illustrate this with an example: One advantage available to small business owners is a tax exemption on the profit from selling their business.

Imagine this: you have two neighbours. One decides to start a small business and the other buys an investment property. Over the years, the business has grown and the value of the investment property has appreciated. Ten years later, they decide to sell and they make a similar profit on their investments.

- In this scenario, the business owner can take advantage of the tax exemption, and the investment property owner cannot – how do you feel about this? If they make a similar amount of profit, should they pay the same amount of tax? WHY? WHY NOT?
- Does the fact that the business owner has taken many risks to start and grow their business, and has created jobs for other people matter at all?

SMALL versus LARGE BUSINESSES

I want to change the example a little bit, and talk about small versus large businesses.

Small businesses have a lower tax rate than large businesses in Canada – the rates are 10.5% and 15% respectively.

- Do you think it's appropriate to have small businesses pay a lower tax rate on their corporate income compared to larger businesses, or should the corporate tax rate be the same for all businesses like it is in the United Kingdom? Please explain.

Now there are arguments for and against this approach to taxing small businesses:

- On the one hand, some argue that it is more challenging to start and grow a business than it is to run an already-established large business so small businesses should benefit from a lower tax rate.
- On the other hand, some people say that this lower rate for small businesses might actually encourage them to stay small in order to keep the lower tax rate. They say those businesses might be less likely to hire more people, or take risks to grow larger.

Let's now revisit the earlier question:

- Do you think it's appropriate to have small businesses pay a lower tax rate on their corporate income compared to larger businesses, or should the corporate tax rate be the same for all businesses? Have anyone's views on this changed based on the arguments I just presented?

OTHER TAX-RELATED MEASURES

I'd like to know what you have heard about a few other potential areas that have been in the news.

- Have you heard about adding a tax on sugary drinks?
 - Do you think it's a good idea?
 - What do you see as the benefits of this sort of tax? Are there any drawbacks?
 - **Exploratory:** Experts have offered two opposing views on the benefits of a sugar tax.
 - On one side, this tax might discourage people from buying sugary drinks that have strong links to obesity and diseases in Canada, and tax revenue could be used to fight obesity Canada. The World Health Organization and others support this view.
 - On the other side, some studies show that taxes like this do very little to change peoples' behaviour. Also, since everybody would be paying the same sugar tax rate, it would mean that lower-income consumers would be paying more of this tax in proportion to their income.
 - What are your thoughts on these arguments?
- As you may have heard, the Government of Canada plans to legalize cannabis (marijuana).
 - **SHOW OF HANDS** - We won't have time to get into a debate about this – but just quickly, who is in favour of legalizing cannabis and who is opposed?
 - **FLIP CHART LISTS:** Like many other things we buy, the Government will tax cannabis. For those of you opposed to legalization, in what ways should the Government of Canada use this new tax revenue? ...what about for those who are in favour? **[MODERATOR WILL REVERSE ORDER FROM GROUP TO GROUP]**

There is one more tax measure I'd like to ask you about.

- Who here is familiar with the Canada Employment Credit?
- Who here believes they receive this credit?

EXPLAIN: This is a non-refundable tax credit of about \$175 that all employees in Canada with taxable income may claim when they complete their tax return. This tax credit is available to all taxpayers with employment income, to recognize that they have work-related expenses.

What if this credit were modified, so that higher income earners are no longer able to receive it but lower-income earners would continue to receive it and they would receive more:

- How would you feel about this? Do you think this measure will make the tax system more or less fair? Why do you feel this way?
- **PROBE if supportive:** Where should the cut-off be? At what income level should you stop receiving the credit?

[HANDOUT] For most of the above measures, we didn't talk about how the money raised would be spent, but there are a number of things the government could do with revenue raised. Which of the following would you prefer to see the money raised go towards? Using the form, rank your preferences from preferred (ranked as a one) to least preferred, ranked as a 5. *Handout exercise and then ask people what they think should be done and WHY.*

- Divide up the revenues and mail a check for that amount to every Canadian.
 - Provide the money to provinces through transfers that fund healthcare.
 - Invest in job skills training or retraining.
 - Lower taxes for all Canadians.
 - Cut taxes for those in the lowest tax bracket.
- Besides the options on the sheet in front of you, are there other ways you feel the Government of Canada should be using or investing new tax revenues?

Standard of Living (30 minutes)

General Perceptions on Standard of Living

I'd like to shift gears again and talk about the overall standard of living you have these days.

- Thinking about your overall standard of living these days, how would you say it compares to the standard of living Canadians had 6 months ago, 2 years ago, 6 years ago, 10 years ago and 25 years ago?
 - **SHOW OF HANDS:** In terms of standard of living, would you say that you / Canadians are better off, worse off, or about the same? Why?

FLIP CHART:

- In terms of standard of living, in what ways would you say we are better off these days compared to how Canadians had it 25 years ago?
- And in what ways would you say we are worse off?

[Moderator – try to encourage participants to summarize their thoughts in a few words – So to summarize your thought in one or two words, we are better/worse off in terms of what exactly?]

- Again thinking about overall standard of living, do you think the next generation will be better off, worse off, or about the same as you are 25 years from now? You do not have to limit your thinking to what we have on our flip charts! **SHOW OF HANDS**

AFTER GETTING OVERALL VOTE, REFER BACK TO FLIP CHART RESULTS FROM ABOVE TO GET AT FACTORS...

- And in what ways do you feel they will be better off and in what ways do you feel they will be worse off?
- Is there anything else that is not on our flip charts here that you would add as ways in which Canadians will be better or worse off 25 years from now in terms of standard of living?

Workplace of the future

Let's focus a bit on the workplace of the future.

- What things come to mind when you think about what work will look like 10 years from now? What types of things will influence our ability to succeed in the workplace of the future?

- **IF NEEDED:** In your own words, please complete the following sentence: “For me, the future of work consists of...”
- **HANDOUT:** The future of work could involve any or all of the items on this page. Considering your own career path, how concerned are you with these moving forward, if at all? **[EACH ITEM WILL BE SCORED ON A 5-POINT SCALE WHERE 1 MEANS “NOT CONCERNED ABOUT THIS AT ALL” AND 5 MEANS “VERY CONCERNED ABOUT THIS”]**
 - Role of technology, like automation, Artificial Intelligence (AI), etc.
 - Having the right skills for the jobs of tomorrow
 - Having the right education for the jobs of tomorrow
 - “Job Churn” (i.e., having many jobs or careers over the course of your life)
- **EXPLORE EACH ITEM SEPARATELY BUT QUICKLY:** How many of you scored [INSERT LIST ITEM] a 4 or a 5 on the 5-point scale **[SHOW OF HANDS]**?
 - What measures, if any, do you feel the Government of Canada should consider to enable you to become more successful on this dimension?
- How easy or difficult is it for you to improve your standard of living through hard work, education or training? What is standing in your way?

Household Indebtedness

I want to ask now about indebtedness – which is the total amount of debt, including mortgages, student loans, credit cards or lines of credit, among others, that you might currently hold.

- Have any of you heard that interest rates had gone up recently on loans like mortgages and lines of credit? **[SHOW OF HANDS]**
- Has the recent increase changed anything for you at all? ...has it changed your lifestyle? ...your intentions to purchase anything?
- Looking to the future, do rising interest rates worry you personally?
 - If rates were to go up by 1%, what would this change for you, if anything?

Paying for Things We Use

You might have heard that, as part of its efforts to modernize services and deliver value to Canadians, the Government is considering the fees Canadians pay for government services.

- Would you be willing to pay more for a Government of Canada service if it helped improve the quality or speed of that service?
- Does it make sense that individuals who use a service or program be the ones to pay for the service or program they are using?
- What about a situation where a new service, type of infrastructure or facility were introduced or built, do you believe fees for using this new service, infrastructure or facility is a good idea?
 - In what situations does it make sense?
 - In what situations does it make less sense?

Wrap up (5 minutes)

Let me leave you with a small exercise while I go to the backroom to see if my colleagues have any other questions for you:

If you had an additional \$200 each month, what would you do with it? I need you to be honest here! Write your thoughts down in front of you...we will discuss when I get back.

Guide de discussion

Ministère des Finances Groupes de discussion sur l'économie Été 2017

VERSION FINALE : 14 août 2017

Introduction (5 minutes)

- Présentation du modérateur.
- Remerciement aux participants.
- Explication des principaux objectifs des discussions de groupe :
 - Sonder les *opinions* sur certains enjeux/concepts/produits
 - Ceci n'est pas une évaluation des connaissances; il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses (nous souhaitons simplement obtenir vos opinions).
 - Vous avez le droit d'être en désaccord et d'exprimer des opinions différentes.
 - Vous n'avez pas à m'adresser tous vos commentaires. Vous pouvez échanger avec les autres participants.
 - Ce soir, nous menons une étude pour le gouvernement du Canada. La discussion portera sur les enjeux qui intéressent le plus la population.
 - Nous vous invitons à vous exprimer franchement. Les commentaires seront traités de manière confidentielle et regroupés sous forme de synthèse. La séance sera enregistrée sur bande vidéo et nous prendrons des notes pour notre rapport. Des observateurs assisteront à la discussion de l'autre côté du miroir.
 - Veuillez éteindre vos téléphones sans fil.
 - Avez-vous des questions? ACCEPTER LES QUESTIONS COURTES, MAIS NE PAS S'ATTARDER.

Introduction – À quoi pensez-vous? (15 minutes)

- Faisons un tour de table afin que chacun puisse se présenter au reste du groupe. Dites-nous votre prénom, parlez-nous de vos passe-temps, etc.
- **STYLO ET PAPIER** : Décrivez-nous le portrait que vous faites de votre famille, de notre économie et de notre pays.
 - Qu'est-ce qui vous empêche de dormir la nuit? Quelles sont vos préoccupations actuelles ?

Économie (15 minutes)

- En ce qui concerne votre situation économique personnelle...
 - Qu'est-ce qui va bien?
 - Quels sont les défis que vous devez relever?
- Comment se porte la classe moyenne ? Qu'en est-il des gens qui travaillent très fort pour accéder à la classe moyenne ?
- La situation est-elle meilleure ou pire cette année comparativement à l'an dernier? **SI MEILLEURE OU PIRE** : Comment expliquez-vous cela ?
 - Croyez-vous que la situation sera meilleure l'an prochain ? Pourquoi avez-vous cette impression ?
- Comment se porte le Canada ? [Les thèmes peuvent aller au-delà de l'économie.]
 - Qu'est-ce qui vous donne confiance/qu'est-ce qui vous préoccupe ?
- **STYLO ET PAPIER** : Quelle est la principale chose que le gouvernement fédéral a bien faite au cours de la dernière année ?
- **STYLO ET PAPIER** : Quelle est la principale chose que le gouvernement fédéral a mal faite au cours de la dernière année ?

SI LE TEMPS LE PERMET – Enjeux à approfondir (pour le modérateur) :

Comment réagissez-vous aux énoncés suivants ? (**CHANGEZ L'ORDRE DES ÉNONCÉS ALÉATOIREMENT POUR CHAQUE VILLE**)

- La hausse (**OU** l'appréciation) récente du dollar canadien
- Le prix de l'essence et des aliments
- Votre sécurité d'emploi et/ou celle d'un membre de votre famille
- Vos épargnes et les dettes que vous avez
- Le prix du logement
- Votre confiance dans l'avenir

Imposition (60 minutes)

J'aimerais maintenant changer de cap pour ouvrir une discussion sur le système fiscal au Canada.

- Croyez-vous que le système fiscal canadien devrait changer ? POURQUOI ?
- Êtes-vous au courant d'idées qui auraient été suggérées pour changer le système fiscal ?
 - **SI AU COURANT** : Quelle est votre impression de cette mesure / de ces mesures ?
- Croyez-vous que des personnes dans des circonstances semblables et ayant des revenus semblables devraient payer le même montant d'impôts ?
- **DOCUMENT À DISTRIBUER** : Imaginez-vous que vous pouvez changer le système fiscal du Canada. Tout en vous rappelant que le gouvernement a besoin de revenus fiscaux pour offrir des services, placez le signe « moins » à côté de 3 groupes (au maximum) que vous croyez paient leur juste part d'impôts et placez le signe « plus » à côté de 3 groupes (au maximum) que vous croyez devraient payer plus d'impôts. Sentez-vous libres d'ajouter le nom de tout autre groupe qui devrait se trouver sur cette liste selon vous et placez un + ou un – à côté de chacun.
 - Les grandes entreprises
 - Les petites entreprises
 - Le 1 % de Canadiens qui touchent les revenus les plus élevés
 - Les salariés à revenu moyen
 - Les salariés à faible revenu
 - Les Canadiens à la retraite, à revenu élevé
 - Les organismes de bienfaisance

[LE MODÉRATEUR COMPILE LES +/- SUR LE TABLEAU À FEUILLES MOBILES]

- Pourquoi avez-vous choisi les groupes sur cette liste comme groupe qui devrait payer plus d'impôt ?
 - **APPROFONDISSEZ – si le groupe a choisi le 1 % de Canadiens qui touchent les revenus les plus élevés** : Selon vous, à quel niveau de revenu annuel commence le 1 % des revenus les plus élevés ?
 - Sur quel objectif, parmi les suivants, croyez-vous que le gouvernement devrait se concentrer lors d'une réforme du système fiscal du 1 % de Canadiens qui touchent les revenus les plus élevés :
 - Augmenter le taux d'imposition ?
 - En faire davantage pour prévenir l'évasion fiscale ?
 - Éliminer les échappatoires fiscales qui sont surtout utilisées par les Canadiens les mieux nantis pour réduire leur montant d'impôt à payer ?

APPROFONDISSEZ – POURQUOI « les petites entreprises » ont-elles été mentionnées ?

Pourquoi avez-vous choisi les groupes sur cette liste comme groupe qui paient déjà leur juste part d'impôt ?

- **APPROFONDISSEZ – si le groupe a choisi les salariés à revenu moyen :** À quelle tranche de revenu croyez-vous que le gouvernement devrait réduire les impôts pour que ce soit avantageux pour la classe moyenne ? (p. ex. : entre X 000 \$ par année et Y 000 \$ par année)
- **APPROFONDISSEZ – si le groupe a choisi les salariés à faible revenu :** À quelle tranche de revenu croyez-vous que le gouvernement devrait réduire les impôts pour que ce soit avantageux pour les Canadiens à faible revenu ? (p. ex. : entre X 000 \$ par année et Y 000 \$ par année)

APPROFONDISSEZ – POURQUOI « les petites entreprises » ont-elles été mentionnées ?

RÉACTIONS FACE À L'ÉQUITÉ FISCALE ET À LA COMPÉTITIVITÉ

Mise en situation : On s'entend que le système fiscal est très complexe – vous n'avez pas besoin d'être un expert en fiscalité pour partager vos opinions sur les enjeux que je vous présente dans ce segment.

Il existe différents taux d'imposition au Canada – il y a l'impôt des particuliers, ce qu'un individu doit payer, et l'impôt sur le revenu tiré d'une entreprise, ce que les entreprises doivent payer. Le montant d'impôts à payer pour ces groupes dépend de plusieurs facteurs, mais l'objectif global est de s'assurer que les taux d'imposition sont équitables et qu'ils soutiennent la croissance économique. En général, le taux d'imposition des entreprises est inférieur à celui des particuliers. Dans le cas des petites entreprises, leur taux d'imposition est habituellement plus bas que celui des grandes entreprises. Les entreprises peuvent aussi obtenir certaines exemptions fiscales pour stimuler la croissance et l'investissement.

Permettez-moi d'illustrer cela par un exemple concret : On offre une exemption fiscale aux propriétaires d'une petite entreprise sur les profits réalisés lors de la vente de leur entreprise.

Voici la mise en situation : Vous avez deux voisins. L'un d'entre eux décide de démarrer une petite entreprise et l'autre achète un bien de placement (**OU** investi dans un bien immobilier, un terrain ou un immeuble). Au fil du temps, l'entreprise a grandi et la valeur du bien de placement a augmenté. Dix ans plus tard, ils décident tous deux de vendre et réalisent un profit similaire sur leur investissement.

- Dans ce scénario, le propriétaire de l'entreprise peut avoir accès à une exemption fiscale alors que le propriétaire du bien de placement ne peut pas. Comment réagissez-vous à ceci? S'ils ont réalisé un profit similaire, devraient-ils payer le même taux d'imposition ? POURQUOI ? POURQUOI PAS ?

- Est-ce que le fait que le propriétaire d'une entreprise a pris des risques en démarrant et en faisant grandir son entreprise, et a créé des emplois pour d'autres personnes compte pour quelque chose ?

PETITES ENTREPRISES PAR RAPPORT AUX GRANDES ENTREPRISES

J'aimerais changer l'exemple un peu, et parler des petites entreprises par rapport aux grandes entreprises.

Au Canada, les petites entreprises ont un taux d'imposition inférieur à celui des grandes entreprises – le taux est de 10,5 % pour les petites et 15 % pour les grandes.

- Croyez-vous qu'il soit approprié qu'une petite entreprise paie moins d'impôt sur le revenu de l'entreprise comparativement à une grande entreprise, ou croyez-vous que le taux d'imposition des entreprises (**OU** des sociétés) devrait être le même pour toutes les entreprises, comme c'est le cas au Royaume-Uni ? Veuillez expliquer.

Il existe des arguments pour et contre cette approche sur l'imposition des petites entreprises.

- D'une part, certains avancent que le fait de démarrer et faire croître une petite entreprise représente un plus grand défi que de gérer une grande entreprise déjà établie; donc que les petites entreprises devraient profiter d'un taux d'imposition plus bas.
- D'autre part, certaines personnes disent que le taux plus faible pour les petites entreprises pourrait encourager leurs propriétaires à les garder petites pour maintenir ce taux d'imposition plus faible. Ils croient que ces entreprises pourraient être moins portées à embaucher plus d'employés ou à prendre des risques pour grandir.

Maintenant, retournons à la question précédente :

- Croyez-vous qu'il soit approprié qu'une petite entreprise paie moins d'impôt sur le revenu de l'entreprise comparativement à une grande entreprise, ou croyez-vous que le taux d'imposition des entreprises devrait être le même pour toutes les entreprises ? Suite aux arguments que je viens de vous présenter, y en a-t-il parmi vous qui ont changé d'opinion ?

AUTRES MESURES FISCALES

J'aimerais savoir si vous avez entendu parler d'autres thèmes qui sont dans l'actualité.

- Avez-vous entendu parler de l'ajout d'une taxe sur les boissons sucrées ?
 - Croyez-vous que c'est une bonne idée ?
 - Quel avantage voyez-vous à ce genre de taxe ? Y a-t-il des inconvénients ?
 - **Exploratoire** : Les experts présentent des opinions contraires sur les avantages d'une taxe sur le sucre.
 - D'un côté, on croit qu'une telle taxe pourrait décourager les gens d'acheter des boissons sucrées qui sont en lien étroit avec l'obésité et les maladies au Canada et

- que les revenus générés pourraient servir à lutter contre l'obésité au Canada. L'Organisation mondiale de la santé et d'autres appuient ce point de vue.
- De l'autre côté, certaines études ont démontré qu'une taxe comme celle-ci ne change pas vraiment le comportement des gens. Aussi, puisque tout le monde paierait le même montant de taxe sur le sucre, la proportion de taxe à payer par rapport au revenu serait plus élevée pour un consommateur à faible revenu.
 - Comment réagissez-vous à ces arguments ?
 - Comme vous l'avez probablement entendu, le gouvernement du Canada prévoit légaliser le cannabis (la marijuana).
 - **À MAIN LEVÉE** – Nous n'avons pas le temps de discuter de cette question à fond – mais rapidement, qui est en faveur de la légalisation de la marijuana et qui s'y oppose ?
 - **ÉNUMÉRATION SUR TABLEAU À FEUILLES VOLANTES** : Comme pour l'achat d'un grand nombre de produits, le gouvernement taxera la vente de cannabis. Pour ceux d'entre vous qui s'opposent à la légalisation du cannabis, de quelle manière le gouvernement du Canada devrait-il utiliser les revenus générés par cette nouvelle taxe ? ... pour ceux qui sont d'accord avec la légalisation, qu'en dites-vous ? **[LE MODÉRATEUR INVERSERA L'ORDRE D'UN GROUPE À L'AUTRE]**

Il y a une autre mesure fiscale que j'aimerais apporter à votre attention.

- Qui dans ce groupe connaît le Crédit canadien pour emploi ?
- Qui dans ce groupe croit recevoir ce crédit ?

EXPLIQUER : C'est un crédit d'impôt non remboursable d'environ 175 \$ que tous les employés canadiens ayant un revenu imposable peuvent réclamer dans leur déclaration d'impôts. Ce crédit d'impôt est offert à tous les contribuables qui ont un revenu d'emploi pour reconnaître qu'ils ont des dépenses reliées à leur travail.

Si on modifiait ce crédit de sorte que les salariés à revenu élevé ne peuvent plus le recevoir, mais que les salariés à faible revenu continuent de le recevoir et que le crédit soit plus élevé :

- Comment réagiriez-vous à cette mesure ? Croyez-vous que cette mesure rendra le système fiscal plus équitable ou moins équitable ? Pourquoi ?
-
- How would you feel about this? Do you think this measure will make the tax system more or less fair? Why do you feel this way?
- **APPROFONDISSEZ si les gens appuient la mesure** : À quel niveau de salaire devrait-on faire la coupure du crédit ? À quel niveau de salaire devriez-vous cesser de recevoir le crédit ?

[DOCUMENT À DISTRIBUER] Nous n'avons pas discuté de la manière de dépenser les revenus générés par la plupart des mesures mentionnées ci-dessus. Le gouvernement a plusieurs options. Parmi les options suivantes, quelle est votre option préférée pour l'allocation de ces fonds ? En vous servant du document distribué, accordez une préférence à chaque énoncé, 1 indiquant qu'il s'agit de votre option préférée et 5 indiquant celle que vous préférez le moins. *Distribuer le document puis demander aux gens ce qui devrait être fait et POURQUOI.*

- Diviser le montant des revenus par le nombre de Canadiens et poster un chèque pour ce montant à chacun.
 - Allouer ces revenus aux soins de santé en effectuant des transferts aux provinces.
 - Investir dans la formation ou le recyclage professionnels.
 - Réduire le taux d'imposition pour tous les Canadiens.
 - Réduire le taux d'imposition pour ceux qui se trouvent dans la tranche de revenus la plus faible.
- En plus des options qui se trouvent sur la feuille devant vous, y a-t-il d'autres endroits où vous aimeriez voir le gouvernement du Canada utiliser ou investir les revenus provenant des nouvelles taxes ?

Niveau de vie (30 minutes)

Perceptions générales sur le niveau de vie

J'aimerais encore une fois changer de sujet pour maintenant discuter de votre niveau de vie en général à l'heure actuelle.

- En réfléchissant à votre niveau de vie présent, comment croyez-vous qu'il se compare au niveau de vie des Canadiens il y a 6 mois, 2 ans, 6 ans, 10 ans et 25 ans ?
 - **À MAIN LEVÉE** : En parlant du niveau de vie, diriez-vous que vous/que les Canadiens se portent mieux, se portent moins bien, ou que le niveau de vie vous semble le même ? Pourquoi ?

TABLEAU À FEUILLES MOBILES :

- En parlant du niveau de vie, de quelle manière trouvez-vous que nous nous portons mieux aujourd'hui que les Canadiens d'il y a 25 ans ?
- Et de quelle manière diriez-vous que nous nous portons moins bien ?

[Au modérateur – essayer d'encourager les participants à résumer leurs propos en quelques mots – En résumant vos idées en un ou deux mots, sur quoi exactement nous portons-nous mieux ou moins bien ?]

- En réfléchissant encore une fois au niveau de vie en général, croyez-vous que les personnes de la prochaine génération se porteront mieux, moins bien ou de la même manière que vous dans 25 ans ? Vous pouvez ajouter aux thèmes déjà sur les feuilles mobiles! **À MAIN LEVÉE**

SUITE AU VOTE, RETOURNER AUX RÉSULTATS OBTENUS CI-DESSUS SUR LES FEUILLES MOBILES POUR DISCUTER DES FACTEURS ...

- De quelle manière pensez-vous qu'ils se porteront mieux et de quelle manière pensez-vous qu'ils se porteront moins bien ?
- Y a-t-il d'autres facteurs qui ne se trouvent pas sur nos feuilles mobiles que vous aimeriez ajouter pour illustrer comment le niveau de vie des Canadiens se porterait mieux ou se porteraient moins bien dans 25 ans ?

Le monde du travail de l'avenir

Portons notre attention sur le monde du travail de l'avenir.

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit si on vous demande à quoi ressemblera le monde du travail dans 10 ans ? Quel genre de choses pourrait influencer notre capacité à réussir dans le monde de travail de l'avenir ?
 - **AU BESOIN** : Dans vos propres mots, complétez la phrase suivante : « Pour moi, l'avenir du monde du travail, c'est ... »
- **DOCUMENT À DISTRIBUER** : Le monde du travail de l'avenir pourrait comprendre un ou plusieurs éléments inscrits sur cette feuille. En considérant votre propre cheminement de carrière, quel est votre niveau de préoccupation par rapport à ces éléments ? **[CHAQUE ÉLÉMENT SERA ÉVALUÉ SUR UNE ÉCHELLE DE 5 POINTS OÙ 1 SIGNIFIE QUE "VOUS N'ÊTES PAS DU TOUT PRÉOCCUPÉ PAR CET ÉLÉMENT" ET 5 SIGNIFIE « QUE VOUS ÊTES TRÈS PRÉOCCUPÉ PAR CET ÉLÉMENT »]**
 - Le rôle de la technologie, par exemple l'automatisation, l'intelligence artificielle (IA), etc.
 - Avoir les compétences qu'il faut pour les emplois de demain
 - Avoir l'éducation qu'il faut pour les emplois de demain
 - « Le roulement des emplois » (p. ex.: avoir plusieurs emplois ou plusieurs carrières au cours de votre vie)
- **EXPLORER CHAQUE ÉLÉMENT SÉPARÉMENT, MAIS RAPIDEMENT** : Combien d'entre vous avez donné un 4 ou un 5 sur l'échelle de 5 à [INSÉRER L'ÉLÉMENT] **[À MAIN LEVÉE]** ?
 - Quelles mesures, s'il y en a, croyez-vous que le gouvernement du Canada devrait considérer pour que vous puissiez mieux réussir dans cette dimension ?

- Est-ce facile ou difficile pour vous d'améliorer votre niveau de vie en travaillant fort, par l'éducation ou par la formation ? Qu'est-ce qui vous empêche d'y arriver ?

L'endettement des ménages

J'aimerais maintenant vous poser des questions sur l'endettement – il s'agit du montant total de dettes que vous pourriez avoir en ce moment. L'endettement comprend entre autres l'hypothèque, les prêts étudiants, les cartes de crédit et les lignes de crédit.

- Y en a-t-il parmi vous qui ont entendu parler de la récente hausse des taux d'intérêt sur des prêts comme les hypothèques et les lignes de crédit ? **[À MAIN LEVÉE]**
- Est-ce que cette récente hausse a changé les choses pour vous ? ... a-t-elle changé votre mode de vie ? ... a-t-elle changé votre décision d'acheter quelque chose ?
- En jetant un regard vers l'avenir, est-ce que la hausse des taux d'intérêt vous inquiète personnellement ?
 - Si le taux augmentait de 1 %, qu'est-ce qui changerait pour vous ? Peut-être rien ?

Payer pour ce qu'on utilise

Dans le cadre de ses efforts de modernisation et de valorisation de ses services aux Canadiens, vous avez peut-être entendu dire que le gouvernement est à considérer les droits (**OU** frais) que les Canadiens paient pour des services gouvernementaux.

- Seriez-vous prêt à payer plus pour un service du gouvernement du Canada si ce montant aidait à améliorer la qualité ou la rapidité de ce service ?
- Vous paraît-il sensé que les personnes qui utilisent un service ou un programme soient celles qui paient pour ce service ou ce programme ?
- Qu'en est-il dans le cas de l'introduction d'un nouveau service, ou de la construction d'un genre d'infrastructure ou d'installations, trouvez-vous que c'est une bonne idée d'avoir à payer des droits pour obtenir ce service ou utiliser ces infrastructures ou installations ?
 - Dans quel genre de situation est-ce sensé ?
 - Dans quel genre de situation est-ce insensé ?

Conclusion (5 minutes)

Permettez-moi de vous donner un petit exercice pendant que je me rends dans la salle d'à côté pour savoir si mes collègues ont d'autres questions pour vous :

Si vous aviez 200 \$ de plus chaque mois, que feriez-vous avec cet argent ? Soyez très honnête ! Écrivez votre réponse ... nous en discuterons à mon retour.

Focus Group Participants Materials

Handout 1

Imagine you could make changes to the tax system in Canada. Keeping in mind that the government needs tax revenue to pay for services, **put a minus (-) next to up to 3 groups you think pay their fair share of taxes, and a plus (+) next to up to 3 groups you think should pay more tax.** Feel free to write in any other groups you think are missing, and add a + or – next to them.

Big corporations _____

Small corporations _____

The top 1% of income earners _____

Middle-income earners _____

Low-income earners _____

High-income, retired Canadians _____

Charities _____

Handout 2

There are a number of things the government could do with revenue raised. Which of the following would you prefer to see the money raised go towards? **Rank your preferences from preferred (ranked as a 1) to least preferred (ranked as a 5).**

	Divide up the revenues and mail a check for that amount to every Canadian.
	Provide the money to provinces through transfers that fund healthcare.
	Invest in job skills training or retraining.
	Lower taxes for all Canadians.
	Cut taxes for those in the lowest tax bracket.

Handout 3

The future of work could involve any or all of the items on this page. Considering your own career path, how concerned are you with these moving forward, if at all? **Please score each item on a 5-point scale where 1 means “Not concerned about this at all” and 5 means “Very concerned about this”.**

<i>Check one box per row</i>	1 – Not at all concerned	2	3	4	5 – Very concerned about this
Role of technology, like automation, Artificial Intelligence (AI), etc.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Having the right skills for the jobs of tomorrow	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Having the right education for the jobs of tomorrow	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
“Job Churn” (i.e., having many jobs or careers over the course of your life)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Fiches pour les participants

Fiche 1

Imaginez-vous que vous pouvez changer le système fiscal du Canada. Tout en vous rappelant que le gouvernement a besoin de revenus fiscaux pour offrir des services, **placez le signe « moins » (-) à côté de 3 groupes (au maximum) que vous croyez paient leur juste part d'impôts et placez le signe « plus » (+) à côté de 3 groupes (au maximum) que vous croyez devraient payer plus d'impôts.** Sentez-vous libres d'ajouter le nom de tout autre groupe qui devrait se trouver sur cette liste selon vous et placez un + ou un – à côté de chacun.

Les grandes entreprises _____

Les petites entreprises _____

Le 1 % qui touche les revenus les plus élevés _____

Les salariés à revenu moyen _____

Les salariés à faible revenu _____

Les Canadiens à la retraite, à revenu élevé _____

Les organismes caritatifs _____

Fiche 2

Le gouvernement a plusieurs options pour dépenser les revenus générés. Parmi les options suivantes, quelle est votre option préférée pour l'allocation de ces fonds ? **Classez vos préférences, 1 pour indiquer votre option préférée et 5 pour indiquer celle que vous préférez le moins.**

	Diviser le montant des revenus par le nombre de Canadiens et poster un chèque pour ce montant à chacun.
	Allouer ces revenus aux soins de santé en effectuant des transferts aux provinces.
	Investir dans la formation ou le recyclage professionnels.
	Réduire le taux d'imposition pour tous les Canadiens.
	Réduire le taux d'imposition pour ceux qui se trouvent dans la tranche de revenus la plus faible.

Fiche 3

Le monde du travail de l'avenir pourrait comprendre un ou plusieurs éléments inscrits sur cette feuille. En considérant votre propre cheminement de carrière, quel est votre niveau de préoccupation par rapport à ces éléments ? **Évaluez chaque élément sur une échelle de 5 points où 1 signifie que « vous n'êtes pas du tout préoccupé par cet élément » et 5 signifie que « vous êtes très préoccupé par cet élément ».**

<i>Cochez une boîte par rangée</i>	1 – Pas du tout préoccupé	2	3	4	5 – Très préoccupé par cet élément
Le rôle de la technologie, par exemple l'automatisation, l'intelligence artificielle (IA), etc.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avoir les compétences qu'il faut pour les emplois de demain	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avoir l'éducation qu'il faut pour les emplois de demain	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
« Le roulement des emplois » (p. ex. : avoir plusieurs emplois ou plusieurs carrières au cours de votre vie)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Survey Questionnaire

August 2017

**Finance Canada Survey on Attitudes towards Canada's Economy (Summer)
Quorus Consulting Group Inc.**

Hello/Bonjour, my name is _____ and I am calling from Quorus Consulting on behalf of the Government of Canada. We are conducting a survey of attitudes and opinions of Canadians 18 years of age and over. Would you prefer that I continue in English or French? Préférez-vous continuer en français ou en anglais? (**IF NEEDED:** Je vous remercie. Quelqu'un vous rappellera bientôt pour mener le sondage en français.)

English	1
Français	2

The survey takes about 12 minutes and your responses will be kept entirely confidential and anonymous. If at any time during the survey you would prefer not to answer a specific question, you are allowed to do so.

Your decision to participate is voluntary. This call may be monitored or recorded for quality control purposes. This survey is registered with the Marketing Research and Intelligence Association (MRIA) and the information provided will be administered according to the requirements of the Privacy Act.

IF LANDLINE SAMPLE: May I please speak with the person in your household who is 18 years of age or older and who has had the most recent birthday? Would that be you? [IF THAT PERSON IS NOT AVAILABLE ARRANGE CALLBACK]"

IF CELLPHONE SAMPLE: Are you at least 18 years old?

IF CELL PHONE SAMPLE ASK A AND B

A Are you in a safe place to talk – for example not operating a motor vehicle?

Yes	[RE-INTRODUCE YOURSELF, IF NECESSARY]
No	[ARRANGE CALLBACK DATE/TIME]

B At home, do you have a traditional telephone line other than a cell phone?

Yes	CHECK AGAINST QUOTA
No	CHECK AGAINST QUOTA

[IF LANDLINE RECORD REGION FROM SAMPLE]

[IF CELL PHONE SAMPLE ASK C]

C In which province or territory do you live? **DO NOT READ LIST**

Newfoundland	1
Prince Edward Island	2
Nova Scotia	3
New Brunswick	4
Quebec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
British Columbia	10
Yukon	11
Northwest Territories	12
Nunavut	13

D Gender **[DO NOT ASK: record based on interviewer observation]**

Female	1
Male	2

MAIN SURVEY

Assessments of Economy

1A. (T) Thinking of the issues facing Canada today, which one would you say the Government of Canada should focus on most? **[CAPTURE FIRST MENTION]**

**[NO PRE-CODED LIST - INTERVIEWER NOTE: TOP ANSWER MUST BE RECORDED FIRST.
ALL OTHER RESPONSES WILL BE RECORDED ON THE NEXT SCREEN.]**

99 – [DO NOT READ] Don't know/Refused – SKIP TO Q.2

1B. (T) Are there any others? **[IF NECESSARY: Thinking of the issues facing Canada today, which one would you say the Government of Canada should focus on most?]**

RECORD VERBATIM - [MULTIPLE MENTIONS]

99 – [DO NOT READ] Don't know/Refused

Q2. (T) Using a scale from 1 to 10, where 1 is terrible and 10 is excellent, how would you rate the following: **[RANDOMIZE b TO f] REPEAT SCALE AS NEEDED**

- a. the current state of the Canadian economy?
- b. the current state of the United States economy?
- c. the current state of the **[PROVINCE]** economy?
- d. the current value of the Canadian dollar relative to the US dollar?
- e. the current price of gasoline?
- f. the current state of your own personal financial situation?

Terrible	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Excellent	10
VOLUNTEERED	
Not sure	99

Q3. How concerned are you, if at all, that you or someone in your household may lose their job in the next six months? Please use a scale from 1 to 10, where 1 is not at all concerned and 10 is very concerned.

Not at all concerned	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Very concerned	10
VOLUNTEERED	
Not applicable / Retired / Not working	98
Don't know	99

Economic Confidence

Q4. How would each of the following statements make you feel regarding the Canadian economy? Please use a scale from 1 to 10 where 1 means it makes you feel a lot worse about the Canadian economy, and 10 means it makes you feel a lot better. **IF NEEDED:** We are not looking for you to be an expert on this topic – we are just looking for your general impressions. **REPEAT SCALE ONLY IF NEEDED**

(RANDOMIZE ORDER)

- a) (SPLIT) Canadian stock markets increase in value / Canadian stock markets decrease in value
- b) (SPLIT) The Canadian dollar increases in value / The Canadian dollar decreases in value
- c) (SPLIT) An increase in interest rates / A decrease in interest rates
- d) (SPLIT) Canada's debt grows faster than the economy / The economy grows faster than Canada's debt

- e) (SPLIT) The deficit decreases / The deficit increases **IF NEEDED:** The “deficit” is how much expenses exceed revenues in any given year. This is different from “debt” which is the sum of everything we owe.
- f) (SPLIT) The unemployment rate decreases / The unemployment rate increases
- g) (SPLIT) New jobs are created / Canadian companies lay off employees
- h) (SPLIT) Poverty decreases / Poverty increases
- i) (SPLIT) Canadians have more to save for retirement / Canadians have less to save for retirement
- j) (SPLIT) Canadians have less household debt / Canadians have more household debt
- k) (SPLIT) Household incomes increase at par with inflation / Household incomes don't increase at par with inflation

Makes you feel a lot worse	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Makes you feel a lot better	10
VOLUNTEERED	
Don't know	99

Q5. Based on your general impressions, do you expect each of the following to improve, worsen or stay the same in the next six months? **IF NEEDED:** We are not looking for you to be an expert on this topic – we are just looking for your general impressions.

REPEAT SCALE ONLY IF NEEDED

(RANDOMIZE ORDER)

- a) Canada's economy
- b) Your province's economy
- c) The U.S. economy
- d) The global economy
- e) The stock market
- f) Your personal financial situation

Improve	1
Worsen	2
Stay the same	3

VOLUNTEERED	
Don't know	99

Housing and Interest Rates

Q6. Are you a home owner?

IF NEEDED: "Own your home" includes those who are making mortgage payments to own their home.

Yes	1
No	2
VOLUNTEERED	
Neither (living with parents, relatives, etc.)	3
Don't know/Refused	9

Q7. **[ASK IF Q6=1]** Do you have a mortgage on your home?

Yes	1
No	2
VOLUNTEERED	
Don't know/Refused	9

Q8. Using a scale from 1 to 10, where 1 is strongly disagree and 10 is strongly agree, to what extent do you agree or disagree with the following statements?

- It would be easy for you to get a home mortgage today
- [ASK IF Q7=1 (have a mortgage)]** It would be easy for you to keep making mortgage payments if interest rates were to rise by [(SPLIT) half a percent / 1% / 2%] tomorrow
- Your personal financial situation will benefit from the recent increase in interest rates

Strongly disagree	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Strongly agree	10
VOLUNTEERED	
Don't know	99

Priorities and Taxation

Q9. What, if anything, have you heard about the Government of Canada's proposed measures to make the tax system fairer?

RECORD VERBATIM - [MULTIPLE MENTIONS]

Have not heard anything 2

VOLUNTEERED

Don't know/Refused 99

Q10. How much of a priority should each of the following be for the Government of Canada? Please use a scale of 1 to 10, where 1 means it should not be a priority at all and 10 means it should be a top priority? Remember, we are not looking for you to be an expert on this topic – we are just looking for your general impressions. **REPEAT SCALE ONLY IF NEEDED**

(RANDOMIZE ORDER)

- a) Reducing the federal government's deficit **IF NEEDED:** The "deficit" is how much expenses exceed revenues in any given year. This is different from "debt" which is the sum of everything we owe.
- b) **(SPLIT)** Raising taxes on large businesses / Lowering taxes on large businesses
- c) **(SPLIT)** Raising taxes on small businesses / Lowering taxes on small businesses
- d) **(SPLIT)** Raising taxes on individual Canadians / Lowering taxes on individual Canadians
- e) Signing new free trade deals
- f) **(SPLIT)** Simplifying the tax code / Making the tax code fairer
- g) **(SPLIT)** Closing tax loopholes used by the richest Canadians / Closing tax loopholes used by small businesses
- h) **(SPLIT)** Transferring tax benefits from the richest Canadians to low and middle income Canadians / Making the richest Canadians pay their fair share in taxes
- i) Investing in infrastructure, like roads and public transit
- j) **(SPLIT)** Growing the middle class / Strengthening the middle class
- k) Creating jobs

l) **(SPLIT)** Increasing economic growth in Canada / Making Canada more competitive internationally

Not a priority at all	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Top priority	10
VOLUNTEERED	
Don't know	99

DEMOGRAPHICS

READ: And now a few final questions for demographic purposes.

E In what year were you born?

(RECORD YEAR - XXXX)

9999 – DO NOT READ: Don't know/Refused

[IF PREFERS NOT TO PROVIDE A PRECISE BIRTH YEAR, ASK:]

Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong? **READ**

LIST

18 to 34	1
35 to 49	2
50 to 54	3
55 to 64	4
OR 65 or older?	5
[DO NOT READ] Refused	99

F What is the highest level of formal education that you have completed? **READ LIST – STOP READING WHEN REACHING THE RESPONDENT'S CATEGORY**

Grade 8 or less	1
-----------------	---

	Some high school	2
	High School diploma or equivalent	3
	Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma	4
	College, CEGEP or other non-university certificate or diploma	5
	University certificate or diploma below Bachelor's level	6
	Bachelor's degree	7
	Post graduate degree above bachelor's level	8
	[DO NOT READ]	
	Prefer not to answer	99
G	What language do you speak most often at home? READ LIST — ACCEPT ALL THAT APPLY	
	English	1
	French	2
	Other	3
	[DON'T READ] Don't know/Refused	99
H	Which of the following categories best describes your current employment status? Are you... READ LIST – ACCEPT ONE ANSWER ONLY – STOP READING WHEN REACHING THE RESPONDENT'S CATEGORY	
	Working full-time, that is, 35 or more hours per week	1
	Working part-time, that is, less than 35 hours per week	2
	Self-employed	3
	Unemployed, but looking for work	4
	A student attending school full-time	5
	Retired	6
	Not in the workforce [FULL-TIME HOMEMAKER, UNEMPLOYED, NOT LOOKING FOR WORK]	7
	[DO NOT READ]	
	Other -- DO NOT SPECIFY	98
	Refused	99

I Which of the following categories best describes your total household income? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes. **READ LIST – STOP READING WHEN REACHING THE RESPONDENT'S CATEGORY**

Under \$20,000	1
\$20,000 to just under \$40,000	2
\$40,000 to just under \$60,000	3
\$60,000 to just under \$80,000	4
\$80,000 to just under \$100,000	5
\$100,000 to just under \$150,000	6
\$150,000 and above	7
[DO NOT READ] Refused	99

J Are there any children under the age of 18 currently living in your household?

Yes	1
No	2

K And, finally, to better understand how results vary by region, may I have your 6-digit postal code?

ACCEPT FIRST THREE DIGITS IF THAT IS ALL RESPONDENT IS WILLING TO GIVE
— — — — — [FORMAT A4A 5B5]

999999 – DK/NA

This survey was conducted on behalf of the Department of Finance Canada, and is registered under the Federal Access to Information Act. Thank you very much for your participation.

RECORD:

Language of interview

English	1
French	2

Questionnaire du sondage téléphonique

Aout 2017

**Sondage de Finances Canada sur les attitudes envers l'économie canadienne (été)
Le groupe-conseil Quorus Inc.**

Hello/Bonjour, je m'appelle _____ et je téléphone du groupe-conseil Quorus au nom du gouvernement du Canada. Nous menons un sondage sur les attitudes et les opinions des Canadiens de 18 ans et plus. Préférez-vous continuer en français ou en anglais? (**SI C'EST NÉCESSAIRE** : Thank you. Someone will call you back shortly to do the survey in English.)

Anglais	1
Français	2

Le sondage dure environ 12 minutes et vos réponses demeureront strictement confidentielles. Vous n'êtes pas tenu de répondre à toutes les questions, si c'est ce que vous voulez.

Vous êtes entièrement libre de participer. Cet appel pourrait être écouté ou enregistré à des fins de contrôle de la qualité. Ce sondage est enregistré auprès de l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM). Tous les renseignements fournis seront gérés conformément aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE DE LIGNE TERRESTRE : Pourrais-je parler à la personne dans votre ménage qui est âgée de 18 ans ou plus et qui a été la dernière à célébrer son anniversaire ? Est-ce vous ? [SI CETTE PERSONNE N'EST PAS DISPONIBLE, PLANIFIER UN RAPPEL]

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE MOBILE : Êtes-vous âgé d'au moins 18 ans ?

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE SANS FIL, POSER LES QUESTIONS A ET B.

A Êtes-vous dans un endroit sécuritaire, par exemple, ailleurs qu'au volant d'un véhicule en marche ?

Oui	[REPRENDRE L'INTRODUCTION, AU BESOIN]
Non	[FIXER LA DATE ET L'HEURE DU RAPPEL]

B À la maison, avez-vous une ligne téléphonique résidentielle ordinaire, autre qu'un téléphone mobile ?

Oui	VÉRIFIER LES QUOTAS
Non	VÉRIFIER LES QUOTAS

[POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UNE LIGNE TERRESTRE, INDIQUER LA RÉGION QUI FIGURE DANS L'ÉCHANTILLON.]

[POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE MOBILE, POSER LA QUESTION C.]

C Dans quelle province ou quel territoire habitez-vous ? **NE PAS LIRE LA LISTE.**

Terre-Neuve	1
Île-du-Prince-Édouard	2
Nouvelle-Écosse	3
Nouveau-Brunswick	4
Québec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
Colombie-Britannique	10
Yukon	11
Territoires du Nord-Ouest	12
Nunavut	13

D Sexe **[NE PAS DEMANDER : Noter la réponse par observation.]**

Femme	1
Homme	2

CORPS DU SONDRAGE

Évaluation de l'économie

1A. (T) Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle; sur lequel de ces enjeux le gouvernement du Canada devrait-il le plus axer ses efforts, selon vous??
[INSCRIRE LA PREMIÈRE RÉPONSE]

[AUCUNE LISTE PRÉCODÉE – NOTE À L'INTERVIEWEUR : INSCRIRE D'ABORD LA PREMIÈRE RÉPONSE. TOUTES LES AUTRES RÉPONSES DEVRONT ÊTRE INSCRITES À L'ÉCRAN SUIVANT.]

99 – **[NE PAS LIRE]** Je ne sais pas/je refuse de répondre

- 1B. (T) Y a-t-il d'autres enjeux? [**AU BESOIN** : Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle; sur lequel de ces enjeux le gouvernement du Canada devrait-il le plus axer ses efforts, selon vous?]

INSCRIRE MOT POUR MOT - [PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES]

99 – [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je refuse de répondre

- Q2. (T) Comment évaluez-vous chacune des situations suivantes, sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie « désastreux » et 10, « excellent » :
- a. l'état actuel de l'économie canadienne ?
 - b. l'état actuel de l'économie américaine ?
 - c. l'état actuel de l'économie dans la province de [**PROVINCE**] ?
 - d. la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ?
 - e. le prix actuel de l'essence ?
 - f. votre situation financière personnelle ?

Désastreux	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Excellent	10
SANS AIDE	
Incertain	99

Q3. Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé à l'idée que vous ou un autre membre de votre ménage pourriez perdre votre emploi au cours des 6 prochains mois ? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout préoccupé et 10, que vous êtes très préoccupé.

Pas du tout préoccupé	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Très préoccupé	10
SANS AIDE	
Ne s'applique pas/retraité/sans emploi	98
Je ne sais pas.	99

Confiance envers l'économie

Q4. Quel sentiment chacun des énoncés suivants vous donne-t-il au sujet de l'économie canadienne ? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie qu'il vous donne un sentiment bien plus négatif de l'économie canadienne et 10, qu'il vous donne un bien meilleur sentiment. **SI C'EST NÉCESSAIRE** : Nous ne nous attendons pas à ce que vous soyez un expert dans ce domaine. Nous voulons simplement avoir vos impressions générales. **RÉPÉTER L'ÉCHELLE UNIQUEMENT SI C'EST NÉCESSAIRE.**

(RANDOMISER L'ORDRE DE PRÉSENTATION)

- (50-50) La hausse des indices boursiers canadiens / La baisse des indices boursiers canadiens
- (50-50) La hausse du dollar canadien / La baisse du dollar canadien
- (50-50) Une augmentation des taux d'intérêt / Une diminution des taux d'intérêt
- (50-50) La dette du Canada qui augmente plus rapidement que notre économie / L'économie qui croît plus rapidement que la dette du Canada
- (50-50) La diminution du déficit / L'augmentation du déficit – **SI C'EST NÉCESSAIRE** : Le « déficit » est ce qui manque pour équilibrer les recettes avec les dépenses durant une année donnée. Il est différent de la « dette » qui elle, représente le total de tout ce que nous devons.

- f) (50-50) La baisse du taux de chômage / La hausse du taux de chômage
- g) (50-50) La création de nouveaux emplois / Les mises à pied dans les entreprises canadiennes
- h) (50-50) La diminution du taux de pauvreté / L'augmentation du taux de pauvreté
- i) (50-50) Les Canadiens qui en ont plus pour épargner en vue de la retraite / Les Canadiens qui en ont moins pour épargner en vue de la retraite
- j) (50-50) La dette moins élevée des ménages canadiens / La dette plus élevée des ménages canadiens
- k) (50-50) Les revenus des ménages qui augmentent au même rythme que l'inflation / Les revenus des ménages qui n'augmentent pas au rythme de l'inflation

Cela vous laisse un sentiment bien plus négatif	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Cela vous donne un bien meilleur sentiment	10
SANS AIDE	
Ne sait pas	99

- Q5. Compte tenu de vos impressions générales, vous attendez-vous à ce que chacune des situations suivantes s'améliore, se détériore ou demeure inchangée au cours des 6 prochains mois ? **SI C'EST NÉCESSAIRE** : Nous ne nous attendons pas à ce que vous soyez un expert dans ce domaine. Nous voulons simplement avoir vos impressions générales. **RÉPÉTER L'ÉCHELLE SEULEMENT SI C'EST NÉCESSAIRE.**

(RANDOMISER L'ORDRE DE PRÉSENTATION)

- a) L'économie canadienne
- b) L'économie de votre province
- c) L'économie américaine
- d) L'économie mondiale
- e) Le marché boursier
- f) Votre situation financière personnelle

S'améliorera	1
Se détériorera	2
Demeurera inchangé	3
SANS AIDE	
Ne sait pas	99

Logement et taux d'intérêt

Q6. Êtes-vous propriétaire de votre résidence ?
SI C'EST NÉCESSAIRE : Par « propriétaire », on entend également celui qui fait des paiements hypothécaires.

Oui	1
Non	2

SANS AIDE	
Ni l'un ni l'autre (habite avec les parents, autres membres de la famille, etc.)	3
Ne sait pas/refuse de répondre	9

Q7. **[DEMANDER SI A RÉPONDU 1 À LA QUESTION 6]** Avez-vous une hypothèque sur votre résidence ?

Oui	1
Non	2
SANS AIDE	
Ne sait pas	9

- Q8. Sur une échelle de 1 à 10 où 1 signifie « entièrement en désaccord » et 10, « entièrement en accord », dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants ?
- a. Vous pourriez facilement obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui.
 - b. **[DEMANDER SI A RÉPONDU 1 À LA QUESTION 7 (a un prêt hypothécaire)]** Vous n'auriez aucune difficulté à continuer de rembourser votre prêt hypothécaire si les taux d'intérêt augmentaient de [(50-50) un demi-point de pourcentage / 1 % / 2 %] demain.
 - c. La récente hausse des taux d'intérêt aurait un effet favorable sur votre situation financière personnelle.

Entièrement en désaccord	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Entièrement en accord	10
SANS AIDE	
Ne sait pas	99

Priorités et imposition

- Q9. Qu'avez-vous entendu au sujet des mesures proposées par le gouvernement du Canada pour rendre le régime fiscal plus équitable ?

NOTER TEXTUELLEMENT [RÉPONSES MULTIPLES]

N'a rien entendu 2

SANS AIDE
Ne sait pas/refuse de répondre 99

Q10. Quelle priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder à chacune des mesures suivantes ? Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où 1 signifie que cela ne devrait pas du tout être une priorité et 10, que cela devrait être une priorité absolue. Encore une fois, nous ne nous attendons pas à ce que vous soyez un expert dans ce domaine. Nous voulons simplement avoir vos impressions générales. **RÉPÉTER L'ÉCHELLE UNIQUEMENT SI C'EST NÉCESSAIRE.**

(RANDOMISER L'ORDRE DE PRÉSENTATION)

- a) Réduire le déficit gouvernemental - **SI C'EST NÉCESSAIRE** : Le « déficit » est ce qui manque pour équilibrer les recettes avec les dépenses durant une année donnée. Il est différent de la « dette » qui elle, représente le total de tout ce que nous devons
- b) (50-50) Augmenter les impôts des grandes entreprises / Diminuer les impôts des grandes entreprises
- c) (50-50) Augmenter les impôts des petites entreprises / Diminuer les impôts des petites entreprises
- d) (50-50) Augmenter les impôts des Canadiens / Diminuer les impôts des Canadiens
- e) Signer de nouvelles ententes de libre-échange
- f) (50-50) Simplifier le code des impôts / Rendre le code des impôts plus équitable
- g) (50-50) Supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les Canadiens les mieux nantis / Supprimer les échappatoires fiscales utilisées par les petites entreprises
- h) (50-50) Transférer les avantages fiscaux des Canadiens à revenu élevé aux Canadiens à faible et à moyen revenu / Exiger des Canadiens à revenu élevé qu'ils paient leur juste part d'impôts
- i) Investir dans l'infrastructure, comme les routes et les transports publics
- j) (50-50) Favoriser la croissance de la classe moyenne / Renforcer la classe moyenne
- k) Créer des emplois
- l) (50-50) Favoriser la croissance économique au Canada / Rendre le Canada plus concurrentiel à l'échelle internationale

Pas du tout une priorité	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Priorité absolue	10
SANS AIDE – Ne sait pas	99

PROFIL DÉMOGRAPHIQUE

LIRE : Les dernières questions nous serviront à dresser le profil démographique des participants.

E Quelle est votre année de naissance ?

(NOTER L'ANNÉE : XXXX)

9999 – NE PAS LIRE : Ne sait pas/refuse de répondre

[SI LE RÉPONDANT REFUSE DE PRÉCISER L'ANNÉE, DEMANDER :]

Pourriez-vous me dire à quel groupe d'âge vous appartenez ? **LIRE LA LISTE**

18 à 34 ans	1
35 à 49 ans	2
50 à 54 ans	3
55 à 64 ans	4
OU 65 ans ou plus	5
[NE PAS LIRE] Refuse de répondre	99

F Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint ? **LIRE LA LISTE ET S'ARRÊTER LORSQUE LA BONNE CATÉGORIE EST MENTIONNÉE.**

6 ^e année ou moins	1
Secondaire partiel	2
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	3
Apprentissage enregistré ou autre certificat ou diplôme d'une école de métiers	4
Certificat ou diplôme de cégep ou d'un établissement autre qu'une université	5
Certificat ou diplôme universitaire de niveau inférieur au baccalauréat	6
Baccalauréat	7
Diplôme d'études supérieures	8
[NE PAS LIRE]	
Préfère ne pas répondre	99

G Quelle est la langue que vous parlez le plus souvent à la maison ? **LIRE LA LISTE. ACCEPTER TOUTES LES RÉPONSES QUI S'APPLIQUENT.**

Anglais	1
Français	2
Autre	3

[NE PAS LIRE] Ne sait pas/refuse de répondre 99

H Laquelle de ces catégories décrit le mieux votre situation d'emploi actuelle ? **LIRE LA LISTE ET ACCEPTER UNE SEULE RÉPONSE. S'ARRÊTER LORSQUE LA BONNE CATÉGORIE EST MENTIONNÉE.**

Travailleur à temps plein, c.-à-d. 35 heures ou plus par semaine 1

Travailleur à temps partiel, c.-à-d. moins de 35 heures par semaine 2

Travailleur autonome 3

Sans travail, mais à la recherche d'un emploi 4

Étudiant à temps plein 5

Retraité 6

Hors du marché du travail [PERSONNE AU FOYER À TEMPS PLEIN, SANS EMPLOI, NE CHERCHE PAS D'EMPLOI]) 7

[NE PAS LIRE]

Autre – PAS BESOIN DE PRÉCISER 98

Refuse de répondre 99

I Laquelle de ces catégories décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage, c'est-à-dire le total des revenus de tous les membres de votre ménage, avant impôts ? **LIRE LA LISTE. S'ARRÊTER LORSQUE LA BONNE CATÉGORIE EST MENTIONNÉE.**

Moins de 20 000 \$ 1

20 000 \$ à moins de 40 000 \$ 2

40 000 \$ à moins de 60 000 \$ 3

60 000 \$ à moins de 80 000 \$ 4

80 000 \$ à moins de 100 000 \$ 5

100 000 \$ à moins de 150 000 \$ 6

150 000 \$ ou plus 7

[NE PAS LIRE] Refuse de répondre 99

J Avez-vous des enfants de moins de 18 ans domiciliés à votre adresse ?

Oui	1
Non	2

K Afin de mieux comprendre les variantes de résultats d'une région à l'autre, pourrais-je avoir votre code postal à 6 caractères ?

**ACCEPTER LES TROIS PREMIERS CARACTÈRES SI C'EST TOUT CE QUE LE RÉPONDANT
ACCEPTÉ DE DONNER.**

___ ___ ___ [FORMAT A4A 5B5]

999999 – NSP/S.O.

Ce sondage a été réalisé pour le compte du ministère des Finances du Canada. Il est enregistré en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. Merci de votre participation.

NOTER :

Langue de l'entrevue

Anglais	1
Français	2